

**JEUX DE LA
FRANCOPHONIE**
JEUNESSE, ARTS ET SPORTS

Revue de presse

JEUX DE LA FRANCOPHONIE Janvier 2019

Réalisée par le Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF)

SYNTHESE

Ce document fait la synthèse de la presse parue sur internet portant sur les Jeux de la Francophonie au cours du mois de janvier 2019

- à partir du site internet des Jeux de la Francophonie ww.jeux.francophonie.org
 - 7 brèves publiées sur le site des Jeux de la Francophonie
- 119 articles de presse ou brèves recensés publiés sur divers sites internet
 - 91 articles sur les IXes Jeux de la Francophonie (60 en français, 31 en anglais, 2 vidéos)
 - 11 articles concernant les VIII^{es} Jeux de la Francophonie
 - 6 articles concernant les Jeux de la Francophonie en général
 - 11 articles sur les lauréats des Jeux de la Francophonie
 - 1 vidéo

La fréquentation du site du 1^{er} janvier 2019 au 31 janvier 2019

Sessions : 3 674

**Il s'agit du nombre total de sessions sur la période. Une session est la période pendant laquelle un utilisateur est actif sur son site Web, ses applications, etc. Toutes les données d'utilisation (visionnage de l'écran, événements, e-commerce, etc.) sont associées à une session.*

Utilisateurs: 2 909

**Utilisateurs qui ont initié au moins une session dans la plage de dates sélectionnée*

Pages vues : 10 554

**Il s'agit du nombre total de pages consultées. Les visites répétées d'un internaute sur une même page sont prises en compte.*

Sommaire

I. Articles sur les IXes Jeux de la Francophonie 2021	8
Jeux de la Francophonie : le N.-B. réduit son financement au comité organisateur jusqu'à nouvel ordre (ici.radio-canada.ca)	8
Rendez-vous de la Francophonie 2019 : des célébrations sur fond de tension (ici.radio-canada.ca)	9
Jeux de la Francophonie: au-delà de l'argent (www.ledroit.com).....	11
Le Nouveau-Brunswick ferme les vannes (http://www.francsjeux.com)	13
Jeux de la Francophonie : « On est à la table et il y a une chaise vide devant nous » - Mélanie Joly (ici.radio-canada.ca)	13
«Comme avec les yeux d'un enfant» (www.ledroit.com).....	15
L'annulation des Jeux de la Francophonie aura des impacts diplomatiques, croit la SANB (ici.radio-canada.ca)	17
Jeux de la Francophonie 2021: n'ignorons pas l'importance de la diplomatie (www.ledroit.com) .	19
Paru aussi dans: www.acadienouvelle.com, www.ledevoir.com, sanb.ca, astheure.com	21
Jeux de la Francophonie: ultimatum de Fredericton (http://journalmetro.com).....	21
Paru aussi dans: www.enmanchette.ca	23
Les partenaires des Jeux de la Francophonie sont invités à élaborer des possibilités de financement d'ici le 30 janvier (www2.gnb.ca)	24
L'annulation des Jeux de la Francophonie nuit à la réputation du Nouveau-Brunswick, croit la SANB (ici.radio-canada.ca)	24
Jeux de la Francophonie : le fédéral veut une proposition, et non un ultimatum (ici.radio-canada.ca)	26
Jeux de la Francophonie: Fredericton impose une date butoir (www.acadienouvelle.com)	29
Retour à l'optimisme (http://www.francsjeux.com)	31
Ultimatum de Fredericton à ses partenaires des Jeux de la Francophonie (www.ledroit.com).....	32
Paru aussi dans: lactualite.com	33
Jeux de l'Acadie 2020 : des finances saines et transparentes pour Saint-Jean N.-B. (ici.radio-canada.ca)	34
Les Jeux de la Francophonie à Moncton-Dieppe compromis (onfr.tfo.org)	36
Sauver les Jeux de la Francophonie (www.acadienouvelle.com)	41
Pauvres Jeux de la Francophonie! (Acadie Nouvelle)	42
Trudeau poursuit sa tournée préélectorale au N.-B. (http://journalmetro.com).....	44
Annulation des Jeux de la Francophonie : « l'issue est évidente », déclare Blaine Higgs (ici.radio-canada.ca)	47
Justin Trudeau poursuit sa tournée préélectorale au Nouveau-Brunswick (www.lapresse.ca)	49

Justin Trudeau dit aux citoyens de se méfier des propos alarmistes sur l'immigration (ici.radio-canada.ca)	52
FRANCOPHONIE: L'ANNULATION DES JEUX ÉVOQUÉE (Acadie Nouvelle).....	53
Jeux de la Francophonie 2021 : La société civile de l'Acadie du Nouveau-Brunswick lance un cri du cœur (cimtchau.ca)	55
Jeux de la Francophonie : les organismes acadiens ne jettent pas l'éponge (ici.radio-canada.ca) ..	56
LA SOCIÉTÉ CIVILE ACADIENNE SE RANGE DERRIÈRE LES JEUX DE LA FRANCOPHONIE(www.ckle.fm)	58
Appui aux Jeux 2021 (http://www.aaapnb.ca)	59
Les Jeux de la Francophonie 2021 entre coûts et valeur (http://www.francsjeux.com).....	62
Jeux de La Francophonie: le Nouveau-Brunswick se désiste (www.tvnouvelles.ca)	63
Annulation des Jeux de la Francophonie 2021 : Une décevante remise en question (http://sanb.ca)	65
Jeux de la Francophonie : le Nouveau-Brunswick renonce à la présentation de l'évènement (www.rds.ca)	66
Canada: le Nouveau-Brunswick renonce à organiser les jeux de la Francophonie 2021 (www.lorientlejour.com).....	68
Déclaration du président de la FCFA concernant l'annulation des Jeux de la Francophonie 2021 par le Nouveau-Brunswick (fcfa.ca).....	69
Le Nouveau-Brunswick annule l'organisation des Jeux de la Francophonie jugés onéreux (http://www.rcinet.ca).....	69
Canada : le Nouveau-Brunswick renonce à organiser les jeux de la Francophonie 2021 (www.paris-normandie.fr)	72
Le Nouveau-Brunswick se retire des Jeux de la Francophonie (cimtchau.ca)	73
Nouveau-Brunswick: le gouvernement Higgs renonce à présenter les Jeux de la Francophonie (www.lavoixdelest.ca)	76
Jeux de la Francophonie 2021 : le chiffre de l'espoir (http://www.francsjeux.com)	78
Le Nouveau-Brunswick renonce à organiser les Jeux de la Francophonie de 2021 (www.ledevoir.com).....	80
Déclaration (nb2021.ca).....	82
Le Nouveau-Brunswick renonce aux Jeux de la francophonie (http://www.sport.be)	82
JEUX DE LA FRANCOPHONIE: «UN JOUR TRÈS TRISTE POUR LES ACADIENS» (onfr.tfo.org)	83
Jeux de la Francophonie: l'OIF confiante, malgré le désistement du Nouveau Brunswick (www.journaldequebec.com)	86
LE CANADA BRUNSWICK RENONCE AUX JEUX DE LA FRANCOPHONIE 2021 ! (www.africatopsports.com)	87
Sherbrooke n'accueillera pas les Jeux de la Francophonie (http://www.estrieplus.com)	88

Le Nouveau-Brunswick se retire des Jeux de la Francophonie 2021 (http://www.francsjeux.com)	88
Le désengagement du Nouveau-Brunswick menace les Jeux de la Francophonie 2021 (http://www.rfi.fr).....	90
Le Nouveau-Brunswick se retire des Jeux de la Francophonie (www.ledevoir.com)	92
Jeux de la Francophonie: l'OIF confiante, malgré le désistement du Nouveau-Brunswick (www.journaldemontreal.com)	94
Pas de Jeux de la Francophonie en Ontario en 2021 (ici.radio-canada.ca).....	95
Les athlètes, grands perdants de l'annulation des Jeux de la Francophonie (ici.radio-canada.ca) ..	99
Nouveau-Brunswick: Higgs s'engage envers l'équilibre budgétaire (journalmetro.com)	101
Higgs veut assurer l'équilibre budgétaire et la réduction des transferts (lactualite.com)	103
Anglais	105
Province pulls funding to Francophonie Games committee (www.cbc.ca).....	105
Paru aussi dans : nouzie.com , www.local.ca	108
New Brunswick cuts off funding for Francophonie Games organizing committee (globalnews.ca)	110
New Brunswick's linguistic divide is a microcosm of Canada (http://theconversation.com).....	114
Must Read – New Brunswick has already cuts off funding for Francophonie Games organizing committee (9jabrainers.com.ng).....	118
Province's 'last payment' for Francophonie Games just final instalment of 2018-19 funding (www.cbc.ca).....	120
Province sets deadline for signal the Francophonie Games can be saved (www.cbc.ca).....	124
Paru aussi dans: navva.org , shilfa.com , vaaju.com	128
New Brunswick government issues funding ultimatum for the Francophonie Games (globalnews.ca).....	132
Paru aussi dans: power97.com , www.newslocker.com	135
Francophonie Games partners urged to develop funding options by Jan. 30 (www2.gnb.ca)	137
N.B. 'unable to host' 2021 Francophonie Games without major cash injection (www.ctvnews.ca)	139
Paru aussi dans: nationalpost.com , www.ngnews.ca , www.thestar.com , vancouver.sun.com , canada.shafaqna.com , www.thetcanada.com	140
Province says it may be unable to host Francophonie games (http://www.rcinet.ca)	142
N.B. Announces Last Ditch Effort To Save 2021 Francophonie Games (http://country94.ca)	143
Let the federal government pay for most of Francophonie Games (www.peoplesalliance.ca)	145
NB Announces Last Ditch Effort To Save 2021 La Francophonie Games (http://country94.ca).....	146
2021 Francophonie Games: On the importance of diplomacy (http://nbmediacoop.org)	148

New Brunswick imposes funding deadline for 2021 Francophonie Games (http://www.iheartradio.ca)	153
New Brunswick authorities points funding ultimatum for the Francophonie Video games (http://infosurhoy.com)	154
New Brunswick withdrawing from 2021 Jeux de la Francophonie due to increased costs, lack of federal support, says premier (www.sackvilletribunepost.com)	157
New Brunswick cancels plans to host 2021 Francophonie Games (globalnews.ca)	159
Statement Regarding the 2021 Jeux of La Francophonie – Moncton/Dieppe (http://sportnb.com/)	164
Vidéos	166
Téléjournal Acadie	166
Téléjournal Acadie	167
II. Articles sur les Jeux de la Francophonie en général.....	168
CAN 2019 : Le Cameroun humilié, l'Égypte auréolée (http://blog.lefigaro.fr)	168
Naver : tourneur, danseur et le hip-hop au cœur (www.lanouvellerepublique.fr)	172
LA VILLE OCRE DE MARRAKECH ABRITE LA FINALE DE LA COMPÉTITION INTERNATIONALE DE BREAK DANCE (www.oujdacity.net).....	173
Paru aussi dans: premiumtravelnews.com	176
«Index» mêle chorégraphie et burlesque (www.ladepeche.fr)	176
Jeux du Canada : profiter du moment (www.infoweekend.ca)	177
III. Articles sur les VIII ^{es} Jeux de la Francophonie	179
Côte d'Ivoire : Institut national de la jeunesse et des sports (INJS), les bâtiments des VIII ^e jeux de la Francophonie cédés aux étudiants (http://www.koaci.com)	179
Les étudiants de l'INJS réceptionnent les clés d'infrastructures réhabilitées (http://www.atoo.ci)	180
INJS : Les étudiants entrent en possession de la « cité de la Francophonie » (www.ivoiresoir.net)	182
Paulin Danho à remis l'INJS aux Etudiants (http://sport-ivoire.ci).....	184
Cérémonie de remise de clefs de dortoirs aux étudiants de l'INJS : " Nous serons encore plus heureux de disposer de la piscine olympique" (Habib Sanogo, DG) (news.abidjan.net)	186
Côte d'Ivoire : Les étudiants de l'INJS relogés dans leur cité (www.akody.com)	188
La Côte d'Ivoire accueille la dernière fenêtre (http://www.ahouevi.net)	189
CAN U18 et U20: La Côte d'Ivoire est parée (http://www.sport-ivoire.ci)	190
Côte d'Ivoire / Le corps préfectoral de Niakara reconnaissant au président Ouattara (aip.ci)	191
Athlétisme (championnat d'Afrique U-18 et U-20) : Les préparatifs avancent (www.fratmat.info)	193

Judo : "Jubilé d'or" organise un échange de vœux des maîtres de la discipline (http://adiac-congo.com).....	195
IV. Articles sur les lauréats des Jeux de la Francophonie	197
Les 10 personnalités sportives de l'année au Burkina (http://burkina24.com).....	197
Athlétisme: Djénèbou Danté se prépare en Espagne (http://malijet.co)	203
NORDINE OUBAALI TIENT SON TITRE ! (http://espritbleu.franceolympique.com)	205
FESPACO 2018 : LE FILM MALIEN "BARKOMO" EN LICE POUR L'ETALON DE YENNEGA (http://bamada.net).....	207
FESTIVAL AFRICAIN D'IMAGES VIRTUELLES ARTISTIQUES : La 8ème édition explore le thème « Traces » (http://malijet.co)	209
Françoise Mbango : « Je pense que quand on regarde très bien, le sportif le plus titré au Cameroun est une femme et c'est moi... » (www.lebledparle.com)	211
Paru aussi dans: www.cameroon-info.net	213
En Afrique, personne ne saute plus loin que Fabrice Zango (salle) (burkina24.com).....	213
MEETING DE BERCY 2019: ARTHUR CISSE ET SEAN SAFO AUSSI BRILLEN (www.africatopsports.com)	214
Gabriel Robichaud : gagner et perdre en même temps (ici.radio-canada.ca)	215
Réjouissons-nous, février est enfin là ! (www.lenouvelliste.com).....	217
V. Vidéos	220
Le ministre des sports remet les clés de la "cité de la Francophonie" aux étudiants de l'INJS (www.rti.ci).....	220

I. Articles sur les IXes Jeux de la Francophonie 2021

Jeux de la Francophonie : le N.-B. réduit son financement au comité organisateur jusqu'à nouvel ordre ([ici.radio-canada.ca](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1145869/jeux-francophonie-comite-organisateur-financement-province-higgs))

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1145869/jeux-francophonie-comite-organisateur-financement-province-higgs>
- Le 9 janvier 2019



Les derniers Jeux de la Francophonie ont eu lieu à Abidja, en 2016. Photo: AFP / Issouf Sanogo

Le gouvernement de Blaine Higgs a confirmé avoir versé son dernier paiement au comité organisateur jusqu'à nouvel ordre.

L'information a été confirmée mercredi après-midi par la porte-parole du ministère du Tourisme et de la Francophonie, Stéphanie Bilodeau.

La province supprime donc le financement au comité organisateur des Jeux de la Francophonie jusqu'à nouvel ordre et ne prévoit pas lui verser de contribution financière supplémentaire pour l'instant. Tous les fonds promis pour l'année fiscale 2018-2019 ont toutefois été octroyés, selon le comité organisateur.

Le gouvernement invoque l'incertitude qui règne autour de l'organisation des Jeux de la Francophonie depuis que l'explosion des coûts a été révélée au début du mois de décembre. Le budget est passé d'une facture initiale de 17 millions de dollars à une facture qui monte maintenant à 130 millions de dollars.

Le gouvernement provincial a fourni une contribution de 250 000 \$ en 2017-2018 et de 930 000 \$ dans le cadre de l'exercice financier de 2018-2019.

Les effets de cette décision sont encore flous, mais cela ne veut pas dire que le comité arrête de

fonctionner.

Dominic LeBlanc, ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, a réagit par courriel : J'ai rencontré aujourd'hui le vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick, l'honorable Robert Gauvin, au sujet des Jeux de la Francophonie. Nous avons discuté des défis que pose la tenue des Jeux au Nouveau-Brunswick. Bien que nous n'ayons pas reçu de proposition officielle du Nouveau-Brunswick, nous demeurons déterminés à travailler avec la province à la recherche d'une solution. C'est le gouvernement du Nouveau-Brunswick qui a présenté la candidature pour ces jeux et, conformément à notre politique fédéral, nous demeurons prêts à être un partenaire pour l'accueil de ces jeux.

Le Comité national des Jeux de la Francophonie répond quant à lui par courriel qu'il opère présentement avec les fonds approuvés par le gouvernement du Nouveau-Brunswick et le gouvernement du Canada pour l'année fiscale 2018-2019.

Rendez-vous de la Francophonie 2019 : des célébrations sur fond de tension (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1146114/porte-paroles-des-rendez-vous-francophonie-tension>
- Le 10 janvier 2019



Les Rendez-vous de la Francophonie se déroulent du 1er au 31 mars 2019. Photo: Rendez-vous de la Francophonie

Alors que partout au pays des minorités d'expression française se tiennent sur la corde raide, les Rendez-vous de la Francophonie (RVF) 2019 comptent jeter un « regard neuf » sur la francophonie « sans préjugés et surtout, avec une grande ouverture d'esprit ».

La jeune auteure-compositrice-interprète Caroline Savoie, originaire du Nouveau-Brunswick, et le champion olympique Patrick Chan sont les visages de cette 21e édition des RVF.

Mme Savoie a reconnu, en entrevue, le contexte tendu dans lequel la francophonie est invitée à célébrer en mars. L'artiste est particulièrement touchée, alors que les Jeux de la Francophonie de Moncton-Dieppe, au Nouveau-Brunswick, pourraient ne pas avoir lieu.

C'est comme un pas en arrière et j'ai trouvé ça un petit peu désolant en fait. [...] On a toujours été là et on n'est pas près de partir.

Caroline Savoie, porte-parole des RVF

Le gouvernement de Blaine Higgs, qui a l'appui d'un parti réfractaire au bilinguisme, a annoncé en décembre qu'il réduisait son financement au comité organisateur des Jeux.

Des tensions dans plusieurs provinces

Outre le Nouveau-Brunswick, les compressions dans les services français annoncées en Ontario par le gouvernement de Doug Ford ont suscité une levée de boucliers en novembre dernier. Le mouvement de « Résistance » qui s'est formé dans la foulée a donné lieu à une grande manifestation partout dans la province, le 1er décembre.

Au Manitoba, la nomination d'un sous-ministre de l'Éducation non bilingue a également soulevé quelques inquiétudes. C'est un deuxième coup dur pour la francophonie de la province qui perdait, en octobre 2017, son sous-ministre adjoint responsable du Bureau de l'éducation française (BEF).

Selon la directrice générale nationale de l'organisme Canadian Parents for French, Nicole Thibeault, il reste des efforts à faire pour éradiquer le racisme anti-francophone au pays.

De nombreux parents membres de l'organisme ont notamment émis des inquiétudes par rapport aux occasions d'apprendre le français en Ontario, après la décision du gouvernement de Doug Ford de ne plus financer l'Université de l'Ontario français.

On réfléchit à épargner [de] l'argent, mais on doit aller plus loin puis dire : "quand c'est une valeur fondamentale de notre pays, est-ce que c'est là qu'on coupe?"

Nicole Thibeault, directrice générale nationale de l'organisme Canadian Parents for French

Mme Thibeault reste néanmoins convaincue que les Canadiens croient au bilinguisme. En entrevue, elle a rappelé qu'il y a des francophiles et des anglophones qui militent pour le fait français.

RVF 2019

Du 1er au 31 mars, une foule d'activités sont prévues d'un bout à l'autre du Canada. De nombreux spectacles d'humour, des visionnements organisés par l'Office national du film et quelques concours sont à l'horaire.

Toutes les dates sont disponibles **sur le site des Rendez-vous de la Francophonie.**

Jeux de la Francophonie: au-delà de l'argent (www.ledroit.com)

- <https://www.ledroit.com/opinions/votre-opinion/jeux-de-la-francophonie-au-dela-de-largent-f41f37d17bb28ddd824fc95f02a326e7>
- Le 10 janvier 2019

OPINION / Les Jeux de la Francophonie ont réussi là où les politiciens du Nouveau-Brunswick ont échoué : ils sont parvenus à créer un consensus qui atténue le clivage linguistique. Tant les francophones que les anglophones dénoncent la prétendue montée vertigineuse des coûts requis pour accueillir les jeux à Dieppe et Moncton en 2021.

Cependant, les arguments économiques qui s'opposent au financement provincial sont insuffisants. Ils souffrent de myopie et ne tiennent pas compte de facteurs importants, notamment la réputation internationale de cette petite province canadienne. La plupart des politiciens et citoyens persistent à défendre des arguments tendancieux dans les médias : ceux qui s'alignent avec leur préférences partisans ou idéologiques.

Plusieurs mériteraient de porter l'odieux dans cette affaire. Le déficit de transparence parmi les organisateurs et le gouvernement antérieur est inquiétant. Aussi, les messages publics charriés de l'autre côté de la législature sont pour le moins créatifs et à peine factuels.

Par exemple, le budget n'a pas septuplé ou été fabriqué de toutes pièces du jour au lendemain. Le prix initial de 17 millions \$ était une proposition théorique ou une estimation minimale. Il était entendu parmi les autorités, mais non pas communiqué au public, que les coûts réels allaient être définis avec plus de précision plus tard. De tels investissements publics considérables devraient normalement être partagés avec public et justifiés bien avant l'événement.

Quiconque pense que les 17 millions \$ proposés représentaient le budget exact et final ne comprend pas tout à fait la nature complexe des préparatifs pour accueillir des événements sportifs internationaux. Les coûts véritables se situent probablement quelque part entre la proposition minimale faite en 2015 et les 130 millions \$ estimés dans le rapport d'experts que les organisateurs viennent de rendre public. Le coût de 50 millions \$ proposé par Sherbrooke, candidature rejetée, est peut-être même insuffisant considérant que plusieurs coûts d'infrastructure avaient déjà été financés par les Jeux du Canada en 2013.

La décision finale d'accueillir ou non les Jeux de la Francophonie revient maintenant à un gouvernement minoritaire qui cumule une dette importante, doit gérer des contraintes fiscales et souffre d'une démographie en déclin.

La question fondamentale est la suivante. Est-ce que les arguments économiques en faveur ou contre les Jeux de la Francophonie tiennent la route? Ou bien, quels sont les facteurs à la base de la décision du gouvernement de procéder ou d'annuler les Jeux?

Les économistes restent sceptiques à l'égard des retombées économiques des événements

internationaux ou de la convoitise d'équipes sportives professionnelles.

La construction du moderne Centre Avenir à Moncton a requis un investissement public de combien déjà?

Plusieurs économistes analysent les Jeux de la Francophonie sous les lorgnettes du « retour sur l'investissement » et tentent de prédire l'effet multiplicateur. Autrement dit, pour chaque dollar dépensé, combien de revenus seront générés après un certain nombre d'années. Mais au fond, est-ce même la bonne approche?

Les économistes Pierre-Marcel Desjardins, Richard Saillant et d'autres ont exprimé des réserves ou des arguments économiques à l'encontre des Jeux dans les médias. Les Jeux ne peuvent être justifiés par les modèles économiques ou uniquement du point de vue du développement économique, prétendent-ils.

Cependant, il y a des retombées intangibles, positives ou négatives, qui ne peuvent être quantifiées aisément lorsque vient le temps de prendre une décision gouvernementale. Celles-ci ne sont habituellement pas prises en ligne de compte par les économistes. En bref, les bénéfices ne sont pas uniquement économiques.

Fondamentalement, que vaut la réputation du Nouveau-Brunswick sur la scène internationale? Quelles seraient les incidences socio-politiques de l'annulation des Jeux? Comment cette province peut prétendre vouloir attirer les immigrants si elle ne tient pas ses promesses ou n'a pas une vision globale du sport, de la culture ou de la langue?

Est-ce que les économistes et les citoyens ont bien pris en ligne de compte les bénéfices non-économiques? A-t-on quantifié le retour d'investissement en infrastructure? Une fois les athlètes et participants culturels rentrés chez eux, les Néo-Brunswickois pourront toujours utiliser les infrastructures qui auront été construites ou rénovés. Même si les touristes canadiens ne pourront vraisemblablement trouver une chambre d'hôtel durant l'événement, pourquoi ne visiteraient-ils pas le Parc Fundy ou la ville de Saint-Jean? Tout le monde gagne.

Pourquoi la population est-elle si encline à écarter la Francophonie? Que dirait-on si c'était les Jeux du Commonwealth?

D'autres dépenses publiques ne semblent pas déranger la population. En 1984, le Pape Jean-Paul II a fait un arrêt mémorable devant les fidèles qui sont venus le voir en grand nombre. En 2002, la Reine a visité cette belle province pour 25 h bien remplies à l'occasion de son jubilaire d'accession au Trône. On pourrait se demander combien d'argent public a été dépensé pour accueillir ces dignitaires en grande pompe? Devrait-on même évaluer de tels événements à l'aune des retombées économiques locales? Devrait-on simplement admettre qu'ils ont une valeur au-delà de la dimension économique?

La plupart des citoyens reconnaissent que certains événements symboliques requièrent des dépenses qui ne sont pas toujours pleinement récupérés au sens pécuniaire. Cependant, dans la plupart des cas, c'est la chose appropriée à faire : d'autant plus lorsqu'une réputation internationale est en jeu.

L'auteur, Ricky G. Richard, est politologue, à Québec.

Le Nouveau-Brunswick ferme les vannes (<http://www.francsjeux.com>)

- <http://www.francsjeux.com/breves/2019/01/10/49445/49445>
- Le 10 janvier 2019

Le ciel est en train de s'assombrir encore un peu plus pour les Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton et Dieppe, au Nouveau-Brunswick (Canada). Selon *Radio-Canada*, le gouvernement de la province a décidé de ne plus participer au financement de l'événement. Les autorités du Nouveau-Brunswick ont confirmé, mercredi 9 janvier, avoir versé leur dernier paiement au comité d'organisation. Il n'y en aura plus jusqu'à nouvel ordre. Mais tous les fonds promis pour l'année fiscale 2018-2019 ont toutefois été octroyés, précise le comité organisateur. Pour justifier sa décision, le gouvernement invoque l'incertitude autour de l'organisation de l'événement depuis la révélation en fin d'année passée d'une explosion des coûts d'organisation, passés de 17 millions à 130 millions de dollars canadiens. Cette décision annonce-t-elle le retrait prochain du Canada comme pays-hôte des Jeux de la Francophonie 2021 ? Le gouvernement fédéral et le comité d'organisation s'en défendent, expliquant travailler actuellement à une solution pour sauver l'événement. Mais les options semblent se réduire.

Jeux de la Francophonie : « On est à la table et il y a une chaise vide devant nous » - Mélanie Joly (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1146278/jeux-francophonie-negociations-melanie-joly-ministre-ottawa-nouveau-brunswick>
- Le 11 janvier 2019



La ministre Joly affirme que le sort des Jeux de la Francophonie 2021 repose principalement entre les mains du gouvernement du N.-B. Photo: Radio-Canada / Michèle Brideau

De passage au Nouveau-Brunswick vendredi matin, la ministre fédérale responsable des Langues officielles et de la Francophonie, Mélanie Joly, a déclaré que son gouvernement négociait face à une « chaise vide » au sujet du financement des Jeux de la Francophonie 2021, qui doivent se tenir à Moncton et à Dieppe.

Le sort de ces Jeux est incertain depuis qu'on a appris que la facture pour leur tenue était passée de 17 millions de dollars à 130 millions.

Le nouveau gouvernement progressiste-conservateur au Nouveau-Brunswick a depuis exclu toute augmentation de sa contribution aux Jeux, qui devait se limiter à 10 millions de dollars au départ.

En ce qui concerne le gouvernement fédéral, une loi fédérale prévoit que sa contribution se limite à 50 % du coût de tels événements.

Malgré tout, les deux parties discutent pour tenter de sauver les Jeux. Le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc, a d'ailleurs rencontré cette semaine le ministre néo-brunswickois Robert Gauvin pour tenter de trouver une solution.

Or, de passage à Rogersville, au Nouveau-Brunswick, vendredi, pour une annonce de financement, la ministre Joly a semblé dire que les négociations entre les deux ordres de gouvernement n'allaient nulle part.

Nous, on est de bonne foi, on est prêts à soutenir à 50 % le financement des Jeux, mais présentement, on est à la table des négociations et il y a une chaise vide devant nous, a-t-elle déclaré.

Le vice-premier ministre et ministre de la Francophonie du Nouveau-Brunswick, Robert Gauvin, a envoyé une déclaration par courriel en réponse à Mélanie Joly : Les discussions avec le fédéral ne sont pas au point mort. Je suis en pourparlers avec le ministre Dominic LeBlanc et nous avons eu une bonne première rencontre cette semaine.

La responsabilité première de la tenue des Jeux revient au gouvernement du Nouveau-Brunswick, qui avait déposé la candidature de la province et a obtenu l'événement en 2015.

C'est vraiment le gouvernement du Nouveau-Brunswick, rappelle Mélanie Joly, en tant que membre à part entière de l'Organisation internationale de la Francophonie, qui a soumis sa candidature pour l'obtention des Jeux, donc dans les circonstances, c'est vraiment au gouvernement du Nouveau-Brunswick de prendre sa décision.

Un ultimatum

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, a toutefois lancé en décembre un ultimatum au gouvernement fédéral : s'il ne finance pas davantage les Jeux de la Francophonie 2021, ceux-ci seront annulés, a-t-il averti.

Une déclaration écrite du ministre Dominic LeBlanc, plus tôt cette semaine, ne laissait pas supposer que les discussions étaient au point mort entre les gouvernements fédéral et provincial. Au sortir de sa réunion avec le ministre Robert Gauvin, il affirmait que son gouvernement était « [déterminé] à travailler avec la province à la recherche d'une solution », tout en reconnaissant qu'Ottawa n'avait « pas reçu de proposition officielle du Nouveau-Brunswick ».

«Comme avec les yeux d'un enfant» (www.ledroit.com)

- <https://www.ledroit.com/arts/musique/comme-avec-les-yeux-dun-enfant-dfd13d0ecb10e1aea2f30d9dbfc81dc2>
- Le 11 janvier 2019



Le directeur général de la Fondation canadienne pour le dialogue des cultures Guy Matte vient de lancer les 21e Rendez-vous de la Francophonie (RVF). En ce 50e anniversaire de l'adoption des langues officielles au pays, « un regard neuf » sera jeté sur la francophonie, comme « avec les yeux d'un enfant ».

Ce sont l'auteure-compositrice-interprète Caroline Savoie et le champion olympique de patinage artistique Patrick Chan qui seront les porte étendards de ce mois bourré d'événements.

Originaire du Nouveau-Brunswick, Caroline Savoie s'est donné comme mission de prouver la vitalité de la langue française au Canada. « Mon but c'est d'être une figure, de démontrer que je suis une parmi tant d'autres qui parlent encore français. Surtout avec le contexte actuel, comme notre premier ministre (Blaine Higgs) qui s'allie à des groupes qui ne sont pas en faveur du bilinguisme. C'est un droit qu'on a gagné, donc pour moi, c'est de dire qu'on est encore ici, et qu'on n'est pas prêts de partir. »

La francophonie néo-brunswickoise en a pris un coup, lors de l'élection du premier ministre progressiste-conservateur Blaine Higgs. En décembre dernier, son gouvernement a réduit le financement des Jeux de la Francophonie de Moncton-Dieppe, et étudie actuellement la possibilité d'annuler complètement l'événement sur son territoire.

Du côté de l'Ontario, la communauté francophone a récemment vu sa culture menacée par les nombreuses compressions budgétaires, comme celles infligées à La Nouvelle Scène, à l'Université de l'Ontario français et au Commissariat aux langues officielles, entre autres.

La députée fédérale d'Ottawa-Vanier Mona Fortier souhaite souligner l'importance de démontrer la valeur de la dualité linguistique aux différents gouvernements. « Il faut vraiment entretenir ce dialogue avec les gouvernements provinciaux, qui sont plus timides, et qui ne voient pas tous la valeur ajoutée du bilinguisme et des communautés francophones et acadiennes, qui ne font que renforcer notre pays. »

Membre du comité permanent des langues officielles, Mme Fortier affirme que le gouvernement Trudeau cherche actuellement des moyens de refaire une beauté à la Loi sur les langues officielles, vieille de 50 ans. « On est à un point où on a eu beaucoup d'avancement et là, il est temps de la moderniser de fond en comble. »

Les Rendez-vous vont bon train

Directeur général de l'événement, Guy Matte affirme que les RVF voient une prospérité croissante, même après 21 ans d'existence. « Ce qui me rend fier, c'est l'augmentation chaque année de l'impact que les Rendez-vous peuvent avoir dans les communautés. Au niveau du nombre d'activités constamment en croissance, du nombre de participation aux concours, en français comme en anglais. On est rendu qu'il y a une plus grande augmentation du nombre d'anglophones qui participent aux concours. C'est un événement qui rapproche les deux communautés de langues officielles. »

Plusieurs écoles anglophones d'immersion française participent d'ailleurs aux RVF, remarque Mme Fortier.

La Semaine nationale de la francophonie se tiendra également dans le cadre des Rendez-vous de la Francophonie, qui auront lieu du 1er au 31 mars.

Durant ce mois de célébrations francophones, plusieurs activités sont à prévoir, partout au pays :

tournée de spectacles d'humour, visionnements de films en français sélectionnés par l'Organisation nationale du film du Canada (ONF), et plusieurs concours pour des participants de tous âges.

L'annulation des Jeux de la Francophonie aura des impacts diplomatiques, croit la SANB ([ici.radio-canada.ca](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1146846/jeux-francophonie-diplomatie-sanb-acadie-oif-nouveau-brunswick))

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1146846/jeux-francophonie-diplomatie-sanb-acadie-oif-nouveau-brunswick>
- Le 15 janvier 2019



L'ancienne ministre responsable de la Francophonie, Francine Landry, entourée des dirigeants ivoiriens lors de la cérémonie de clôture des Jeux de la Francophonie à Abidjan. Photo: Radio-Canada / Organisation internationale de la Francophonie

Le Nouveau-Brunswick risque de subir les contrecoups diplomatiques s'il en venait à annuler la tenue des Jeux de la Francophonie, croit la Société de l'Acadie au Nouveau-Brunswick (SANB). Son président, Robert Melanson, juge que les métropoles canadiennes sont injustement avantagées pour recevoir des événements d'envergure internationale.

Le désistement de la candidature néo-brunswickoise aurait un impact sur la crédibilité de la province sur la scène internationale, croit le président de la SANB, Robert Melanson.

La saga des Jeux de la Francophonie de Moncton et Dieppe dépasse la simple question économique parce que l'événement est associé à l'Organisation internationale de la Francophonie, assure-t-il.

Quand tu fais une demande au niveau international et tu es choisi, [puis] tu te rétractes, ça ne donne

pas une image très positive de l'endroit, s'inquiète M. Melanson.



Le président de la SANB, Robert Melanson. Photo : Radio-Canada / Michel Nogue

Ce désistement de dernière minute pourrait miner les chances du Nouveau-Brunswick de recevoir des événements de calibre international à l'avenir.

Si les anglophones pensent que ça aura seulement des répercussions pour les francophones, qu'ils se détrompent, lance le président de la SANB.

On sait que ça va être une opération diplomatique autant pour l'Acadie comme pour le Nouveau-Brunswick et la Canada.

Robert Melanson, président de la SANB

Le fédéral devrait-il en faire davantage?

Le Nouveau-Brunswick n'a pas les moyens de se payer des jeux à 130 millions de dollars, convient M. Melanson, mais il estime qu'Ottawa devrait en faire davantage.

La ministre fédérale responsable des Langues officielles et de la Francophonie, Mélanie Joly, a réitéré vendredi l'intention d'Ottawa de financer à hauteur de 50 % les jeux de 2021.

Le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc, et le vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick, Robert Gauvin, se sont rencontrés la semaine dernière pour tenter de

dénouer l'impasse.

Qui va être capable de recevoir des jeux de cette ampleur ? Est-ce que c'est juste les grandes villes canadiennes ? se questionne le président de la SANB.

On ne veut pas un Canada à deux vitesses, on veut un Canada égalitaire.

Robert Melanson, président de la SANB

La loi qui limite le financement fédéral à 50 % de la facture totale de tels événements ne devrait pas s'appliquer aux petites provinces, juge Robert Melanson.

À Fredericton, le premier ministre Blaine Higgs annonçait mercredi dernier la suspension des versements au comité organisateur.

Malgré sa petite taille, le Nouveau-Brunswick siège à l'Organisation internationale de la Francophonie, forte de 88 États membres et 900 millions d'habitants.

Robert Melanson rappelle que ces événements internationaux sont le lieu de discussions à saveur économique en marge des événements officiels.

Jeux de la Francophonie 2021: n'ignorons pas l'importance de la diplomatie (www.ledroit.com)

- <https://www.ledroit.com/opinions/votre-opinion/jeux-de-la-francophonie-2021-nignorons-pas-limportance-de-la-diplomatie-eaafd7c93d2314cd5571535b65ac1b4d>
- Le 15 janvier 2019

OPINION / Depuis que la nouvelle a éclaté en décembre dernier concernant la montée en flèche des coûts associés à la tenue des Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton, l'affaire a fait couler beaucoup d'encre dans les médias francophones du pays. Bien que cette polémique puisse être analysée sous plusieurs angles, la majorité des articles et des textes de réflexion sur le sujet se sont principalement centrés sur des arguments économiques et, dans une moindre mesure, politiques.

Toutefois, une autre perspective aussi importante doit absolument être prise en ligne de compte : celle de la diplomatie.

À l'ère de la mondialisation, la diplomatie est un outil puissant d'échanges sur les plans culturels, sociaux et économiques en plus de pouvoir faire entendre sa voix sur le plan international. L'Acadie ne dispose pas d'outils étatiques en matière de relations internationales.

Par contre, les aspirations acadiennes en matière de diplomatie se sont depuis longtemps manifestées par le biais de la Société nationale de l'Acadie (SNA), qui s'est vue investie de cette mission grâce à son histoire, sa ténacité, et surtout en ayant été reconnue par la France et plus

tard la Belgique (ici, on pense notamment aux quatre grands Acadiens accueillis à Paris par le général de Gaulle comme des chefs d'État en 1968).

Quant à la province du Nouveau-Brunswick, elle fait partie de la « Francophonie » depuis 1977, date de son adhésion à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

Cette prise de conscience provinciale était largement influencée par les « relevés de conclusions » signés entre la SNA et l'État français. Cette visite avait provoqué bien des remous à Fredericton et à Ottawa, certes.

Toutefois, elle a catapulté l'Acadie, et par extension la « situation acadienne », sur la scène internationale. L'Acadie, désormais, était invitée dans la cour des grands. Il va sans dire que le Nouveau-Brunswick a été admis à l'ACCT en grande partie grâce à l'influence de l'intelligentsia acadienne.

Ce n'est pas exagéré de croire que le Nouveau-Brunswick en doit beaucoup à l'Acadie, car sans elle, cette dernière n'aurait jamais été acceptée comme membre de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), organisme qui regroupe 88 États et gouvernements représentant plus de 900 millions d'habitants répartis sur les cinq continents.

Il est important de souligner ici que, du côté anglophone, le Nouveau Brunswick n'est pas membre du Commonwealth et que sa candidature serait très certainement jugée utopique.

Mais c'est toute la province qui bénéficie de sa place à l'OIF, car c'est la province et son drapeau qui y sont représentés. Oui, l'Acadie s'est montrée très courageuse, ambitieuse et déterminée en matière de francophonie internationale, et ce depuis des décennies.

Le président Jacques Chirac, lors de sa visite à Memramcook en 1999, a même souligné avec fierté que les Acadiens démontrent une « farouche détermination à demeurer eux-mêmes jusqu'à atteindre le statut de peuple ». Les visionnaires des actions et des initiatives de l'Acadie sur la scène internationale méritent tout notre respect, autant chez les francophones que chez les anglophones, car leur legs est énorme.

Les différentes ententes et échanges établies entre l'Acadie et divers pays de la Francophonie ont permis à des générations de boursiers à profiter d'occasions d'épanouissement professionnel, académique et personnel exceptionnels. Ces boursiers sont devenus, entre autres, nos gens d'affaires, nos médecins, nos leaders politiques.

Francophones et anglophones, peuvent aujourd'hui bénéficier de leur vision, leur engagement et leur contribution économique. La capacité financière du gouvernement du Nouveau-Brunswick limite très certainement nos aspirations internationales et cette réalité est la même pour les deux communautés linguistiques. Mais si le gouvernement du Nouveau-Brunswick se limite à la question financière pour analyser les coûts et les avantages des Jeux, ce sera le début de l'effritement non

seulement de la place de l'Acadie sur la scène internationale, mais également de la place du Nouveau-Brunswick, et par extension des provinces atlantiques à l'intérieur de notre fédération canadienne.

Est-ce que notre statut en tant que « province pauvre » signifie que nous ne serons jamais dignes d'accueillir des événements d'envergure internationale sur notre territoire ? Vivons-nous dans un Canada à deux vitesses : un Canada où les provinces fortunées peuvent jouer sur la scène internationale et s'épanouir alors que les provinces dites « pauvres » sont condamnées à une éternelle gestion de décroissance ? En Atlantique, faisons-nous partie d'un Canada périphérique ?

La participation du gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'Organisation internationale de la Francophonie est une occasion à ne pas manquer. Il faut la saisir pour l'ensemble des Néo-Brunswickois et Néo-Brunswickoises, anglophones comme francophones.

Les Jeux de la Francophonie, s'ils ont lieu, seraient le plus grand événement sportif et culturel que l'est du Canada ait connu. Demandons à nos gouvernements de voir les réels bénéfices de ces Jeux pour l'Acadie et pour le Nouveau-Brunswick, car c'est une occasion qui ne risque pas de se représenter de sitôt.

Robert Melanson est le président de la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick.

Paru aussi dans: www.acadienouvelle.com, www.ledevoir.com, sanb.ca, astheure.com

- <https://www.acadienouvelle.com/mon-opinion/2019/01/14/les-jeux-de-la-francophonie-2021-limportance-de-la-diplomatie/>
- <https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/545682/en-acadie-n-ignorons-pas-l-importance-de-la-diplomatie>
- <http://sanb.ca/les-jeux-de-la-francophonie-2021-nignorons-pas-limportance-de-la-diplomatie/>
- <https://astheure.com/2019/01/15/les-jeux-de-la-francophonie-2021-nignorons-pas-limportance-de-la-diplomatie-robert-melanson/>

Jeux de la Francophonie: ultimatum de Fredericton

(<http://journalmetro.com>)

- <http://journalmetro.com/actualites/national/2052356/jeux-de-la-francophonie-ultimatum-de-fredericton/>
- Le 15 janvier 2019



Paul Chiasson / La Presse Canadienne Paul Chiasson

FREDERICTON — Le gouvernement progressiste-conservateur du Nouveau-Brunswick lance un ultimatum à ses partenaires des Jeux de la Francophonie de 2021: proposez un nouveau plan de financement d’ici la fin du mois, ou oubliez l’événement sportif et culturel international.

Le nouveau gouvernement de Blaine Higgs a annoncé le mois dernier que les Jeux pourraient s’avérer trop coûteux pour la province, alors que le budget estimé a explosé pour atteindre 130 millions \$, comparativement au chiffre initial de 17 millions \$. Cinq membres du comité organisateur ont démissionné lorsque ces chiffres ont été rendus publics.

Le Nouveau-Brunswick est l’un des 84 États et gouvernements membres de l’Organisation internationale de la Francophonie. Les neuvièmes Jeux de la Francophonie, attribués à la province en 2015, doivent se dérouler du 23 juillet au 1er août 2021. Plus de 3000 athlètes et artistes sont attendus en provenance de plus de 50 États membres ayant le français comme langue commune — bien que parler français ne soit pas une exigence pour les participants.

Les Jeux, que le Canada a accueillis dans la région d’Ottawa-Gatineau en 2001, ont lieu tous les quatre ans — une année après les Jeux olympiques d’été.

Le premier ministre Higgs a déjà prévenu que la province resterait fidèle à son engagement initial de dépenser 10 millions \$ pour les Jeux, pas un cent de plus.

Mardi, le ministre responsable de la Francophonie dans le gouvernement progressiste-conservateur au Nouveau-Brunswick, Robert Gauvin, a maintenu ce ton ferme. Mais il a fait preuve d'optimisme en évoquant sa rencontre, la semaine dernière, avec le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc, lui aussi un Acadien.

«J'ai été très encouragé, j'ai vu une lueur d'espoir qu'on n'avait pas sentie depuis un bout», a admis en point de presse M. Gauvin, qui est aussi ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture, et vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick. «Tout le monde était positif. Moi, je pensais aller là et dire: « bon, c'est fini ». Et ce n'est pas ça qui est sorti de la réunion.»

Comme solution possible, M. Gauvin a laissé entendre que le gouvernement fédéral pourrait contribuer davantage, affirmant que la formule «50 pour cent» d'Ottawa pour soutenir les grands événements sportifs était inadéquate.

Selon la proposition initiale, les gouvernements fédéral et provincial devaient dépenser chacun 10 millions \$, tandis que les deux villes hôtes, Moncton et Dieppe, déboursaient 750 000 \$ chacune; le reste du budget proviendrait de la vente de billets pour les événements. Mais un consultant retenu par Ottawa a estimé que le budget se situerait raisonnablement entre 72 et 115 millions \$.

Le chef de l'Alliance des gens du Nouveau-Brunswick, Kris Austin, qui détient la balance du pouvoir, a soutenu que la province ne pouvait se permettre de débourser davantage, car elle a déjà du mal à payer pour les soins de santé et l'éducation. Il a estimé que la province devrait se retirer des Jeux à moins que le gouvernement fédéral ne renfloue l'événement.

Le chef du Parti vert, David Coon, a proposé de son côté la création d'un comité parlementaire chargé de comprendre pourquoi les coûts ont ainsi explosé — et de proposer des solutions.

Paru aussi dans: www.enmanchette.ca

- <http://www.enmanchette.ca/actualite/actualite-nationale/442578-jeux-de-la-francophonie-ultimatum-de-fredericton>

Les partenaires des Jeux de la Francophonie sont invités à élaborer des possibilités de financement d'ici le 30 janvier (www2.gnb.ca)

- <https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/nouvelles/communiqu2019.01.0014.html>
- Le 15 janvier 2019

FREDERICTON (GNB) – Le ministre responsable de la Francophonie, Robert Gauvin, a annoncé, aujourd'hui, que le gouvernement provincial a écrit aux partenaires des Jeux de la Francophonie de 2021 pour les encourager vivement à travailler ensemble pour élaborer des possibilités de financement d'ici le 30 janvier afin que les jeux puissent avoir lieu.

En plus du gouvernement provincial, les partenaires financiers comprennent le ministère fédéral des Sciences et des Sports ainsi que les villes de Moncton et Dieppe.

« Notre gouvernement a été informé du dossier des Jeux de la Francophonie en novembre, a déclaré M. Gauvin. Nous croyons qu'organiser un événement sportif international d'une telle envergure représenterait une occasion incroyable pour la province. Cependant, nous sommes préoccupés par l'augmentation des coûts relatifs à l'organisation des jeux. »

M. Gauvin a réaffirmé l'engagement du gouvernement provincial d'investir une somme maximale de 10 millions de dollars dans les jeux. Il a indiqué qu'il croit que la formule de financement du gouvernement fédéral visant à appuyer les grands événements sportifs est inadéquate.

« En tant que ministre, j'espère que tous les partenaires pourront travailler ensemble et déterminer des solutions de financement pour que les jeux puissent avoir lieu, a affirmé M. Gauvin. Malheureusement, s'il est impossible de trouver une solution, la province ne sera pas en mesure d'accueillir les jeux. »

Les neuvièmes Jeux de la Francophonie ont été accordés au Nouveau-Brunswick en 2015 en vue de leur tenue dans la région de Moncton et Dieppe à l'été 2021. Le Nouveau-Brunswick est l'un des 84 États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie. Les jeux représentent le plus grand événement sportif et culturel de la Francophonie organisé pour la jeunesse. Ils ont lieu tous les quatre ans dans l'année qui suit la tenue des Jeux olympiques d'été.

L'annulation des Jeux de la Francophonie nuit à la réputation du Nouveau-Brunswick, croit la SANB (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1146846/jeux-francophonie-diplomatie-sanb-acadie-oif-nouveau-brunswick>
- Le 15 janvier 2019



L'ancienne ministre responsable de la Francophonie, Francine Landry, entourée des dirigeants ivoiriens lors de la cérémonie de clôture des derniers Jeux de la Francophonie à Abidjan. Photo: Radio-Canada / Organisation internationale de la Francophonie

Le Nouveau-Brunswick risque de subir des contrecoups s'il en venait à annuler la tenue des Jeux de la Francophonie, croit la Société de l'Acadie au Nouveau-Brunswick (SANB).

Le désistement du Nouveau-Brunswick aurait un impact sur la crédibilité de la province sur la scène internationale, croit le président de la SANB, Robert Melanson.

La saga des Jeux de la Francophonie de Moncton et Dieppe dépasse la simple question économique parce que l'événement est associé à l'Organisation internationale de la Francophonie, dit-il.

Quand tu fais une demande au niveau international et tu es choisi, [puis] tu te rétractes, ça ne donne pas une image très positive de l'endroit, s'inquiète M. Melanson.



Le

président de la SANB, Robert Melanson. Photo : Radio-Canada / Michel Nogue

Ce désistement de dernière minute pourrait miner les chances du Nouveau-Brunswick de recevoir des événements de calibre international à l'avenir, selon lui.

Si les anglophones pensent que ça aura seulement des répercussions pour les francophones, qu'ils se détrompent, lance le président de la SANB.

On sait que ça va être une opération diplomatique autant pour l'Acadie comme pour le Nouveau-Brunswick et le Canada.

Robert Melanson, président de la SANB

Le fédéral devrait-il en faire davantage?

Le Nouveau-Brunswick n'a pas les moyens de se payer des jeux à 130 millions de dollars, convient M. Melanson, mais il estime qu'Ottawa devrait en faire davantage.

La ministre fédérale responsable des Langues officielles et de la Francophonie, Mélanie Joly, a réitéré vendredi l'intention d'Ottawa de financer à hauteur de 50 % les jeux de 2021.

Le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc, et le vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick, Robert Gauvin, se sont rencontrés la semaine dernière pour tenter de dénouer l'impasse.

Qui va être capable de recevoir des jeux de cette ampleur ? Est-ce que c'est juste les grandes villes canadiennes ? se questionne le président de la SANB.

On ne veut pas un Canada à deux vitesses, on veut un Canada égalitaire.

Robert Melanson, président de la SANB

La loi qui limite le financement fédéral à 50 % de la facture totale de tels événements ne devrait pas s'appliquer aux petites provinces, juge Robert Melanson.

À Fredericton, le premier ministre Blaine Higgs annonçait mercredi dernier la suspension des versements au comité organisateur.

Malgré sa petite taille, le Nouveau-Brunswick siège à l'Organisation internationale de la Francophonie, forte de 88 États membres et de 900 millions d'habitants.

Robert Melanson rappelle que ces événements internationaux sont le lieu de discussions à saveur économique en marge des événements officiels.

Jeux de la Francophonie : le fédéral veut une proposition, et non un ultimatum (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1146949/jeux-francophonie-moncton-dieppe-gouvernement-nouveau-brunswick>

• Le 15 janvier 2019



Le ministre canadien des Affaires intergouvernementales et du Nord et du Commerce intérieur, Dominic LeBlanc, s'attendait à recevoir un plan formel de la part du N.-B. Photo: La Presse canadienne / Adrian Wylde

Robert Gauvin a annoncé que, si les partenaires financiers du Nouveau-Brunswick pour les Jeux de la Francophonie n'indiquent pas leurs intentions d'ici le 30 janvier, la province entamera les démarches pour l'annulation des Jeux. Un ultimatum qui déplaît au gouvernement fédéral.

Le vice-premier ministre et ministre de la Francophonie, Robert Gauvin, a rencontré les partenaires financiers du Nouveau-Brunswick pour l'organisation des Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton-Dieppe et s'attend à connaître leurs intentions d'ici le 30 janvier. S'ils n'arrivent pas à trouver une solution d'ici là, la province entamera les démarches pour annuler la tenue de l'événement, a-t-il déclaré lors d'un point de presse, mardi après-midi.

Il s'est dit très optimiste, après avoir rencontré les différents partenaires financiers de la province pour l'événement, soit la ministre fédérale des Sciences et des Sports Kirsty Duncan, le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales Dominic LeBlanc, le maire de Dieppe Yvon Lapierre et la mairesse de Moncton Dawn Arnold.

Il leur impose malgré tout un ultimatum : s'il ne connaît pas leurs intentions d'ici deux semaines, le gouvernement progressiste-conservateur devra passer à la prochaine étape.

S'il n'est pas possible d'obtenir solution ou une intention positive d'ici le 30 janvier, la province sera obligée d'entamer les démarches pour annuler la tenue des ces Jeux.

Robert Gauvin, vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick



Robert Gauvin se dit optimiste après avoir rencontré les différents partenaires financiers du Nouveau-Brunswick pour les Jeux de la Francophonie 2021. Photo : Radio-Canada

Nous avons identifié des options de financement d'ici le 30 janvier prochain. Je précise qu'on ne veut pas l'argent le 30 janvier, on veut connaître l'intention de tous les partenaires financiers.

Une douche froide pour le fédéral

Dans une déclaration envoyée par courriel mardi en fin d'après-midi, le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc, explique qu'il ne s'attendait pas à une telle annonce. Bien que nous avons eu une bonne rencontre avec le vice-premier ministre Robert Gauvin la semaine dernière pour discuter des Jeux, nous n'avons toujours pas reçu de proposition concrète du gouvernement du Nouveau Brunswick.

Au lieu de recevoir un plan du gouvernement provincial, nous n'avons reçu qu'un ultimatum.

Dominic LeBlanc, ministre des Affaires intergouvernementales du Canada

Si Robert Gauvin a réitéré l'engagement de la province de financer l'organisation des Jeux de la Francophonie pour un montant de 10 millions de dollars, Dominic LeBlanc a quant à lui rappelé la politique du gouvernement canadien voulant que ce dernier verse une contribution équivalente à celle des provinces et des municipalités.

Les Néo-Brunswickois méritent que leur gouvernement provincial fasse preuve d'honnêteté si ce dernier a l'intention d'annuler ces Jeux, conclut Dominic LeBlanc.

Le comité organisateur a aussi répondu aux commentaires de Robert Gauvin par courriel : Le [comité] demeure confiant qu'une entente est possible afin de tenir des Jeux financièrement responsables qui fournissent une expérience de classe mondiale aux participants, qui ont des retombées économiques et qui consolident la place du Nouveau-Brunswick sur la scène

internationale.

L'estimation à 130 millions de dollars des coûts de l'événement par le comité organisateur dépasse largement les chiffres de 15 à 19 millions qui avaient été évoqués lorsque le Nouveau-Brunswick a déposé sa candidature, en 2015. Robert Gauvin estime toutefois qu'il serait maintenant possible d'organiser des Jeux pour la somme de 80 millions de dollars.

Au départ, les municipalités de Moncton et de Dieppe ont promis de payer 750 000 \$ chacune, pour un total de 1,5 million de dollars. Elles ont toutes deux confirmé par courriel qu'elles n'avaient pas l'intention d'augmenter leur contribution. La communauté francophone de la province s'était engagée à verser environ 3 millions de dollars. Le reste devait être partagé à parts égales entre les gouvernements provincial et fédéral.

Jeux de la Francophonie: Fredericton impose une date butoir (www.acadienouvelle.com)

- <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2019/01/15/jeux-de-la-francophonie-fredericton-impose-une-date-butoir/>
- Le 15 janvier 2019



LE VICE-PREMIER MINISTRE ROBERT GAUVIN. - ACADIE NOUVELLE: MATHIEU ROY-COMEAU

Le Nouveau-Brunswick donne jusqu'au 30 janvier à ses partenaires pour clarifier leurs «intentions» concernant le financement des Jeux de la Francophonie à Moncton et Dieppe.

Le gouvernement fédéral ne serait d'ailleurs pas fermé à l'idée de payer plus de la moitié du coût de l'événement, selon le vice-premier ministre de la province.

Robert Gauvin a cependant répété mardi que la province ne dépenserait pas plus de 10 millions \$ pour la tenue des Jeux en 2021.

«S'il n'est pas possible de trouver une solution ou une intention positive d'ici le 30 janvier, la province sera malheureusement obligée d'entamer les démarches en vue d'annuler la tenue de ses Jeux», a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

Les Jeux de la Francophonie sont dans la tourmente en raison de l'explosion des dépenses depuis que le Nouveau-Brunswick a été choisi pour présenter l'événement international.

Les compétitions qui devaient d'abord coûter 17 millions \$ ont grimpé à 130 millions \$ dans le plan d'affaires du comité organisateur.

D'après M. Gauvin, les Jeux pourraient avoir lieu pour environ 80 millions \$.

Fredericton a envoyé une lettre au gouvernement fédéral, ainsi qu'aux municipalités de Moncton et Dieppe, pour les inviter à élaborer des «possibilités de financement» avant la fin du mois.

«Nous ne voulons pas l'argent le 30 janvier. Nous voulons savoir les intentions de tous les partenaires financiers s'ils veulent aller de l'avant», a dit le vice-premier ministre.

Selon lui, Ottawa n'écarte plus l'idée de modifier son règlement en matière de partage des coûts pour s'acquitter de plus de 50% de la facture.

«Je ne veux pas mettre des mots dans la bouche des gens, mais ils (le fédéral) n'étaient pas fermés à cette idée... à l'idée de revisiter la situation financière des Jeux et la façon dont Ottawa met de l'argent dans les Jeux dans ce cas-ci», a indiqué celui qui est aussi le ministre responsable de la Francophonie.

«Je n'ai pas reçu un "oui", mais je n'ai assurément pas reçu un "non".»

Robert Gauvin a affirmé avoir eu une réunion «positive» la semaine dernière au sujet des Jeux avec le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, l'Acadien Dominic LeBlanc.

«L'ouverture était encore là. Nous réalisons tous les deux l'importance d'avoir de tels Jeux ici au Nouveau-Brunswick», a indiqué M. Gauvin.

M. LeBlanc avait également qualifié sa rencontre avec M. Gauvin de «très positive» lors d'une entrevue téléphonique avec le journal, vendredi.

Le ministre s'était cependant montré beaucoup moins ouvert à la possibilité que le gouvernement fédéral éponge plus de la moitié du coût des Jeux de la Francophonie.

«Le fédéral ne peut pas payer plus de 50% parce que c'est une formule que nous avons appliquée à d'autres événements internationaux depuis très longtemps», a déclaré Dominic LeBlanc.

«Il ne faut pas prétendre que le fédéral a beaucoup de flexibilité quant à la formule du 50% et tout le monde savait ça quand le Nouveau-Brunswick a soumis sa candidature pour les Jeux.»

Le président de l'Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick, Philippe Beaulieu, estime que le gouvernement devrait être prêt à payer jusqu'à 80% des coûts pour aider les plus petites provinces.

«À ce moment-là, ça veut dire que même les petites provinces comme le Nouveau-Brunswick peuvent se démarquer à l'international et ce n'est pas juste le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique», a-t-il dit.

Retour à l'optimisme (<http://www.francsjeux.com>)

- <http://www.francsjeux.com/breves/2019/01/16/retour-a-loptimisme/49586>
- Le 16 janvier 2019

L'espoir renaît au Canada dans le délicat dossier des Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton et Dieppe, au Nouveau-Brunswick. Robert Gauvin, le ministre responsable de la Francophonie dans le gouvernement de la province, a exprimé mardi 15 janvier son optimisme à l'occasion d'un point presse. Il a notamment évoqué sa rencontre, la semaine passée, avec le ministre fédéral des Affaires

intergouvernementales, Dominic LeBlanc. « J'ai été très encouragé, j'ai vu une lueur d'espoir qu'on n'avait pas sentie depuis un moment, a assuré Robert Gauvin, cité par la Presse canadienne. Tout le monde était positif. Moi, je pensais aller là et dire: « Bon, c'est fini ». Et ce n'est pas ça qui est sorti de la réunion. » Dans le même temps, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a lancé un ultimatum à ses partenaires des Jeux de la Francophonie 2021 : proposez un nouveau plan de financement d'ici la fin du mois, ou oubliez l'événement. Parmi les solutions envisagées, une contribution plus importante du gouvernement fédéral. Sa participation ne devrait pas dépasser 50% du budget total, selon une règle en vigueur au Canada pour les grands événements sportifs. Mais ce principe est de plus en plus contesté. Pour rappel, un rapport a révélé en fin d'année passée que le budget des Jeux, estimé à 17 millions de dollars canadiens au moment de la candidature, pourrait en réalité grimper jusqu'à 130 millions de dollars.

Ultimatum de Fredericton à ses partenaires des Jeux de la Francophonie (www.ledroit.com)

- <https://www.ledroit.com/actualites/francophonie/ultimatum-de-fredericton-a-ses-partenaires-des-jeux-de-la-francophonie-15852822b68140602b63126eda8cafbe>
- Le 16 janvier 2019



FREDERICTON - Le gouvernement progressiste-conservateur du Nouveau-Brunswick lance un ultimatum à ses partenaires des Jeux de la Francophonie de 2021: proposez un nouveau plan de financement d'ici la fin du mois, ou oubliez l'événement sportif et culturel international.

Le nouveau gouvernement de Blaine Higgs a annoncé le mois dernier que les Jeux pourraient s'avérer trop coûteux pour la province, alors que le budget estimé a explosé pour atteindre 130 millions \$, comparativement au chiffre initial de 17 millions \$. Cinq membres du comité

organisateur ont démissionné lorsque ces chiffres ont été rendus publics.

Le Nouveau-Brunswick est l'un des 84 États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie. Les neuvièmes Jeux de la Francophonie, attribués à la province en 2015, doivent se dérouler du 23 juillet au 1er août 2021. Plus de 3000 athlètes et artistes sont attendus en provenance de plus de 50 États membres ayant le français comme langue commune - bien que parler français ne soit pas une exigence pour les participants.

Les Jeux, que le Canada a accueillis dans la région d'Ottawa-Gatineau en 2001, ont lieu tous les quatre ans - une année après les Jeux olympiques d'été.

Le premier ministre Higgs a déjà prévenu que la province resterait fidèle à son engagement initial de dépenser 10 millions \$ pour les Jeux, pas un cent de plus.

Mardi, le ministre responsable de la Francophonie dans le gouvernement progressiste-conservateur au Nouveau-Brunswick, Robert Gauvin, a maintenu ce ton ferme. Mais il a fait preuve d'optimisme en évoquant sa rencontre, la semaine dernière, avec le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc, lui aussi un Acadien.

«J'ai été très encouragé, j'ai vu une lueur d'espoir qu'on n'avait pas sentie depuis un bout», a admis en point de presse M. Gauvin, qui est aussi ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture, et vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick. «Tout le monde était positif. Moi, je pensais aller là et dire: «bon, c'est fini». Et ce n'est pas ça qui est sorti de la réunion.»

Comme solution possible, M. Gauvin a laissé entendre que le gouvernement fédéral pourrait contribuer davantage, affirmant que la formule «50 pour cent» d'Ottawa pour soutenir les grands événements sportifs était inadéquate.

Selon la proposition initiale, les gouvernements fédéral et provincial devaient dépenser chacun 10 millions \$, tandis que les deux villes hôtes, Moncton et Dieppe, déboursaient 750 000 \$ chacune; le reste du budget proviendrait de la vente de billets pour les événements. Mais un consultant retenu par Ottawa a estimé que le budget se situerait raisonnablement entre 72 et 115 millions \$.

Le chef de l'Alliance des gens du Nouveau-Brunswick, Kris Austin, qui détient la balance du pouvoir, a soutenu que la province ne pouvait se permettre de débourser davantage, car elle a déjà du mal à payer pour les soins de santé et l'éducation. Il a estimé que la province devrait se retirer des Jeux à moins que le gouvernement fédéral ne renfloue l'événement.

Le chef du Parti vert, David Coon, a proposé de son côté la création d'un comité parlementaire chargé de comprendre pourquoi les coûts ont ainsi explosé - et de proposer des solutions.

Paru aussi dans: lactualite.com

- <https://lactualite.com/actualites/2019/01/15/ultimatum-de-fredericton-a-ses-partenaires-des-jeux-de-la-francophonie/>

Jeux de l'Acadie 2020 : des finances saines et transparentes pour Saint-Jean N.-B. (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1147302/jeux-acadie-2020-finances-transparence-saint-jean-nouveau-brunswick-francophonie>
- Le 17 janvier 2019



Les 1200 participants sont réunis au Centre Grant-Harvey, à Fredericton pour la cérémonie de clôture des Jeux de l'Acadie 2017. Photo: Radio-Canada / Vincent Lehouillier

Après l'explosion des budgets des Jeux de la Francophonie, une nouvelle ère s'ouvre quant aux bonnes pratiques en matière d'organisation d'événements sportifs et culturels au Nouveau-Brunswick. Les citoyens de Quispamsis, ville hôte des Jeux de l'Acadie 2020 avec Saint-Jean, ont tenu à s'assurer de la transparence des budgets.

La controverse entourant la tenue des Jeux de la Francophonie au Nouveau-Brunswick a créé une certaine confusion dans la région de Saint-Jean.

Lors d'une présentation concernant les jeux de l'Acadie de 2020, des membres du conseil municipal de Quispamsis ont soulevé des inquiétudes face au budget.

Le grand Saint-Jean accueillera la 41^e finale des jeux de l'Acadie en 2020, armé d'un budget de 500 000 \$. Les municipalités hôtes, Saint-Jean et Quispamsis, injecteront respectivement 40 000 \$ et 10 000 \$.

Mais avec les dépassements de coûts entourant les Jeux de la Francophonie, les conseillers

municipaux de Quispamsis ont voulu être rassurés lors de la réunion du conseil municipal, mardi.

Je ne suis du tout inquiet.

Gary Clark, maire de Quispamsis

Les préoccupations soulevées par les conseillers à la séance du conseil hier soir entourent le budget, voir des chiffres que nous avons consultés par le passé, assure M. Clark.



Le maire de Quispamsis est confiant de boucler les Jeux de l'Acadie de 2020 dans les budgets. Photo : Radio-Canada

Le maire de Quispamsis explique que la Ville veut d'abord obtenir les chiffres définitifs pour s'assurer que les coûts projetés sont réalistes. Selon lui, ce sont des vérifications d'usage qui permettront d'être plus transparent avec les contribuables.

Le budget, qui est en cours de traduction, sera présenté lors du prochain conseil municipal.

Il rappelle que les Jeux de l'Acadie et les Jeux de la Francophonie ne se comparent d'aucune manière sur le plan financier.

Vraiment, on compare des pommes avec des bananes, juge le président du comité organisateur des Jeux de l'Acadie 2020, Michel Côté. Les Jeux de l'Acadie sont un bien meilleur élève sur le plan des budgets.

Saint-Jean a déjà été l'hôte des Jeux de l'Acadie à deux reprises en 2010 et en 1996.

Nos deux expériences ici à Saint-Jean se sont très bien déroulées et on a même terminé avec un léger surplus, précise Michel Côté.



Le président des Jeux de l'Acadie de 2020, Michel Côté, rappelle que les dernières éditions sont même parvenues à dégager des surplus. Photo : Radio-Canada

Le comité a développé avec le temps des outils pour se prémunir des dépassements de coûts. Des sections du budget peuvent être réduites si d'autres devaient augmenter.

On a un budget assez conservateur.

Michel Côté, président des Jeux de l'Acadie 2020

Michel Côté estime les retombées économiques liées au tourisme sportif entre un et deux millions pour la région.

En attendant 2020, les francophones du grand Saint-Jean pourront regarder la prochaine finale des jeux de l'Acadie à Grand-Sault, en juin.

Les Jeux de la Francophonie à Moncton-Dieppe compromis (onfr.tfo.org)

- <https://onfr.tfo.org/les-jeux-de-la-francophonie-a-moncton-dieppe-compromis/>
- Le 17 janvier 2019



Crédit image: Organisation internationale de la francophonie

OTTAWA – L’organisation des 9^{èmes} Jeux de la Francophonie au Nouveau-Brunswick est compromise par une hausse importante des coûts que le gouvernement provincial ne veut assumer. Fredericton laisse jusqu’au 30 janvier pour trouver une solution.

Candidat déclaré en 2015 pour accueillir les Jeux de la Francophonie en 2021, le Nouveau-Brunswick avait emporté la mise en avril 2016, devant la Guadeloupe et Sherbrooke. Du 23 juillet au 1^{er} août 2021, plus de 3 500 athlètes et artistes de la francophonie internationale sont attendus à Moncton et à Dieppe.

Mais à deux ans de l’événement, rien n’est encore fait. Selon des informations révélées par *Radio-Canada* en décembre, la facture prévue pour ces Jeux est passée de 17 millions \$ à 130 millions \$.

De quoi menacer la tenue de l’événement, car le gouvernement de Blaine Higgs a déjà prévenu qu’il ne débourserait pas plus que 10 millions \$, expliquant que la situation économique de la province ne permet pas d’en faire davantage.



*Une image de l'ambiance aux Jeux de la Francophonie de 2017, lors de la finale de Football masculin.
Crédit image: Organisation internationale de la francophonie*

Dans un échange de courriels avec #ONfr, Comité national organisateur des Jeux de la Francophonie (CNJF) 2021 reste évasif sur les raisons de cette hausse de la facture.

«La candidature préparée et déposée par le gouvernement du Nouveau-Brunswick en 2015 comprenait une estimation de coût qui reposait sur le budget conventionnel prescrit par le Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF). Le plan d'affaires qui a été élaboré en 2018 par le CNJF de 2021, en collaboration avec des experts de renommée internationale, comprenait une analyse approfondie et des renseignements détaillés.»

Mardi, le vice-premier ministre du gouvernement progressiste-conservateur néo-brunswickois, Robert Gauvin, a donné jusqu'au 30 janvier pour trouver une solution, sans quoi la province annulera sa candidature.

Le Blanc dénonce l'ultimatum

Le financement des Jeux de la Francophonie repose sur plusieurs partenaires. Outre la province, les villes hôtes et la communauté francophone comptent parmi les bailleurs de fonds, tout comme le gouvernement fédéral. Le ministre des Affaires intergouvernementales et du Nord et du Commerce intérieur, Dominic LeBlanc, regrette l'ultimatum lancé par Fredericton.



Le ministre des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc. Archives #ONfr

«Bien que nous avons eu une bonne rencontre avec le vice-premier ministre Robert Gauvin la semaine dernière pour discuter des Jeux, nous n'avons toujours pas reçu de proposition concrète du gouvernement du Nouveau-Brunswick. Au lieu de recevoir un plan du gouvernement provincial, nous n'avons reçu qu'un ultimatum. Nous avons clairement exprimé notre engagement: le gouvernement fédéral versera une contribution équivalente à celle des provinces et des municipalités. C'est une politique de longue date du gouvernement du Canada, qui remonte au gouvernement conservateur précédent. Si les conservateurs [du Nouveau-Brunswick] sont sérieux quant à leur volonté d'accueillir les Jeux de la Francophonie, on s'attend à ce qu'ils présentent un plan formel qui ne laisse pas d'argent fédéral sur la table.»

«Les Néo-Brunswickois méritent que leur gouvernement provincial fasse preuve d'honnêteté si ce dernier a l'intention d'annuler ces jeux» – Dominic LeBlanc, ministre fédéral

Du côté du CNJF, on dit «comprendre que les coûts sont une source de préoccupation» et être «déterminé à travailler avec ses partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux pour explorer toutes les possibilités». Le comité se dit encore confiant.

Sortir de l'argument économique

Dans une lettre diffusée le 14 janvier, le président de la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick

(SANB), Robert Melanson, invite la province à voir au-delà du simple argument financier, insistant sur les avantages diplomatiques d'une telle organisation.



Le président de la SANB, Robert Melanson. Archives #ONfr

«Si le gouvernement du Nouveau-Brunswick se limite à la question financière pour analyser les coûts et les avantages des Jeux, ce sera le début de l'effritement non seulement de la place de l'Acadie sur la scène internationale, mais également de la place du Nouveau-Brunswick, et par extension des provinces atlantiques à l'intérieur de notre fédération canadienne. Est-ce que notre statut en tant que «province pauvre» signifie que nous ne serons jamais dignes d'accueillir des événements d'envergure internationale sur notre territoire? Vivons-nous dans un Canada à deux vitesses: un Canada où les provinces fortunées peuvent jouer sur la scène internationale et s'épanouir alors que les provinces dites «pauvres» sont condamnées à une éternelle gestion de décroissance?», interroge-t-il.

Pour la SANB, l'accueil d'un tel événement constitue une occasion à ne pas manquer.

Le président de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, Jean Johnson, se dit très préoccupé.

«C'est une question de fierté pour la francophonie canadienne qui n'a pas accueilli ces jeux depuis ceux d'Ottawa-Gatineau en 2001. C'est aussi une question de l'impact qu'aurait une annulation des

Jeux sur le Canada et sur sa réputation. Si on croit à la dualité linguistique canadienne, si on croit aux occasions de rayonnement et de retombées économiques que représentent ces Jeux pour notre pays, on trouvera une solution. J'exhorte les partenaires autour de la table à travailler ensemble pour cette solution.»

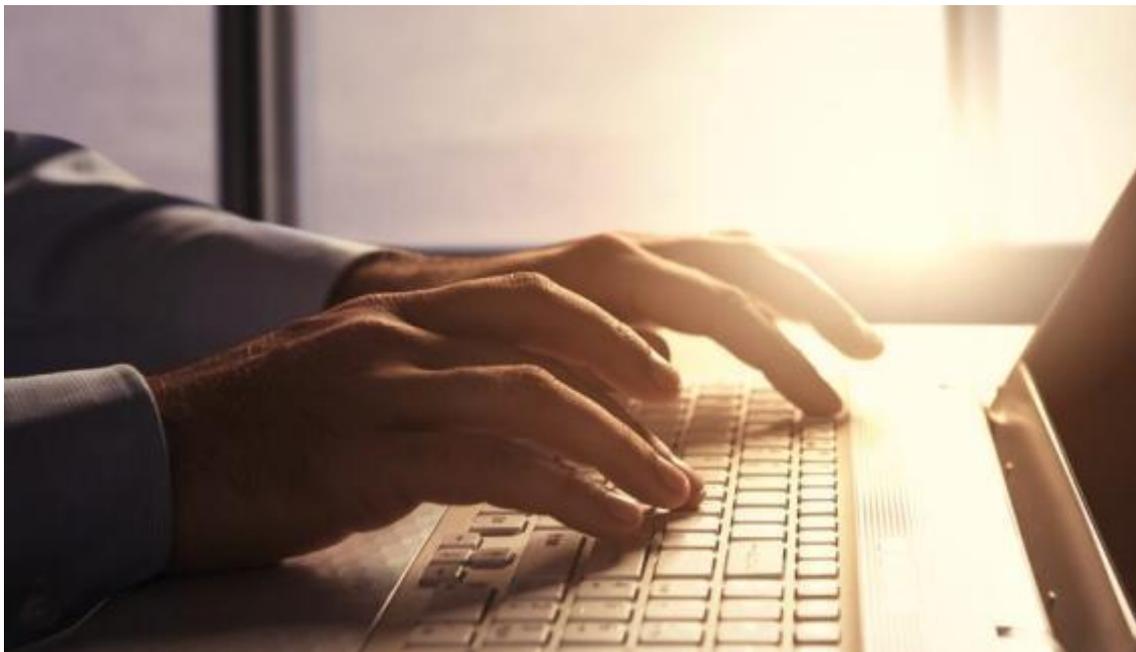
Des prévisions à revoir

Les derniers Jeux de la francophonie, à Abidjan, en 2017, auraient coûté un peu plus de 50 millions de dollars, selon les chiffres rendus publics. De quoi faire réfléchir le CIJF.

«Jusqu'à présent, et dans les guides de candidature précédents, le budget conventionnel était fixé à 10 millions d'euros [soit 15,1 millions de dollars]. Ce plafonnement visait à contenir le budget des Jeux, et ce notamment par souci de solidarité avec les pays du Sud pour que tout pays puisse être en mesure de les organiser, les Jeux étant organisés en alternance Nord/Sud. Récemment, une réflexion a été initiée sur ce sujet par les États et gouvernements membres du Conseil d'orientation du CIJF et celle-ci est actuellement en cours notamment pour les Jeux 2025. Il a été reconnu que, prenant en compte l'évolution des Jeux, ce budget conventionnel de 10 millions d'euros était désormais sous-estimé», explique le Directeur par intérim du CIJF, Thomas Gil, à *#ONfr*.

Sauver les Jeux de la Francophonie (www.acadienouvelle.com)

- <https://www.acadienouvelle.com/mon-opinion/2019/01/17/sauver-les-jeux-de-la-francophonie/>
- Le 17 janvier 2019



Selon le ministre Dominic LeBlanc, le gouvernement Higgs a déjà décidé de renoncer à la tenue des Jeux de la Francophonie en Acadie du Nouveau-Brunswick et j'avoue que, compte tenu des circonstances, sa déclaration m'apparaît justifiée. En effet, c'est un peu comme demander au gouvernement fédéral de signer un chèque en blanc, d'autant plus qu'assez souvent, les coûts estimés d'un tel événement sont largement dépassés.

Avant même que le vice-premier ministre Robert Gauvin adresse son ultimatum au gouvernement fédéral, à mon avis, une autre étape s'imposait.

Tout le monde reconnaît que le budget établi de 130 millions \$ pour la tenue des Jeux n'est pas réaliste dans la conjoncture économique tant provinciale que fédérale. La démarche raisonnable aurait donc été que le comité organisateur et les instances gouvernementales provinciales et municipales de la province s'entendent sur un budget alternatif gérable compte tenu des ressources disponibles et le présentent au gouvernement fédéral, au lieu d'exiger de lui une contribution qui ne peut se justifier en fonction des règlements existants.

J'ai confiance que la réponse d'Ottawa à un tel plan alternatif serait positive et aurait probablement comme résultat que les Jeux de la Francophonie seraient finalement jugés réalisables, au grand bénéfice de tous.

Il n'est peut-être pas encore trop tard.

Cyrille Sippley
Saint-Louis-de-Kent

Pauvres Jeux de la Francophonie! (Acadie Nouvelle)

- Le 23 janvier 2019

L'organisation des Jeux de la Francophonie fait la manchette depuis que l'on a découvert que la facture de l'événement était passée de près d'une vingtaine de millions de dollars à 130 millions! L'Acadie aurait-elle les yeux plus grands que la panse?

La nouvelle a provoqué une crise ponctuée par des avertissements butés du gouvernement Higgs-Austin: la province du Niou-Brunswick ne déboursa pas plus que les quelques 10 millions \$ qu'elle s'était préalablement engagée à investir dans ces Jeux.

Il faudra s'y faire: en matière de francophonie, le gouvernement adopte une approche financière... anorexique!

Car il a mieux à faire que de gaspiller des fonds publics pour les Frenchies. L'affaire des ambulanciers anglophones unilingues, heureusement en voie de se résorber officiellement, paraît-il, aura été un détonateur de conscience. Leçon à en tirer: vigilance, vigilance, vigilance.

On parle beaucoup de ces Jeux à cause de la crise, mais reconnaissons qu'ils sont le reste du temps plutôt ignorés par la population. À preuve, tant et tant de commentaires d'internautes mal informés, inconscients de la portée internationale de l'événement, qui «analysent» les coûts, l'organisation, la sélection des participants, comme s'il s'agissait de choisir les ingrédients d'une pizza.

Force est de reconnaître que l'Organisation internationale de la Francophonie ne suscite guère d'intérêt en Acadie.

Sauf bien sûr lors des Sommets de la Francophonie qui permettent d'envoyer tous les deux ans à l'autre bout du monde des délégations niou-brunswickoises, généralement composées de hautes personnalités publiques francophones, les mêmes «influenceurs» qui occupent généralement les carrés VIP des événements un tantinet solennels auxquels l'Acadie «participe».

Ce que ces personnalités retirent de leur participation à ces événements, outre sans doute de savoureuses anecdotes sur le faste ambiant, on ne le sait trop. Quelles en sont les retombées concrètes pour la population? Mystère. Rappelons que l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) regroupe 54 États de plein droit (dont le Canada/ Nouveau-Brunswick), 7 membres associés et 27 observateurs (dont le Canada/ Ontario). Elle s'appuie sur diverses instances, dont le Sommet des chefs d'État et de gouvernement, qu'on appelle le Sommet de la Francophonie, qui a lieu tous les deux ans et qui est la plus haute des instances politiques décisionnelles.

Et les Jeux de la Francophonie dans tout ça?

Les Jeux émanent du Sommet de la Francophonie. Ils visent des objectifs vertueux: encourager les échanges et le rapprochement des jeunes, mousser la solidarité internationale, faire connaître les cultures, favoriser l'émergence des talents, préparer la relève sportive et promouvoir la langue française. Une bonne ploye avec ça?

L'octroi de l'organisation de ces Jeux ne se fait pas à la légère. Les pays candidats à l'organisation doivent fournir un devis solide qui démontre leur capacité de réunir les sommes nécessaires à en assurer le succès. La modestie du montant des investissements «de base» exigés tient compte du fait que plusieurs pays hôtes de l'OIF ne peuvent se livrer à des dépenses somptuaires.

L'ancienne ministre Francine Landry, responsable de ce dossier, tenait beaucoup à ce que la candidature de la province soit retenue.

Mais aurait-on coupé les coins ronds pour compléter un cahier des charges «version light», tout en sachant que les investissements prévisibles étaient irréalistes et surtout insuffisants?

Entrons dans les coulisses imaginaires du pouvoir. On peut facilement penser que le Gallant gouvernement croyait qu'il remporterait la victoire aux élections de septembre dernier (son taux d'appui populaire le prouve), et que ce dossier incomplet serait rafistolé à Ottawa, grâce au ministre Dominic LeBlanc et au premier ministre Trudeau, tuteurs fédéraux de l'Acadie, afin de bonifier le budget sans faire de vague pancanadienne. Et quel beau «cadeau» à faire aux Acadiens en cette

année 2019 électorale!

Malheureusement, le diable est apparu dans le décor et le Niou-Brunswick se retrouve dans un enfer linguistique où la francophonie doit plier l'échine sous les coups de fourches francophobes. Ouch!

Eu égard à ces développements politiques et à l'élection d'un gouvernement conservateur anti-français en Ontario – ce qui forcera le gouvernement Trudeau à marcher sur des oeufs linguistiques d'ici la prochaine campagne électorale fédérale –, est-il encore permis d'espérer une goutte d'eau bénite libérale supplémentaire du fédéral pour éponger la hausse importante du coût final des Jeux? Justin a-t-il l'échine assez solide pour braver l'animosité des «angryphones»?

L'annulation de ces Jeux créerait une tache grosse comme un péché mortel, et nuirait à la réputation de la communauté francophone du Niou-Brunswick dans les rares instances internationales où elle peut prétendre au carré VIP.

S'il est politiquement logique de penser que le Gallant gouvernement aurait vu à régler discrètement ce problème eût-il été réélu, il l'est tout autant de croire que le gouvernement Higgs-Austin se fichera pas mal de bafouer les francophones d'ici sur la scène internationale, surtout que pour la scène internationale les anglophones peuvent toujours compter sur le prestige du Commonwealth.

Quand on pense que l'organisation des Jeux du Commonwealth tourne maintenant autour du milliard de dollars et plus, on la trouve quasiment modeste la «petite» facture de 100 millions pour des Jeux de la Francophonie. Et encore plus quand on sait que pour la seule sécurité lors du G7 de Charlevoix, le gouvernement fédéral avait prévu verser à la GRC la somme de 125 millions \$...

Les enflures financières finissent par mettre en péril les divers Jeux à vocation internationale (Olympiques, Commonwealth, Panaméricains, etc.). La planète a-t-elle encore les moyens de ces joutes extravagantes?

Déjà, cette année, le gouvernement provincial devra consentir des fonds publics pour la tenue du Congrès mondial et sera sollicité pour défrayer les coûts d'une éventuelle Commission sur le bilinguisme. Il faudrait un miracle pour que les co-premiers ministres Higgs et Austin rangent leurs fourches et rouvrent le portefeuille pour des Jeux qui ne semblent pas les concerner.

Peut-être serait-il plus simple, finalement, de «sauver» cet argent des Jeux pour tenir des élections provinciales au plus sacrant afin d'élire un nouveau gouvernement à une seule tête, bilingue, solidement plantée sur les épaules, et surtout capable de voir en l'Acadie autre chose qu'une dépense inutile?

Han, Madame?

Trudeau poursuit sa tournée préélectorale au N.-B. (<http://journalmetro.com>)

- <http://journalmetro.com/actualites/national/2073881/trudeau-poursuit-sa-tournee-preelectorale-au-n-b/>
- Le 24 janvier 2019



Justin Trudeau

Andrew Vaughan/La Presse canadienne

QUISPAMISIS, N.-B. — Justin Trudeau conseille aux électeurs de se méfier des propos alarmistes concernant l'immigration, laissant entendre que le sujet soulèvera les passions au cours de la campagne électorale fédérale de cet automne.

Le premier ministre a tenu ces propos jeudi lors d'une assemblée publique dans le nord du Nouveau-Brunswick, où une jeune réfugiée syrienne l'a remercié d'avoir permis à sa famille de venir au Canada.

S'adressant à une foule d'environ 250 personnes dans une école secondaire de Miramichi, M. Trudeau a rappelé que c'était son gouvernement libéral qui avait accordé l'asile à 40 000 réfugiés syriens en 2015-2016.

Il a ajouté que son gouvernement était heureux de pouvoir aider, mais il a insisté sur le fait que ce sont des Canadiens — des membres d'églises et de groupes communautaires, des voisinages et des familles — qui ont fait de l'intégration des réfugiés syriens un succès.

Mais le ton positif de M. Trudeau a changé lorsqu'il a laissé entendre que le monde était devenu de plus en plus craintif, insulaire et anxieux au sujet de l'immigration.

«Lorsque nous ressentons de l'anxiété, il est facile de voir ces peurs augmenter et s'exacerber, menant les gens à montrer du doigt et à blâmer», a-t-il déclaré.

Il y a des gens qui tentent de provoquer de la peur, de l'intolérance et de la désinformation sur

l'immigration à travers le Canada, a-t-il ajouté, sans toutefois nommer d'individu ou de groupe en particulier.

Il a cependant ajouté que certaines personnes tentaient de provoquer de la peur, de l'intolérance et de la désinformation sur l'immigration.

Il a indiqué qu'il avait hâte de parler de l'immigration aux Canadiens lors de la prochaine campagne.

Pas de nouvelles sommes pour les Jeux de la Francophonie

Justin Trudeau passait jeudi une deuxième journée au Nouveau-Brunswick.

Plus tôt dans la journée, il s'était arrêté à la garderie Origins Natural Learning à Quispamsis, où il n'a promis aucune nouvelle somme d'argent pour les Jeux de la Francophonie de 2021, dont l'organisation traverse des difficultés.

M. Trudeau a réitéré qu'Ottawa verserait le même montant que la province, un dollar pour un dollar.

Le mois dernier, le nouveau gouvernement conservateur du Nouveau-Brunswick a annoncé que l'événement pourrait s'avérer trop coûteux pour la province. L'estimation des coûts serait passée de 17 millions \$ à 130 millions \$.

Le premier ministre Blaine Higgs maintient l'engagement initial de la province d'accorder 10 millions \$ à l'organisation des Jeux, mais insiste que son gouvernement n'ajoutera pas un sou de plus.

Selon la soumission de départ, les deux gouvernements devaient payer chacun un maximum de 10 millions \$. Les municipalités hôtes, Moncton et Dieppe, devaient ajouter 750 000 \$ chacune et le solde serait absorbé par la vente de billets.

La 9e édition des Jeux de la Francophonie doit avoir lieu dans les régions de Moncton et de Dieppe à l'été 2021. On attend la participation de 3000 athlètes et artistes en provenance de plus de 50 États membres ayant le français comme langue commune.

Alors qu'il poursuit sa tournée canadienne préélectorale qui vise à dynamiser les candidatures pour le Parti libéral, le premier ministre a rencontré des familles à la garderie de Quispamsis pour mettre en valeur l'Allocation canadienne pour enfants.

Il s'est assis avec de jeunes enfants qui apprenaient l'alphabet. Il a demandé aux enfants de dire leur prénom et la première lettre de leur prénom.

Annulation des Jeux de la Francophonie : « l'issue est évidente », déclare Blaine Higgs (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1148754/jeux-francophonie-justin-trudeau-cout-nouveau-brunswick>
- Le 24 janvier 2019



« Tout le processus est hors de contrôle », a lancé Blaine Higgs, au sujet des Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton-Dieppe. Photo: Radio-Canada

« Si nous n'avons rien du fédéral le 31 janvier, nous annoncerons que [les Jeux de la Francophonie] n'auront pas lieu », a réitéré Blaine Higgs, jeudi, alors que Justin Trudeau assure que la balle est dans le camp de la province.

Le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, en visite au Nouveau-Brunswick, a répété que le gouvernement fédéral est disposé à dépenser autant d'argent que le Nouveau-Brunswick pour que l'événement puisse se tenir. On est là, pour donner dollar pour dollar à la proposition du Nouveau-Brunswick, mais on attend encore une proposition formelle de leur part, a-t-il ajouté.

Sa position est conforme à celle exprimée ces dernières semaines par le représentant de son gouvernement au Nouveau-Brunswick, le ministre Dominic LeBlanc, et par la ministre fédérale responsable de la Francophonie, Mélanie Joly, qui ont tous deux répété que la contribution du fédéral ne dépasserait pas 50 % des coûts de l'événement.



Justin Trudeau s'était rendu dans une garderie de Quispamsis, au Nouveau-Brunswick, jeudi matin, pour faire la promotion de l'allocation canadienne pour enfants. Photo : Radio-Canada / Michèle Brideau

Le hic, c'est que chacun se renvoie la balle. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick reste aussi sur sa position, soit de fournir 10 millions de dollars, pour des Jeux estimés à 130 millions de dollars.

Le 31 janvier, si le fédéral ne présente pas une offre, ce sera la fin de la discussion. Je ne suis pas optimiste, je ne pense pas qu'ils vont présenter une offre.

Blaine Higgs, premier ministre du Nouveau-Brunswick

Je voudrais croire que quelque chose va se passer, mais je ne pense pas. [...] Nous avons prévenu que nous n'allons pas continuer à payer pour quelque chose qui ne se produira pas, ajoute-t-il.

Quant au ministre de la Francophonie Robert Gauvin, il assure voir la situation encore d'un bon oeil et attend de parler au ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc, pour commenter davantage.



Robert Gauvin ne perd pas espoir pour les Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton-Dieppe. Photo : Radio-Canada

La semaine dernière, le ministre néo-brunswickois responsable de la Francophonie, Robert Gauvin, a d'ailleurs servi un ultimatum aux partenaires financiers des Jeux : s'ils ne signalent pas leur volonté d'augmenter leur part du financement d'ici le 30 janvier, le Nouveau-Brunswick entreprendra les démarches pour annuler les Jeux.

Justin Trudeau s'était rendu dans une garderie de Quispamsis, près de Saint-Jean, jeudi matin, pour faire la promotion de l'allocation canadienne pour enfants. Interrogé au sujet des Jeux de la Francophonie, il a relancé la balle au gouvernement Higgs.

C'est la décision de la province. Nous allons être là comme le gouvernement fédéral l'a toujours été pour être partenaire avec la province, mais c'est une décision de la province et j'espère que la province va respecter les droits des francophones et l'enthousiasme pour les Jeux de la Francophonie.

La visite de Justin Trudeau au Nouveau-Brunswick se poursuit. Jeudi soir, il tiendra un forum public à Miramichi.

Justin Trudeau poursuit sa tournée préélectorale au Nouveau-Brunswick (www.lapresse.ca)

- <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201901/24/01-5212325-justin-trudeau-poursuit-sa-tournee-preelectorale-au-nouveau-brunswick.php>
- Le 24 janvier 2019



Justin Trudeau lors d'une assemblée publique à l'école secondaire James M. Hill.
PHOTO ANDREW VAUGHAN, LA PRESSE CANADIENNE

Justin Trudeau conseille aux électeurs de se méfier des propos alarmistes concernant l'immigration, laissant entendre que le sujet soulèvera les passions au cours de la campagne électorale fédérale de cet automne.

Le premier ministre a tenu ces propos jeudi lors d'une assemblée publique dans le nord du Nouveau-Brunswick, où une jeune réfugiée syrienne l'a remercié d'avoir permis à sa famille de venir au Canada.

S'adressant à une foule d'environ 250 personnes dans une école secondaire de Miramichi, M. Trudeau a rappelé que c'était son gouvernement libéral qui avait accordé l'asile à 40 000 réfugiés syriens en 2015-2016.

Il a ajouté que son gouvernement était heureux de pouvoir aider, mais il a insisté sur le fait que ce sont des Canadiens - des membres d'églises et de groupes communautaires, des voisinages et des familles - qui ont fait de l'intégration des réfugiés syriens un succès.

Mais le ton positif de M. Trudeau a changé lorsqu'il a laissé entendre que le monde était devenu de plus en plus craintif, insulaire et anxieux au sujet de l'immigration.

«Lorsque nous ressentons de l'anxiété, il est facile de voir ces peurs augmenter et s'exacerber, menant les gens à montrer du doigt et à blâmer», a-t-il déclaré.

Il y a des gens qui tentent de provoquer de la peur, de l'intolérance et de la désinformation sur l'immigration à travers le Canada, a-t-il ajouté, sans toutefois nommer d'individu ou de groupe en particulier.

Il a cependant ajouté que certaines personnes tentaient de provoquer de la peur, de l'intolérance et de la désinformation sur l'immigration.

Il a indiqué qu'il avait hâte de parler de l'immigration aux Canadiens lors de la prochaine campagne.

Pas de nouvelles sommes pour les Jeux de la Francophonie

Justin Trudeau passait jeudi une deuxième journée au Nouveau-Brunswick.

Plus tôt dans la journée, il s'était arrêté à la garderie Origins Natural Learning à Quispamsis, où il n'a promis aucune nouvelle somme d'argent pour les Jeux de la Francophonie de 2021, dont l'organisation traverse des difficultés.

M. Trudeau a réitéré qu'Ottawa verserait le même montant que la province, un dollar pour un dollar.

Le mois dernier, le nouveau gouvernement conservateur du Nouveau-Brunswick a annoncé que l'événement pourrait s'avérer trop coûteux pour la province. L'estimation des coûts serait passée de 17 millions à 130 millions.

Le premier ministre Blaine Higgs maintient l'engagement initial de la province d'accorder 10 millions à l'organisation des Jeux, mais insiste que son gouvernement n'ajoutera pas un sou de plus.

Selon la soumission de départ, les deux gouvernements devaient payer chacun un maximum de 10 millions. Les municipalités hôtes, Moncton et Dieppe, devaient ajouter 750 000 \$ chacune et le solde serait absorbé par la vente de billets.

La 9^e édition des Jeux de la Francophonie doit avoir lieu dans les régions de Moncton et de Dieppe à l'été 2021. On attend la participation de 3000 athlètes et artistes en provenance de plus de 50 États

membres ayant le français comme langue commune.

Alors qu'il poursuit sa tournée canadienne préélectorale qui vise à dynamiser les candidatures pour le Parti libéral, le premier ministre a rencontré des familles à la garderie de Quispamsis pour mettre en valeur l'Allocation canadienne pour enfants.

Il s'est assis avec de jeunes enfants qui apprenaient l'alphabet. Il a demandé aux enfants de dire leur prénom et la première lettre de leur prénom.

Justin Trudeau dit aux citoyens de se méfier des propos alarmistes sur l'immigration (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1148915/justin-trudeau-mefier-propos-alarmistes-immigration>
- Le 25 janvier 2019



Justin Trudeau lors d'une assemblée publique dans le nord du Nouveau-Brunswick Photo: The Canadian Press / Andrew Vaughan

La Presse canadienne

Le premier ministre Justin Trudeau conseille aux électeurs de faire attention aux propos alarmistes sur l'immigration. Il laisse entendre que le sujet soulèvera les passions au cours de la campagne électorale fédérale de cet automne.

Le premier ministre a tenu ces propos jeudi lors d'une assemblée publique dans le nord du Nouveau-

Brunswick, où une jeune réfugiée syrienne l'a remercié d'avoir permis à sa famille de venir au Canada.

Devant une assistance d'environ 250 personnes dans une école secondaire de Miramichi, M. Trudeau a rappelé que c'était son gouvernement libéral qui avait accordé l'asile à **40 000 réfugiés syriens** en 2015-2016.

Il a ajouté que son gouvernement était heureux de pouvoir les aider, mais il a insisté sur le fait que ce sont des Canadiens – des membres d'églises et de groupes communautaires, des voisinages et des familles – qui ont fait de l'intégration des réfugiés syriens un succès.

Le ton positif de M. Trudeau a toutefois changé lorsqu'il a laissé entendre que le monde était devenu de plus en plus craintif et anxieux au sujet de l'immigration.

Lorsque nous ressentons de l'anxiété, il est facile de voir ces peurs augmenter et s'exacerber, menant les gens à montrer du doigt et à blâmer.

Justin Trudeau

Selon le premier ministre, il y a des gens qui tentent de provoquer de la peur, de l'intolérance et de la désinformation sur l'immigration au Canada. Il n'a toutefois pas nommé de personne ni de groupe en particulier.

Il a indiqué qu'il avait hâte de parler de l'immigration aux Canadiens pendant la prochaine campagne.

Plus tôt dans la journée, Justin Trudeau s'était arrêté à Quispamsis, où il n'a promis aucune nouvelle somme d'argent pour **les Jeux de la Francophonie de 2021**, dont l'organisation traverse des difficultés.

Alors qu'il poursuit sa tournée canadienne préélectorale qui vise à dynamiser les candidatures pour le Parti libéral, le premier ministre a rencontré des familles à la garderie de Quispamsis pour mettre en valeur l'Allocation canadienne pour enfants.

Il s'est assis avec de jeunes enfants qui apprenaient l'alphabet. Il a demandé aux enfants de dire leur prénom et la première lettre de leur prénom.

FRANCOPHONIE: L'ANNULATION DES JEUX ÉVOQUÉE (Acadie Nouvelle)

- www.pressreader.com
- Le 25 janvier 2019



Blaine Higgs, jeudi après-midi à Dieppe. - Acadie Nouvelle: Pascal Raiche-Nogue

L'annulation des Jeux de la Francophonie de Moncton-Dieppe semble désormais évidente, selon Blaine Higgs. À quelques jours de la date butoir imposée par le gouvernement provincial, Fredericton et Ottawa ne bougent pas d'un iota.

De passage à Quispamsis, jeudi avantmidi, Justin Trudeau a confirmé qu'Ottawa versera le même montant que Fredericton afin de financer l'organisation des Jeux de la Francophonie 2021 et pas un dollar de plus.

Il a ainsi relancé la balle dans le camp de Fredericton, qui refuse catégoriquement de contribuer plus que les 10 millions \$ prévus lors du dépôt de la candidature par le gouvernement Gallant, en 2015 (voir l'encadré).

En début d'après-midi, lors d'une mêlée de presse à Dieppe, Blaine Higgs a été invité à réagir à cette fin de non-recevoir. Il n'a pas tourné autour du pot.

Blaine Higgs a réitéré la date butoir annoncée la semaine dernière par son ministre responsable de la Francophonie, Robert Gauvin.

Ce dernier avait alors donné aux autres partenaires financiers des Jeux – soit le gouvernement fédéral ainsi que les municipalités de Moncton et de Dieppe – jusqu'au 30 janvier pour clarifier leurs intentions.

M. Higgs a mis une chose au clair, jeudi: si le gouvernement fédéral ne s'engage pas au cours des prochains jours à contribuer des millions \$ supplémentaires, il mettra la hache dans les Jeux.

«Le 31 (janvier), s'il n'y a rien du côté du fédéral, nous allons annoncer qu'ils n'auront pas lieu.»

Il a cependant confié qu'il n'est pas du tout optimiste. «Je ne pense pas qu'ils (les libéraux fédéraux) s'avanceront. Je pense qu'ils vont probablement me blâmer d'une façon ou d'une autre. Mais je ne pense pas qu'il apporteront un changement (à leur position).»

C'est donc l'impasse. Ni Fredericton ni Ottawa ne donnent la moindre indication que quoi que ce soit changera d'ici au 30 janvier. Les deux paliers restent campés sur leurs positions.

Lorsqu'une journaliste lui a fait remarquer que compte tenu des derniers commentaires de Justin Trudeau, la décision du gouvernement provincial sur l'avenir des Jeux semble claire, Blaine Higgs a répondu par l'affirmative.

«Vu ce qu'il (Justin Trudeau) a dit, ouais, je pense que c'est le cas. Ce que je dis, c'est qu'il semble que l'issue est évidente.»

À quelques jours de l'ultimatum lancé par le gouvernement provincial, l'annulation des Jeux de la Francophonie 2021 semble donc plus probable que jamais.

—Avec des extraits de La Presse canadienne

«Je suis déçu. Je pense qu'il faut vraiment qu'ils (les Jeux) soient appuyés nationalement. Une province de notre taille ne peut pas se permettre de faire ça seule ou même avec un partage des coûts 50/50», a-t-il dit.

Jeux de la Francophonie 2021 : La société civile de l'Acadie du Nouveau-Brunswick lance un cri du cœur (cimtchau.ca)

- <https://cimtchau.ca/nouvelles/jeux-de-la-francophonie-2021-la-societe-civile-de-lacadie-du-nouveau-brunswick-lance-un-cri-du-coeur/>
- Le 25 janvier 2019

Par: *Alexie André Belisle*



Dans une lettre envoyée aux deux paliers du gouvernement, la société civile de l'Acadie du Nouveau-Brunswick les invite à conclure une entente pour que les Jeux de la Francophonie aient lieu dans la province.

Le bras de fer entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral au sujet du financement des Jeux de la Francophonie qui doivent se tenir en 2021 au Nouveau-Brunswick dure depuis plusieurs semaines. Ni Higgs ni Trudeau ne semblent prêts à contribuer suffisamment et l'événement menace d'être annulé.

Les organismes acadiens de la société civile appellent les deux gouvernements à considérer l'importance de ce qu'ils appellent le plus grand événement sportif et culturel à avoir lieu dans l'est du Canada. Ils avancent que les jeux peuvent avoir d'importantes retombées économiques sur toute la province et que son annulation pourrait nuire à la réputation du Canada.

Jeux de la Francophonie : les organismes acadiens ne jettent pas l'éponge (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1148960/jeux-francophonie-organismes-acadiens-lettre-higgs-moncton-dieppe>
- Le 25 janvier 2019



Un groupe d'organismes acadiens a écrit au premier ministre Blaine Higgs pour l'implorer de sauver les Jeux de la Francophonie 2021 Moncton-Dieppe. Photo: AFP / Issouf Sanogo

Un ensemble d'organismes acadiens fait un ultime effort pour tenter de sauver les Jeux de la Francophonie 2021 Moncton-Dieppe.

Dix-neuf organismes ont adressé une lettre au premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, dans laquelle les signataires l'implorant d'« être créatif » et de trouver une solution rapidement pour que les Jeux puissent avoir lieu.

Jeudi, le premier ministre Higgs a offert peu d'espoir qu'une solution soit trouvée avant la date butoir du 30 janvier fixée par son gouvernement, pour que les partenaires des Jeux signalent leur volonté d'augmenter leur part de financement.

Les Jeux de la Francophonie de Moncton-Dieppe coûteront au bas mot 80 millions de dollars, mais le gouvernement du Nouveau-Brunswick n'est pas prêt à dépenser plus de 10 millions de dollars, Ottawa la même somme et les Villes de Moncton et de Dieppe, 750 000 \$ chacune.

Leurs engagements financiers ont été pris au moment où l'estimation du coût des Jeux était de 15 à 19 millions de dollars.

Selon les organismes acadiens, [l]e Canada, le Nouveau-Brunswick et l'Acadie ont beaucoup à perdre si les Jeux sont annulés.

Nous ne pouvons accepter une diminution de notre présence, de notre influence et de notre réputation à l'échelle internationale en raison d'un manque de leadership et de bonne volonté.

Extrait de la lettre des organismes acadiens

Impasse

Les partenaires financiers sont restés campés sur leurs positions depuis que Radio-Canada a révélé, en décembre dernier, que le coût des Jeux avait explosé.

Le premier ministre Justin Trudeau, de passage au Nouveau-Brunswick jeudi, a ajouté sa voix à celles de ses ministres Dominic LeBlanc et Mélanie Joly, et répété qu'Ottawa ne dépenserait pas plus d'argent que le Nouveau-Brunswick, en vertu d'une formule qui fixe à 50 % sa contribution pour ce type d'événement.

Dans leur lettre, les organismes acadiens affirment que les Jeux de la Francophonie sont « bien plus qu'un simple événement sportif international ». Ils promeuvent la paix et le développement dans les pays membres, écrivent-ils, ils exposent l'originalité des cultures francophones et favorisent l'émergence de talents artistiques sur la scène internationale, entre autres.

Nous vous demandons de considérer les bénéfices de ces Jeux, tant pour l'Acadie et le Nouveau-Brunswick que pour le Canada, car c'est une occasion qui ne se représentera pas de sitôt, concluent-ils.

LA SOCIÉTÉ CIVILE ACADIENNE SE RANGE DERRIÈRE LES JEUX DE LA FRANCOPHONIE(www.ckle.fm)

- <https://www.ckle.fm/actualite/item/1787-la-societe-civile-acadienne-se-range-derriere-les-jeux-de-la-francophonie>
- Le 25 janvier 2019



Plusieurs organismes acadiens demandent aux gouvernements fédéral et provincial de trouver une solution rapidement afin de pouvoir présenter les Jeux de la Francophonie au Nouveau-Brunswick, en 2021.

Dans une lettre adressée aux premiers ministres Trudeau et Higgs, ces organismes exhortent les différents partenaires à s'entendre pour dénouer l'impasse actuelle. On peut y lire que « le Canada, le Nouveau-Brunswick et l'Acadie ont beaucoup à perdre et nous ne pouvons accepter une diminution de notre présence, de notre influence et de notre réputation à l'échelle internationale en raison d'un manque de leadership et de bonne volonté. »

On y ajoute que les Jeux représentent une occasion unique pour la province de développer des partenariats économiques avec les autres membres de l'Organisation internationale de la

Francophonie. L'Association acadienne des artistes professionnels, l'Association francophone des municipalités, le Conseil économique et la Fédération des jeunes francophones font notamment partie des signataires.

Appui aux Jeux 2021 (<http://www.aaapnb.ca>)

- <http://www.aaapnb.ca/salledepresse/?case=2&id=1104>
- Le 25 janvier 2019



La société civile de l'Acadie du Nouveau-Brunswick a envoyé une lettre pour exprimer son appui à la tenue des Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton/Dieppe. Voici copie des lettres adressées aux Premiers ministres du Canada et du Nouveau-Brunswick.

Monsieur le Premier ministre,

Depuis plusieurs semaines, le Canada et le Nouveau-Brunswick sont sous la loupe des différentes instances de la Francophonie internationale, des médias et de la population à l'égard du dossier des Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton/Dieppe. À cet affront que nous subissons tous, s'ajoute une incompréhension totale quant aux défis particuliers que représente la tenue d'un événement d'envergure aussi important, dont les retombées économiques, sociales, culturelles, sportives, éducatives et diplomatiques sont incommensurables.

Au-delà du défi financier que représente l'organisation des Jeux de la Francophonie 2021, nous sommes convaincu.e.s qu'ils doivent avoir lieu au Nouveau-Brunswick. Pour ce faire, il est impératif que les différents paliers gouvernementaux s'engagent rapidement, sincèrement et de façon concrète dans un processus de négociation afin de trouver une solution acceptable pour l'ensemble des partenaires.

Nous tenons à vous rappeler que, comme en témoigne l'acte constitutif, les objectifs que poursuivent la tenue des Jeux de la Francophonie, sous l'égide de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), font d'eux bien plus qu'un simple événement sportif international :

- Contribuer à la promotion de la paix et le développement à travers les rencontres et les échanges entre jeunes francophones;
- Permettre le rapprochement des pays de la Francophonie et constituer un facteur de dynamisation de sa jeunesse, en contribuant à la solidarité internationale dans le respect de l'égalité entre les

genres;

- Faire connaître l'originalité des cultures francophones dans toute leur diversité et développer les échanges artistiques entre les pays francophones;
- Favoriser l'émergence de jeunes talents artistiques francophones sur la scène artistique internationale;
- Contribuer à la préparation de la relève sportive francophone en vue de sa participation à d'autres grands événements sportifs;
- Contribuer à la promotion de la langue française.-

De plus, les Jeux de la Francophonie 2021 représentent une occasion unique pour notre province de développer des partenariats économiques avec les autres membres de l'OIF. Sur le long terme, ces partenariats offriront des accès à de nouveaux marchés pour nos entreprises, et ce au bénéfice de notre économie provinciale.

Les organismes acadiens de la société civile invitent votre gouvernement à vous engager publiquement et sans réserve sur la présentation des Jeux de la Francophonie 2021 et à être créatif pour trouver une solution rapidement afin de dénouer l'impasse actuelle. Le Canada, le Nouveau-Brunswick et l'Acadie ont beaucoup à perdre et nous ne pouvons accepter une diminution de notre présence, de notre influence et de notre réputation à l'échelle internationale en raison d'un manque de leadership et de bonne volonté.

Nous attendons avec impatience l'annonce qu'une entente a été conclue entre les deux paliers de gouvernement au sujet de la présentation des Jeux de la Francophonie en Acadie du Nouveau-Brunswick en 2021.

L'accueil de cet événement international est une occasion à ne pas manquer. Il faut la saisir pour l'ensemble des Néo-Brunswickoises et Néo-Brunswickois, tant anglophones, autochtones et francophones, que pour les communautés multiculturelles ayant choisi notre province comme terre d'accueil. Les Jeux de la Francophonie seront le plus grand événement sportif et culturel à avoir lieu dans l'est du Canada.

Nous vous demandons de considérer les bénéfices de ces Jeux, tant pour l'Acadie et le Nouveau-Brunswick que pour le Canada, car c'est une occasion qui ne se représentera pas de sitôt.

Si vous souhaitez plus de renseignements ou échanger au sujet de la présente, vous pouvez communiquer avec Carmen Gibbs, directrice générale de l'Association acadienne des artistes professionnel.le.s du Nouveau-Brunswick, au 506-852-3313 ou par courriel à l'adresse carmen.gibbs@aaapnb.ca.

Sur ce, soyez assuré, Monsieur le Premier ministre, de notre entière collaboration.

Philippe Beaulieu, président
Carmen Gibbs, directrice générale
Association acadienne des artistes professionnel.le.s du Nouveau-Brunswick

Luc Doucet, directeur général

Association francophone des aînés du Nouveau-Brunswick

Luc Desjardins, président Frédérick Dion, directeur général
Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick

Florian Arseneault, président
Association des juristes d'expression française du Nouveau-Brunswick

Marie Chamberland, présidente Thomas Raffy, président-directeur général
Conseil économique du Nouveau-Brunswick

Ghislaine Foulem, présidente Anne-Lise Blin, directrice générale
Conseil pour le développement de l'alphabétisme et des compétences des adultes Nouveau-Brunswick

Vicky Caron, présidente Marie-Thérèse Landry, directrice générale
Conseil provincial des sociétés culturelles

Marc Henrie, directeur général
Coopérative de développement régional-Acadie

Hubert Dupuis, président Jacques Verge, secrétaire
Égalité Santé en Français

Alexandre Cédric Doucet, président
Fédération des étudiants et des étudiantes du Centre universitaire de Moncton

Émile Couturier, président
Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick

Michèle Ouellette, présidente Barbara Losier, directrice générale
Mouvement Acadien des Communautés en Santé du N.-B.

Robert Melanson, président
Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick

Léonard Légère, directeur général
Société des enseignantes et des enseignants retraités francophones du Nouveau-Brunswick

Yves Arseneault, président Mylène Ouellet-LeBlanc, directrice générale
Société des Jeux de l'Acadie

Louise Imbeault, présidente Véronique Mallet, directrice générale
Société Nationale de l'Acadie

Association des enseignantes et des enseignants du Nouveau-Brunswick

Fédération des conseils d'éducation du Nouveau-Brunswick

Théâtre L'Escaouette

Les Jeux de la Francophonie 2021 entre coûts et valeur

(<http://www.francsjeux.com>)

- <http://www.francsjeux.com/2019/01/28/au-canada-les-jeux-de-la-francophonie-2021-jouent-leur-avenir/49854>
- Le 28 janvier 2019



Semaine décisive pour les Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton et Dieppe, au Canada. Le sort de l'événement devrait se jouer au plus tard jeudi 31 janvier. A quelques jours de l'échéance, l'inquiétude l'emporte, mais l'espoir demeure.

Dans les rangs des pessimistes, le Premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs. Il s'est exprimé devant les médias en fin de semaine passée. Il n'a pas fait dans la nuance. « *Si nous n'avons rien du gouvernement fédéral le 31 janvier, nous annoncerons que les Jeux de la Francophonie n'auront pas lieu*, a expliqué Blaine Higgs. *Si le gouvernement fédéral ne présente pas une offre, ce sera la fin de la discussion. Je ne suis pas optimiste, je ne pense pas qu'ils vont présenter une offre.* »

Pour rappel, la dernière estimation en date, révélée en décembre dernier par *Radio-Canada*, assure que le coût de l'événement pourrait atteindre 130 millions de dollars canadiens (86 millions d'euros au cours actuel), soit environ huit fois le montant présenté dans le dossier de candidature.

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick répète ne pas vouloir dépasser son engagement initial, fixé à 10 millions de dollars. Le gouvernement fédéral de Justin Trudeau, de son côté, se range derrière un règlement précisant qu'il ne peut pas aller au-delà de la somme apportée par les autorités de la province pour un événement sportif. Quant aux deux villes concernées, Moncton et Dieppe, elles en

resteront à 750 000 de dollars chacune, comme prévu au moment de la candidature.

En visite la semaine passée au Nouveau-Brunswick, Justin Trudeau a répété une nouvelle fois que son gouvernement était disposé à mettre autant d'argent dans la cagnotte que le Nouveau-Brunswick, mais sans rallonger sa contribution. « *Nous sommes là pour donner dollar pour dollar à la proposition du Nouveau-Brunswick, mais on attend encore une proposition formelle de sa part* », a-t-il expliqué.

En clair, les deux camps se renvoient la balle. Pendant ce temps, l'heure tourne. L'échéance se rapproche.

Dans le camp d'en face, la résistance s'organise. Pas moins de 19 organismes et associations acadiens ont adressé une lettre au Premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs. Les signataires l'implorant d'être « *créatif* » pour trouver une solution qui permettrait de sauver l'événement.

A la différence des autres acteurs du dossier, ils dépassent la seule question des chiffres et déplacent le débat sur un tout autre terrain. Ils détaillent par le menu tout ce que le Canada, le Nouveau-Brunswick et l'Acadie auraient à perdre avec l'annulation des Jeux de la Francophonie 2021.

« *Nous ne pouvons accepter une diminution de notre présence, de notre influence et de notre réputation à l'échelle internationale en raison d'un manque de leadership et de bonne volonté* », écrivent-ils.

Leur démarche ne manque pas de sens. Dans leur lettre, les organismes acadiens insistent sur la vraie nature des Jeux de la Francophonie, un événement sportif et culturel à la dimension géo-politique certaine. Selon eux, ils promeuvent la paix et le développement dans les pays membres de la francophonie. Ils exposent l'originalité des cultures francophones et favorisent l'émergence de talents artistiques sur la scène internationale.

« *Nous vous demandons de considérer les bénéfices de ces Jeux, tant pour l'Acadie et le Nouveau-Brunswick que pour le Canada, car une telle occasion ne se représentera pas de sitôt* », concluent-ils. Seront-ils entendus ?

Jeux de La Francophonie: le Nouveau-Brunswick se désiste (www.tvanouvelles.ca)

- <https://www.tvanouvelles.ca/2019/01/30/jeux-de-la-francophonie-le-nouveau-brunswick-se-desiste>
- Le 30 janvier 2019



Déplorant la hausse des coûts et le manque de soutien fédéral, le Nouveau-Brunswick a annoncé mercredi son désistement de l'organisation des Jeux de la Francophonie de 2021 à Moncton et Dieppe.

Le premier ministre conservateur du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, a fait savoir que «les coûts de ces jeux étaient sept fois plus élevés que prévu au départ».

Fredericton avait réservé 10 millions \$ pour l'organisation des jeux puisque les coûts étaient estimés à 17 millions \$. Cependant, au mois de novembre dernier, le gouvernement a appris que les coûts avaient augmenté à 130 millions \$.

M. Higgs a également évoqué la formule de financement du gouvernement fédéral, selon lui, «inadéquate».

«C'était une décision très difficile à prendre, car nous voulions que ces jeux aillent de l'avant, a précisé le premier ministre. Sans un financement additionnel du gouvernement fédéral, organiser un événement qui pourrait coûter jusqu'à 130 millions \$ est irresponsable.»

Dans son communiqué, le chef conservateur a toutefois reconnu que «les Jeux de la Francophonie internationale de 2021 sont un événement culturel et sportif important, et nous reconnaissons la valeur que les jeux pourraient apporter au Nouveau-Brunswick».

Un représentant au conseil d'administration du comité organisateur sera nommé pour le processus officiel d'annulation.

C'est en 2015 que les neuvièmes Jeux de la Francophonie avaient été accordés au Nouveau-Brunswick au détriment de Sherbrooke.

En 2017, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, plus de 4000 athlètes de 43 nations ont participé à Jeux de la Francophonie. Il s'agit de compétitions sportives et culturelles qui ont pour but de contribuer à la promotion de la langue française.

Annulation des Jeux de la Francophonie 2021 : Une décevante remise en question (<http://sanb.ca>)

- <http://sanb.ca/annulation-des-jeux-de-la-francophonie-2021-une-decevante-remise-en-question/>
- le 30 janvier 2019

Lors d'une conférence de presse tenue plus tôt aujourd'hui à Fredericton, le premier ministre Blaine Higgs a annoncé le retrait du gouvernement du Nouveau-Brunswick de l'organisation des Jeux de la Francophonie qui devaient avoir lieu à Moncton et à Dieppe en 2021. Lors de cette annonce, le premier ministre a également contesté la pertinence de la participation du Nouveau-Brunswick au sein de l'Organisation de la Francophonie (OIF).

Cette annonce représente une remise en question fondamentale non seulement de la place qu'occupe le Nouveau-Brunswick au sein du Canada, mais également de la place qu'occupe l'Acadie au sein de la Francophonie internationale.

D'abord, la nouvelle d'aujourd'hui souligne l'existence d'un Canada à deux vitesses : un Canada où les provinces fortunées peuvent jouer sur la scène internationale et s'épanouir alors que les provinces dites « pauvres » sont condamnées à une éternelle gestion de décroissance.

Deuxièmement, la participation du Nouveau-Brunswick à l'OIF représente une des seules voies par lesquelles l'Acadie est capable de se faire entendre sur la scène internationale. Perdre cette plateforme représenterait un énorme recul pour le Nouveau-Brunswick ainsi que pour l'Acadie, compte tenu du levier économique et social potentiel que représente l'OIF.

« Ceci représente une journée triste pour les Acadiennes et les Acadiens du Nouveau-Brunswick », a affirmé monsieur Robert Melanson, président de la SANB.

« Les aspirations de la nation acadienne doivent trouver leur place dans les activités de la province ainsi que celles du gouvernement fédéral. D'ailleurs, le leadership du provincial et du fédéral est intrinsèquement relié à la réalisation de nos aspirations et à l'épanouissement de l'Acadie du Nouveau-Brunswick. En tant que province dite « pauvre », faisons-nous partie d'un Canada périphérique, largement ignoré par le palier fédéral ? Enfin, compte tenu de la situation économique du Nouveau-Brunswick, ne serait-il pas logique de chercher une plus grande intégration au sein de la communauté francophone internationale afin de tirer le maximum d'occasions économiques et

sociales qui pourraient s'y présenter ? », a conclu le président Melanson.

Jeux de la Francophonie : le Nouveau-Brunswick renonce à la présentation de l'évènement (www.rds.ca)

- <https://www.rds.ca/amateurs/jeux-de-la-francophonie-le-nouveau-brunswick-renonce-a-la-presentation-de-l-evenement-1.6584829>
- Le 30 janvier 2019



Blayne Higgs, premier ministre du Nouveau-Brunswick (Source d'image:PC)

FREDERICTON - Le Nouveau-Brunswick ne présentera pas les Jeux de la Francophonie en 2021.

L'annonce a été faite mercredi par le premier ministre Blaine Higgs, qui explique la décision par l'explosion des coûts de l'organisation des Jeux et le manque d'appui financier du gouvernement du Canada.

Les Jeux de la Francophonie ont été octroyés aux villes de Moncton et de Dieppe en 2015. À l'époque, le budget de leur organisation a été fixé à 17 millions \$, mais la facture anticipée est maintenant de 130 millions \$.

Le premier ministre Higgs a reconnu que les Jeux de la Francophonie constituaient un événement sportif et culturel important, mais il a ajouté que son gouvernement a été incapable de trouver du financement pour affronter l'explosion des coûts d'organisation.

Fredericton s'était engagé à consacrer 10 millions \$ à ces Jeux, mais M. Higgs a soutenu que son

gouvernement n'irait pas plus loin.

Blaine Higgs estime qu'Ottawa devrait payer beaucoup plus que la part promise puisque le rayonnement de l'événement est profitable à tout le pays.

Les neuvièmes Jeux de la Francophonie devaient rassembler 3000 athlètes et artistes de plus de 50 États membres ayant le français comme langue commune.

« Je sais déjà que le gouvernement fédéral va dire qu'il nous (appuie) par un investissement égal à notre investissement dans les jeux, a commenté le premier ministre du Nouveau-Brunswick. La seule chose qui peut faire en sorte qu'on aille de l'avant, c'est que le gouvernement fédéral change son approche de financement des jeux ».

Justin Trudeau a dit trouver « dommage », la décision du Nouveau-Brunswick d'annuler les jeux tout en rappelant qu'Ottawa était prêt à faire sa part dans le financement.

M. Trudeau a aussi eu une pensée pour les participants en soulignant que ce dénouement est « dommage pour les communautés francophones » et pour les athlètes de partout dans le monde « qui s'attendaient à venir au Nouveau-Brunswick et au Canada ».

Sabotage planifié?

L'annonce du gouvernement de Blaine Higgs n'a pas étonné le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales et député du Nouveau-Brunswick, Dominic LeBlanc. Selon lui, les progressistes-conservateurs « ont toujours planifié de saboter les Jeux », a-t-il reproché.

Il affirme avoir déduit ce raisonnement de plusieurs conversations avec M. Higgs, qui n'aurait jamais eu l'intention de respecter l'engagement de la province d'investir 50 pour cent du montant nécessaire à l'organisation.

Le député Kevin Arsenau, du Parti vert du Nouveau-Brunswick, affirme que le gouvernement progressiste-conservateur n'a pas démontré de volonté sérieuse à discuter avec les autres paliers de gouvernement pour sauver les Jeux.

« Il y a eu des efforts de faits pour sauver les jeux, mais le gouvernement n'était pas à la table », a dénoncé le député vert.

Une critique appuyée par les commentaires de la ministre fédérale de la Francophonie Mélanie Joly qui reproche au Nouveau-Brunswick de n'avoir jamais déposé de dossier pour sauver l'événement.

Elle ajoute que le fédéral aurait pu investir davantage de manière indirecte.

« Le gouvernement Higgs, s'il avait été de bonne foi, aurait été en mesure de présenter son dossier de façon à ce qu'on aurait pu jouer un rôle prépondérant et avoir des investissements en infrastructures au-delà des Jeux de la Francophonie », a-t-elle laissé entendre.

M. Arseneau a aussi déploré que le vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick, Robert Gauvin, qui est le ministre responsable de la Francophonie et le seul député acadien du gouvernement, ait été absent de la conférence de presse annonçant l'annulation des Jeux.

La Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick a parlé d'une journée triste pour les Acadiennes et les Acadiens. L'organisme compare ce retrait à une remise en question « de la place qu'occupe l'Acadie au sein de la Francophonie internationale ».

On dénonce aussi un « Canada à deux vitesses » où seules « les provinces fortunées peuvent jouer sur la scène internationale ».

« Compte tenu de la situation économique du Nouveau-Brunswick, ne serait-il pas logique de chercher une plus grande intégration au sein de la communauté francophone internationale afin de tirer le maximum d'occasions économiques? », demande le président de la société, Robert Melanson.

Canada: le Nouveau-Brunswick renonce à organiser les jeux de la Francophonie 2021 (www.lorientlejour.com)

- <https://www.lorientlejour.com/article/1155197/canada-le-nouveau-brunswick-renonce-a-organiser-les-jeux-de-la-francophonie-2021.html>
- Le 30 janvier 2019

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick (est du Canada) a annoncé mercredi qu'il se retirait de l'organisation des Jeux de la francophonie prévus en 2021 à Moncton et Dieppe, invoquant l'explosion des coûts.

"Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons été informés que les coûts de ces jeux étaient sept fois plus élevés que prévu au départ", a expliqué lors d'une conférence de presse le nouveau Premier ministre conservateur de la province, Blaine Higgs, arrivé au pouvoir fin 2018.

"Nous avons donc pris la décision de nous retirer des jeux de la Francophonie internationale de 2021 en raison de l'augmentation des coûts", a-t-il ajouté.

Le budget initial, estimé à environ 15 millions de dollars canadiens (10 M EUR) en 2016, s'est envolé pour atteindre 130 millions de dollars, avant d'être ramené in extremis à 62 millions de dollars en 2019 par le comité organisateur.

M. Higgs a rappelé que sa province s'était engagée à financer ce projet à hauteur de 10 millions de dollars, mais ne pouvait aller au-delà alors que son gouvernement tente de réduire les dépenses publiques.

Il a appelé le gouvernement fédéral de Justin Trudeau, qui s'était dite prête à mettre au pot la même somme que la province, à faire un effort supplémentaire pour sauver le projet.

Réagissant à l'annonce de M. Higgs, M. Trudeau a pris acte de cette décision sans sembler prêt à modifier la position de son gouvernement libéral. "C'est dommage que le Nouveau Brunswick ait décidé de prendre cette décision", a commenté le Premier ministre devant quelques journalistes, rappelant que son gouvernement était prêt à contribuer au financement des jeux.

Après le forfait de la Guadeloupe, le Nouveau-Brunswick avait été choisi pour accueillir ces 9e jeux de la Francophonie, du 23 juillet au 1er août 2021.

Seulement trois candidats (avec la France et le Québec) étaient initialement en lice pour ces jeux, qui suscitent de moins en moins de candidatures en raison de doutes sur le retour sur investissement.

Les jeux de la Francophonie, qui ont lieu tous les quatre ans, combinent des épreuves sportives et des concours culturels, ouverts aux 18-35 ans. Ils visent à promouvoir les talents de la jeunesse francophone.

Déclaration du président de la FCFA concernant l'annulation des Jeux de la Francophonie 2021 par le Nouveau-Brunswick (fcfa.ca)

- <https://fcfa.ca/declaration-du-president-de-la-fcfa-concernant-lannulation-des-jeux-de-la-francophonie-2021-par-le-nouveau-brunswick/>
- Le 30 janvier 2019

Le président de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, Jean Johnson, a émis la déclaration suivante en réaction à la décision du gouvernement du Nouveau-Brunswick de renoncer aux Jeux de la Francophonie de 2021 :

« Je trouve absolument aberrant que l'issue de la saga qui dure depuis un mois et demi soit l'annulation des Jeux de la Francophonie à Moncton et Dieppe. Il me semble qu'avec tous les partenaires qui étaient autour de la table, il aurait dû être possible de trouver une solution. Quand on veut, on peut, et il faut se demander si la volonté était vraiment au rendez-vous.

La décision annoncée ce matin va avoir un impact sur l'Acadie, le Canada et leur réputation au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie. C'est une autre tuile pour les Acadiens et les Acadiennes, après la contestation de leurs acquis linguistiques au cours de la campagne électorale provinciale de l'automne dernier. Et plus largement, c'est toute la francophonie canadienne qui vient de subir un autre recul ».

Le Nouveau-Brunswick annule l'organisation des Jeux de la Francophonie

jugés onéreux (<http://www.rcinet.ca>)

- <http://www.rcinet.ca/fr/2019/01/30/oif-jeux-de-la-francophonie-retrait-candidature-du-nouveau-brunswick-desequilibre-budgetaire-oif-parti-vert-budget-des-jeux-de-loif/>
- Le 30 janvier 2019

Une province en mode assainissement des finances

Les Jeux de la Francophonie vont mobiliser près de 3000 athlètes pour rivaliser d'adresse dans des épreuves sportives et des concours culturels.

Le Nouveau-Brunswick vient de se retirer en tant qu'hôte de l'édition 2021.

Plusieurs arguments sont avancés par les autorités provinciales pour justifier un tel désistement. Le premier ministre Blaine Higgs soutient que les finances de sa province ne sont pas au beau fixe. En période de restructuration, il est difficile d'investir dans des Jeux dont l'organisation coûte de plus en plus cher. Par ailleurs, il mentionne le soutien insuffisant du gouvernement fédéral.

Ottawa ne souhaite pas se lancer dans un financement plus important que prévu. Selon sa formule, sa contribution devrait en principe égaler celle de la province.

Le premier ministre Justin Trudeau n'aime pas cette décision. Il trouve cela « dommage pour les communautés francophones et pour les athlètes du monde qui devaient se retrouver au Nouveau-Brunswick pour célébrer la francophonie ».

Dominique LeBlanc, député libéral fédéral de la circonscription néo-brunswickoise de Beauséjour, a décrié l'absence de proposition sérieuse du premier ministre Higgs, qui aurait pu inciter le gouvernement fédéral à augmenter son financement.



Un athlète sur une piste de course Photo : iStock

Budget revu à la baisse dans un contexte de **controverse**

Les Jeux de la Francophonie représentent un événement colossal, dont l'organisation peut englober plusieurs millions de dollars. Le budget initial était de 17 millions de dollars. Il a ensuite **explosé** à 130 millions, avant d'être revu à la baisse, à 60 millions. Malgré cela, la province estime qu'en contexte de déséquilibre budgétaire, il serait risqué de se lancer dans une telle aventure.

Parmi les réactions enregistrées à Fredericton à la suite du retrait de la province, Kevin Arseneau, du Parti vert, a dénoncé l'absence de collaboration entre les paliers gouvernementaux dans ce dossier. Il a aussi critiqué l'absence de représentants du Parti libéral du Nouveau-Brunswick à la conférence de presse d'annonce du retrait de la province. Le vice-premier ministre, ministre de la Francophonie, Robert Govin, ne s'est pas présenté à Fredericton, où avait lieu la conférence de presse du chef des progressistes-conservateurs Blaine Higgs.

Réaction du Comité national des Jeux de la Francophonie 2021

– Le Comité national des Jeux de la Francophonie 2021 (CNJF) est très déçu de l'annonce d'aujourd'hui du retrait du gouvernement du Nouveau-Brunswick à titre de bailleur de fonds des Jeux de la Francophonie 2021.

Bien que le CNJF accepte la décision, il aurait espéré une décision différente. Le CNJF croit toujours qu'il est possible d'organiser des Jeux qui fourniront des expériences de calibre international aux participants et participantes; auront des retombées économiques pour la province et les municipalités hôtes; et consolideront la place du Nouveau-Brunswick et du Canada sur la scène internationale.

Dans l'attente des prochaines étapes du gouvernement fédéral sur l'avenir des Jeux 2021 au Canada, nous demeurons tout aussi dévoués à leur succès et travaillerons avec Ottawa pour examiner toutes les options possibles pour favoriser la réussite des Jeux au Canada.

Il faut noter que ce sont les libéraux qui avaient présenté la candidature de Moncton-Dieppe pour organiser ces Jeux, contre celle de **Sherbrooke** qui avait été pourtant mieux notée par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), selon un rapport technique d'évaluation des candidatures obtenu par Radio-Canada.

Écoutez ce reportage d'Élisa Serret sur l'explosion des coûts des Jeux de la Francophonie



Une explosion des coûts plonge l'organisation des Jeux de la Francophonie à Moncton-Dieppe dans l'incertitude. D'une prévision de 15 à 19 millions de dollars au moment où la candidature du Nouveau-Brunswick a été acceptée, le coût des Jeux est passé à 130 millions, estiment maintenant les organisateurs.

Canada : le Nouveau-Brunswick renonce à organiser les jeux de la Francophonie 2021 (www.paris-normandie.fr)

- <https://www.paris-normandie.fr/actualites/monde/canada--le-nouveau-brunswick-renonce-a-organiser-les-jeux-de-la-francophonie-2021-BD14533552>
- Le 30 janvier 2019

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick (est du Canada) a annoncé mercredi 30 janvier 2019 qu'il se retirait de l'organisation des Jeux de la francophonie prévus en 2021 à Moncton et Dieppe, invoquant l'explosion des coûts.



« Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons été informés que les coûts de ces jeux étaient sept fois plus élevés que prévu au départ », a expliqué lors d'une conférence de presse le nouveau Premier ministre conservateur de la province, Blaine Higgs, arrivé au pouvoir fin 2018. (photo archives AFP)

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick (est du Canada) a annoncé mercredi 30 janvier 2019 qu'il se retirait de l'organisation des Jeux de la francophonie prévus en 2021 à Moncton et Dieppe, invoquant l'explosion des coûts.

« Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons été informés que les coûts de ces jeux étaient sept fois plus élevés que prévu au départ », a expliqué lors d'une conférence de presse le nouveau

Premier ministre conservateur de la province, Blaine Higgs, arrivé au pouvoir fin 2018. « Nous avons donc pris la décision de nous retirer des jeux de la Francophonie internationale de 2021 en raison de l'augmentation des coûts », a-t-il ajouté.

Le budget initial, estimé à environ 15 millions de dollars canadiens (10 M EUR) en 2016, s'est envolé pour atteindre 130 millions de dollars, avant d'être ramené in extremis à 62 millions de dollars en 2019 par le comité organisateur.

M. Higgs a rappelé que sa province s'était engagée à financer ce projet à hauteur de 10 millions de dollars, mais ne pouvait aller au-delà alors que son gouvernement tente de réduire les dépenses publiques. Il a appelé le gouvernement fédéral de Justin Trudeau, qui s'était dite prête à mettre au pot la même somme que la province, à faire un effort supplémentaire pour sauver le projet.

Réagissant à l'annonce de M. Higgs, M. Trudeau a pris acte de cette décision sans sembler prêt à modifier la position de son gouvernement libéral. « C'est dommage que le Nouveau Brunswick ait décidé de prendre cette décision », a commenté le Premier ministre devant quelques journalistes, rappelant que son gouvernement était prêt à contribuer au financement des jeux.

Après le forfait de la Guadeloupe, le Nouveau-Brunswick avait été choisi pour accueillir ces 9e jeux de la Francophonie, du 23 juillet au 1er août 2021. Seulement trois candidats (avec la France et le Québec) étaient initialement en lice pour ces jeux, qui suscitent de moins en moins de candidatures en raison de doutes sur le retour sur investissement.

Les jeux de la Francophonie, qui ont lieu tous les quatre ans, combinent des épreuves sportives et des concours culturels, ouverts aux 18-35 ans. Ils visent à promouvoir les talents de la jeunesse francophone.

Le Nouveau-Brunswick se retire des Jeux de la Francophonie (cimtchau.ca)

- <https://cimtchau.ca/nouvelles/le-nouveau-brunswick-se-retire-des-jeux-de-la-francophonie/>
- Le 30 janvier 2019



Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a annoncé aujourd'hui qu'il se retire de l'organisation des Jeux de la Francophonie en 2021. L'explosion des coûts de l'événement qui devait avoir lieu à Moncton et Dieppe explique cette décision. Fredericton a refusé d'octroyer plus que les 10 millions de dollars déjà promis.

Josée Daigle a participé deux fois aux Jeux de la Francophonie. En 1994 comme judoka et en 2017 comme entraîneuse. «Là-bas c'était tout français. C'était vraiment beau. Être capable de voir des gens de différentes cultures, mais parler français aussi ça c'est l'affaire qui m'a émerveillé», partage-t-elle.

Au départ, 17 millions de dollars avaient été budgétés pour la tenue de l'évènement au Nouveau-Brunswick. La facture a rapidement grimpé à 130 millions. «Même à moitié prix cela aurait été une expérience que nous n'avons pas les moyens de nous payer alors que nous essayons de vivre selon nos moyens», a déclaré le premier ministre du Nouveau-Brunswick Blaine Higgs.

Dans les dernières semaines, il a été impossible de s'entendre avec les partenaires financiers, dont Ottawa. «On n'a pas les moyens au Nouveau-Brunswick de payer 130 millions de dollars pour les Jeux de la Francophonie», partage un citoyen.

Si certains appuient cette décision, ce n'est pas le cas de tous les Néo-Brunswickois. «C'est très de valeur. Je veux dire que c'était une place pour nous autres de briller sur la scène internationale», affirme une passante.



«Je trouve que c'est un gros manque. C'est une des meilleures expériences de ma vie», affirme Josée Daigle.

Certains craignent que cette saga nuise à la notoriété de la province à l'international. D'ailleurs la francophonie était impatiente de visiter le Nouveau-Brunswick. «On leur a donné un avant-goût de notre musique et de comment on était chaleureux au Canada et de toutes les belles choses qu'on avait à leur apporter. Je trouve ça déplorable qu'on ait pas la chance de leur montrer», ajoute la judoka.



Le Comité national des Jeux de la Francophonie garde espoir pour la 9^e édition. Il poursuivra les négociations avec Ottawa, sans Fredericton.

Nouveau-Brunswick: le gouvernement Higgs renonce à présenter les Jeux de la Francophonie (www.lavoixdelest.ca)

- <https://www.lavoixdelest.ca/actualites/politique/nouveau-brunswick-le-gouvernement-higgs-renonce-a-presenter-les-jeux-de-la-francophonie-b1cd56d11530c0e5f70aa7e46d938972>
- Le 30 janvier 2019



FREDERICTON - Le Nouveau-Brunswick ne présentera pas les Jeux de la Francophonie en 2021.

L'annonce a été faite mercredi par le premier ministre Blaine Higgs, qui explique la décision par l'explosion des coûts de l'organisation des Jeux et le manque d'appui financier du gouvernement du Canada.

Les Jeux de la Francophonie ont été octroyés aux villes de Moncton et de Dieppe en 2015. À l'époque, le budget de leur organisation a été fixé à 17 millions \$, mais la facture anticipée est maintenant de 130 millions \$.

Le premier ministre Higgs a reconnu que les Jeux de la Francophonie constituaient un événement sportif et culturel important, mais il a ajouté que son gouvernement a été incapable de trouver du financement pour affronter l'explosion des coûts d'organisation.

Fredericton s'était engagé à consacrer 10 millions \$ à ces Jeux, mais M. Higgs a soutenu que son gouvernement n'irait pas plus loin.

Blaine Higgs estime qu'Ottawa devrait payer beaucoup plus que la part promise puisque le rayonnement de l'événement est profitable à tout le pays.

Les neuvièmes Jeux de la Francophonie devaient rassembler 3000 athlètes et artistes de plus de 50 États membres ayant le français comme langue commune.

«Je sais déjà que le gouvernement fédéral va dire qu'il nous (appuie) par un investissement égal à notre investissement dans les jeux, a commenté le premier ministre du Nouveau-Brunswick. La seule chose qui peut faire en sorte qu'on aille de l'avant, c'est que le gouvernement fédéral change son approche de financement des jeux».

Justin Trudeau a dit trouver «dommage», la décision du Nouveau-Brunswick d'annuler les jeux tout en rappelant qu'Ottawa était prêt à faire sa part dans le financement.

M. Trudeau a aussi eu une pensée pour les participants en soulignant que ce dénouement est «dommage pour les communautés francophones» et pour les athlètes de partout dans le monde «qui s'attendaient à venir au Nouveau-Brunswick et au Canada».

Sabotage planifié?

L'annonce du gouvernement de Blaine Higgs n'a pas étonné le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales et député du Nouveau-Brunswick, Dominic LeBlanc. Selon lui, les progressistes-conservateurs «ont toujours planifié de saboter les Jeux», a-t-il reproché.

Il affirme avoir déduit ce raisonnement de plusieurs conversations avec M. Higgs, qui n'aurait jamais eu l'intention de respecter l'engagement de la province d'investir 50 pour cent du montant

nécessaire à l'organisation.

Le député Kevin Arsenau, du Parti vert du Nouveau-Brunswick, affirme que le gouvernement progressiste-conservateur n'a pas démontré de volonté sérieuse à discuter avec les autres paliers de gouvernement pour sauver les Jeux.

«Il y a eu des efforts de faits pour sauver les jeux, mais le gouvernement n'était pas à la table», a dénoncé le député vert.

Une critique appuyée par les commentaires de la ministre fédérale de la Francophonie Mélanie Joly qui reproche au Nouveau-Brunswick de n'avoir jamais déposé de dossier pour sauver l'événement. Elle ajoute que le fédéral aurait pu investir davantage de manière indirecte.

«Le gouvernement Higgs, s'il avait été de bonne foi, aurait été en mesure de présenter son dossier de façon à ce qu'on aurait pu jouer un rôle prépondérant et avoir des investissements en infrastructures au-delà des Jeux de la Francophonie», a-t-elle laissé entendre.

M. Arsenau a aussi déploré que le vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick, Robert Gauvin, qui est le ministre responsable de la Francophonie et le seul député acadien du gouvernement, ait été absent de la conférence de presse annonçant l'annulation des Jeux.

La Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick a parlé d'une journée triste pour les Acadiennes et les Acadiens. L'organisme compare ce retrait à une remise en question «de la place qu'occupe l'Acadie au sein de la Francophonie internationale».

On dénonce aussi un «Canada à deux vitesses» où seules «les provinces fortunées peuvent jouer sur la scène internationale».

«Compte tenu de la situation économique du Nouveau-Brunswick, ne serait-il pas logique de chercher une plus grande intégration au sein de la communauté francophone internationale afin de tirer le maximum d'occasions économiques?», demande le président de la société, Robert Melanson.

Jeux de la Francophonie 2021 : le chiffre de l'espoir

(<http://www.francsjeux.com>)

- <http://www.francsjeux.com/2019/01/30/jeux-de-la-francophonie-le-budget-baisse-et-lespoir-remonte/49915>
- Le 30 janvier 2019



CANADA NOUVEAU-BRUNSWICK MONCTON-DIEPPE 2021 IX^{es} Jeux de la Francophonie

L'espoir renaît, au Canada, pour les Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton et Dieppe. A deux jours de l'ultimatum posé par la province du Nouveau-Brunswick à ses partenaires financiers, le gouvernement fédéral en tête de liste, un courrier du comité d'organisation semble de taille à sauver la mise.

Le courrier en question est daté du lundi 28 janvier. A l'intérieur, un chiffre : 62 millions de dollars canadiens (40,8 millions d'euros). Le nouveau budget, révisé par les organisateurs, pour les Jeux de la Francophonie 2021. Il reste très supérieur à celui présenté lors de la phase de candidature (15 à 19 millions de dollars). Mais il se situe très en dessous de la barre des 130 millions de dollars annoncée en décembre dernier.

Un chiffre, donc. Et ces quelques explications : « *Au cours des dernières semaines, nous avons retravaillé le budget des Jeux. Nous sommes arrivés à un montant potentiel de 62 millions, qui serait combiné à des contributions en nature et en infrastructures des partenaires.* »

La valse des chiffres pose question. En 2015, l'équipe de candidature évoquait une enveloppe de moins de 20 millions de dollars canadiens. En fin d'année passée, le budget avait grimpé jusqu'à 130 millions. Il est désormais estimé à 62 millions. Allez comprendre.

Mais l'essentiel n'est plus là dans un dossier où chaque journée peut être décisive. En revoyant sa copie, le comité d'organisation offre aux deux principaux partenaires financiers de l'événement, l'Etat fédéral et le Nouveau-Brunswick, l'opportunité de négocier sur des bases plus raisonnables. Pour preuve cette demande du comité d'organisation dans son courrier du 28 janvier : « *Nous*

continuons à vous demander de vous rassembler autour d'une table de négociation en vue de trouver une solution créative à cette impasse. Nous sommes toujours prêts à nous associer à ces discussions. »

Selon *Radio-Canada*, les discussions auraient déjà débuté. Le ministère des Sciences et des Sports canadien explique avoir eu des « *rencontres productives* », mardi 29 janvier, avec les autorités du Nouveau-Brunswick. « *Nous accueillons favorablement que le gouvernement de Blaine Higgs (Premier ministre du Nouveau-Brunswick) souhaite, en tant que membre indépendant de l'Organisation internationale de la Francophonie, respecter son engagement à accueillir les Jeux en 2021* », souligne le ministère.

Autre lueur d'espoir : la ville de Dieppe, hôte des Jeux avec sa voisine de Moncton, se dit maintenant prête à revoir à la hausse sa participation financière au budget. Certes, elle n'ira pas plus haut que les 750 000 dollars canadiens prévus lors de la phase de candidature. Mais le maire de Dieppe, Yvon Lapierre, a laissé entendre que sa municipalité pourrait augmenter sa contribution pour « *le financement des legs qui pourraient être faits à la ville.* » Il assure également pouvoir consentir un effort supplémentaire sous la forme de biens et services.

Avec un nouveau budget plus de deux fois inférieur aux dernières estimations, les organisateurs n'ont pas encore assuré la survie des Jeux de la Francophonie 2021. Mais ils ont sûrement gagné du temps. Dans un tel dossier, il est très précieux.

Le Nouveau-Brunswick renonce à organiser les Jeux de la Francophonie de 2021 (www.ledevoir.com)

- <https://www.ledevoir.com/politique/canada/546684/le-nouveau-brunswick-renonce-a-presenter-les-jeux-de-la-francophonie-de-2021>
- Le 30 janvier 2019



Photo: Graham Hughes Archives La Presse canadienne Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs

Le Nouveau-Brunswick ne présentera pas les Jeux de la Francophonie de 2021.

L'annonce a été faite mercredi par le premier ministre Blaine Higgs, qui explique la décision par l'explosion des coûts de l'organisation des Jeux et le manque d'appui financier du gouvernement du Canada.

Les Jeux de la Francophonie ont été octroyés aux villes de Moncton et de Dieppe en 2015. À l'époque, le budget de leur organisation a été fixé à 17 millions de dollars, mais la facture anticipée est maintenant de 130 millions.

Le premier ministre Higgs a reconnu que les Jeux de la Francophonie constituaient un événement sportif et culturel important, mais il a ajouté que son gouvernement a été incapable de trouver du financement pour affronter l'explosion des coûts d'organisation.

Fredericton s'était engagé à consacrer 10 millions de dollars à l'événement, mais M. Higgs a soutenu que son gouvernement n'irait pas plus loin.

Le député Kevin Arsenau, du Parti vert, affirme que le gouvernement progressiste-conservateur n'a pas démontré de volonté sérieuse à discuter avec les autres paliers de gouvernement pour sauver les Jeux de la Francophonie.

Il a aussi déploré que le vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick, Robert Gauvin, qui est aussi ministre responsable de la Francophonie et le seul député acadien du gouvernement, ait été absent de la conférence de presse annonçant l'annulation des Jeux.

Déclaration (nb2021.ca)

- <https://nb2021.ca/francais/declaration/>
- Le 30 janvier 2019

Le Comité national des Jeux de la Francophonie 2021 (CNJF) est très déçu de l'annonce d'aujourd'hui du retrait du gouvernement du Nouveau-Brunswick à titre de bailleur de fonds des Jeux de la Francophonie 2021. Bien que le CNJF accepte la décision du gouvernement du Nouveau-Brunswick, il aurait espéré une décision différente.

Le CNJF croit toujours qu'il est possible d'organiser des Jeux qui fourniront des expériences de calibre international aux participants et participantes; auront des retombées économiques pour la province et les municipalités hôtes; et consolideront la place du Nouveau-Brunswick et du Canada sur la scène internationale.

Dans l'attente des prochaines étapes du gouvernement fédéral sur l'avenir des Jeux 2021 au Canada, nous demeurons tout aussi dévoués à leur succès et travaillerons avec Ottawa pour examiner toutes les options possibles pour favoriser la réussite des Jeux au Canada.

Le Nouveau-Brunswick renonce aux Jeux de la francophonie (<http://www.sport.be>)

- http://www.sport.be/fr/lignedutemps/?SN_Article_ID=340529
- Le 30 janvier 2019

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick, dans l'est du Canada, a annoncé mercredi qu'il se retirait de l'organisation des Jeux de la francophonie prévus en 2021 à Moncton et Dieppe, invoquant l'explosion des coûts.

JEUX DE LA FRANCOPHONIE: «UN JOUR TRÈS TRISTE POUR LES ACADIENS» (onfr.tfo.org)

- <https://onfr.tfo.org/jeux-de-la-francophonie-un-jour-tres-triste-pour-les-acadiens/>
- Le 30 janvier 2019

FREDERICTON – L’annonce, par le gouvernement progressiste-conservateur du Nouveau-Brunswick, d’annuler l’organisation des Jeux de la Francophonie à Moncton-Dieppe en 2021 fait réagir. Et les responsabilités de cet échec sont partagées, estiment plusieurs intervenants.

«C’est un jour très triste pour les Acadiens! Je suis estomaqué par la décision du gouvernement qui prouve à quel point il ne nous représente pas. Ils n’ont fait aucun effort pour trouver une solution», lance le président de la Société de l’Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB), Robert Melanson à #ONfr.

Ce mercredi, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, a annoncé que sa province renonce à organiser les Jeux de la Francophonie en 2021. L’événement sportif et culturel devait se tenir dans les municipalités de Moncton-Dieppe du 23 juillet au 1^{er} août 2021 et accueillir plus de 3 500 athlètes et artistes de la francophonie internationale.

Mais face à l’explosion de la facture totale pour organiser l’événement, d’abord évalué à 17 millions \$, puis à 130 millions \$, avant d’être revu à 62 millions \$ par le comité organisateur, le gouvernement progressiste-conservateur est revenu sur l’engagement pris par son prédécesseur libéral. La facture devait être partagée entre le provincial, le fédéral, les municipalités organisatrices et la communauté.



Le chef progressiste-conservateur Blaine Higgs en déplacement. Source: Twitter

Sur les médias sociaux, le maire d’Edmundston, Cyrille Simard, ne peut cacher sa déception.

«La saga des Jeux de la Francophonie se termine sur une note qui me chagrine. Il y aura des leçons à tirer de celle-ci et non des blâmes, car en définitive, l’ensemble de l’environnement entourant ce

genre d'aventure comporte des déficiences.»

RÉACTIONS MITIGÉES

Plusieurs citoyens n'hésitent pas à fustiger le gouvernement et son seul député acadien, le vice-premier ministre, également ministre responsable de la Francophonie, Robert Gauvin.

«Les Jeux de la Francophonie annulés par le gouvernement minoritaire provincial au pouvoir. Quel gâchis! Quel manque de vision!»

Mais d'autres applaudissent une «bonne décision», critiquant une «gaffe initiale» de l'ancien gouvernement libéral de Brian Gallant.

«On peut regretter l'annulation des jeux de la Francophonie de 2021 au Nouveau-Brunswick, mais la position du premier ministre Blaine Higgs sur ce dossier aura été franche et honnête. Face à une explosion générale des coûts des événements sportifs, quels enseignements en tirer?», écrit ainsi l'internaute Damien Witkowski.

RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

Le président de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, Jean Johnson, juge la situation aberrante.

«Il me semble qu'avec tous les partenaires qui étaient autour de la table, il aurait dû être possible de trouver une solution. Quand on veut, on peut, et il faut se demander si la volonté était vraiment au rendez-vous. (...) C'est une autre tuile pour les Acadiens et les Acadiennes (...). Et plus largement, c'est toute la francophonie canadienne qui vient de subir un autre recul.»

«LE FÉDÉRAL N'A PAS PORTÉ SES CULOTTES!» – ROBERT MELANSON, PRÉSIDENT SANB

Le président de la SANB juge que la responsabilité de cet échec est partagée.

«Tout le monde est un peu responsable: le comité organisateur, la province, mais aussi le gouvernement fédéral. Le travail a été mal fait dès le début, mais le fédéral n'a pas non plus assumé ses responsabilités. Il aurait dû ramasser les pots cassés. En ne le faisant pas, il confirme qu'il y a un Canada à deux vitesses entre les provinces riches et les provinces pauvres qui, elles, ne peuvent imaginer accueillir de tels événements!»



Le président de la SANB, Robert Melanson. Gracieuseté SANB

PAS DE SURPRISE...

L'issue de ce dossier ne faisait guère de doute ces derniers jours. Récemment, le gouvernement de Blaine Higgs avait lancé un ultimatum et demandé à ses partenaires de trouver une solution financière d'ici au 30 janvier, indiquant qu'il ne dépenserait pas plus de 10 millions \$.

Mais il y a une semaine, le premier ministre Justin Trudeau avait fermé la porte à toute contribution supplémentaire du fédéral si la province ne s'alignait pas sur la somme versée.

... MAIS DE LA CONFUSION

Toutefois, les propos du ministre Gauvin indiquant que le fédéral peut encore intervenir, laissent la place à beaucoup de confusion, résume l'avocat acadien Michel Doucet.

«Selon Blaine Higgs, l'organisation des Jeux de la francophonie au Nouveau-Brunswick, c'est terminé.

Selon Robert Gauvin, Ottawa va sauver les jeux. Qui parle pour qui dans ce gouvernement?». Et de poursuivre: «Est-ce que le gouvernement essaie de nous faire croire qu'il y a un message pour la communauté anglophone (annulation des jeux) et un autre pour la communauté francophone (espoir que Ottawa va intervenir pour sauver les jeux)?»

La ministre des Sciences et des Sports, Kirsty Duncan, renvoie la responsabilité au gouvernement néo-brunswickois.

«Dès le départ, nous nous étions engagés à être un partenaire financier à part entière pour soutenir la candidature du Nouveau-Brunswick. Nous partageons les préoccupations des coûts de l'événement, mais nous espérons que le Nouveau-Brunswick s'approprierait ces Jeux et nous présenterait un plan d'affaires. Nous étions impatients d'avoir d'autres discussions sur une proposition de financement, si jamais nous en avons reçu.»

En coulisses, le gouvernement rappelle qu'en tant que membre indépendant de l'Organisation internationale de la Francophonie, le Nouveau-Brunswick avait la responsabilité de développer ce plan et de discuter ensuite avec le gouvernement fédéral. Un plan qui aurait également pu être présenté à l'époque du gouvernement Gallant, reconnaît-on. D'autant qu'Ottawa aurait pu en faire plus, notamment par des investissements indirects, explique la ministre du Tourisme, des Langues officielles et de la Francophonie, Mélanie Joly.

«En matière de politiques sportives, la politique de soutien à 50 % est une politique qui s'applique d'un bout à l'autre du pays. Mais si le gouvernement avait présenté son dossier, on aurait pu imaginer avoir des investissements en infrastructures qui auraient été au-delà.»

DÉCISION EN FÉVRIER

Dans un échange de courriels avec #ONfr, le Comité international des Jeux de la Francophonie dit regretter cette décision.

«Les conséquences de cette décision seront examinées par les États et gouvernements membres du Conseil d'orientation du Comité international de Jeux de la Francophonie qui se réunira à Paris les 14 et 15 février 2019», ajoute le directeur par intérim Thomas Gil.

Jeux de la Francophonie: l'OIF confiante, malgré le désistement du Nouveau Brunswick (www.journaldequebec.com)

- <https://www.journaldequebec.com/jeux-de-la-francophonie--loif-confiante-malgre-le-desistement-du-nouveau-brunswick>
- Le 31 janvier 2019

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) fait preuve d'optimisme quant à la tenue des IX^{es} Jeux de la Francophonie en 2021, malgré le désistement annoncé mercredi par le Nouveau-Brunswick qui devait les organiser à Moncton-Dieppe.

«Bien que l'OIF regrette cette décision, elle est confiante dans le fait que la tenue de cet événement valorisant la vitalité et la créativité de l'ensemble de la jeunesse francophone aura bel et bien lieu en 2021», a mentionné l'OIF par communiqué, jeudi matin.

Les États et gouvernements membres du Comité international de Jeux de la Francophonie se

réuniront à Paris les 14 et 15 février prochain pour examiner les options envisageables afin de trouver un endroit qui pourra accueillir cet événement.

Afin de justifier l'annulation des Jeux dans sa province, le premier ministre conservateur du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, avait déclaré mercredi que les coûts «étaient sept fois plus élevés que prévu au départ».

Fredericton avait réservé 10 millions \$ pour l'organisation des jeux puisque les coûts étaient estimés à 17 millions \$. Cependant, au mois de novembre dernier, le gouvernement provincial a appris que les coûts totaux avaient augmenté à 130 millions \$.

LE CANADA BRUNSWICK RENONCE AUX JEUX DE LA FRANCOPHONIE 2021 ! (www.africatopsports.com)

- <https://www.africatopsports.com/2019/01/31/le-canada-brunswick-renonce-aux-jeux-de-la-francophonie-2021/>
- Le 31 janvier 2019



CANADA NOUVEAU-BRUNSWICK MONCTON-DIEPPE 2021 IX^{es} Jeux de la Francophonie

A deux ans de l'événement, le Canada Nouveau Brunswick renonce à organiser les Jeux de la francophonie 2021. L'annonce a été faite mercredi par le premier ministre Blaine Higgs.

« Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons été informés que les coûts de ces jeux étaient sept fois plus élevés que prévu au départ. [...] Nous avons donc pris la décision de nous retirer des Jeux de la Francophonie internationale de 2021 en raison de l'augmentation des coûts », a-t-il déclaré.

Une nouvelle regrettable pour l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie) mais qui garde espoir. *« Bien que l'OIF regrette cette décision, elle est confiante dans le fait que la tenue de cet événement valorisant la vitalité et la créativité de l'ensemble de la jeunesse francophone, aura bel et bien lieu en 2021 »* a indiqué l'institution dans un communiqué.

Une décision sera prise les 14 et 15 février par les Etats et gouvernements membres du Conseil d'orientation du Comité international de Jeux de la Francophonie (CIJF) qui se réunira à Paris.

Sherbrooke n'accueillera pas les Jeux de la Francophonie

(<http://www.estrieplus.com>)

- http://www.estrieplus.com/contenu-jeux_de_la_francophonie_sherbrooke_nouveau_brunswick_2021-1990-45993.html
- Le 31 janvier 2019

La province du Nouveau-Brunswick a annoncé hier qu'elle n'accueillera plus les Jeux de la Francophonie de 2021 en raison de la hausse des coûts et du manque de soutien fédéral. Même si Sherbrooke était dans la course il y a trois ans, le maire Steve Lussier n'ira pas de l'avant avec cet événement puisqu'« on n'est pas capable de définir les vrais chiffres », remarque-t-il.

Le Nouveau-Brunswick se retire des Jeux de la Francophonie 2021

(<http://www.francsjeux.com>)

- <http://www.francsjeux.com/2019/01/31/jeux-de-la-francophonie-2021-le-nouveau-brunswick-se-retire/49964>
- Le 31 janvier 2019



L'avenir des Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton et Dieppe, au Nouveau-Brunswick, ne tient désormais plus qu'un fil. Un fil tellement mince qu'il menace de craquer à tout moment.

Le gouvernement de la province canadienne a annoncé mercredi 30 janvier sa décision de se retirer de l'organisation de l'événement. Sauf miracle, elle devrait être suivie dans les jours prochains de l'annulation des Jeux.

L'annonce est venue de Blaine Higgs, le Premier ministre du Nouveau-Brunswick, à l'occasion d'une conférence de presse à Fredericton, la capitale de la province. « *Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons été informés que les coûts de ces jeux étaient sept fois plus élevés que prévu au départ. Nous avons donc pris la décision de nous retirer des Jeux de la Francophonie de 2021, en raison de l'augmentation des coûts* », a expliqué l'homme politique canadien.

Selon Blaine Higgs, la procédure canadienne de financement des grands événements sportifs est en cause. Elle limite l'engagement de l'état fédéral, en l'empêchant de dépasser la somme apportée par une province. Le Premier ministre du Nouveau-Brunswick résume ainsi l'équation : « *Pour obtenir plus d'argent du gouvernement fédéral, il aurait fallu augmenter notre investissement.* » Une éventualité que le gouvernement de la province a écartée.

Avec le retrait de l'un des partenaires majeurs, le sort des Jeux de la Francophonie 2021 semble définitivement scellé. Difficile, en effet, d'imaginer le gouvernement de Justin Trudeau prendre quasiment seul à sa charge un événement dont le dernier budget, révélé en début de semaine, se monte à 62 millions de dollars canadiens (40,8 millions d'euros).

La réaction de Justin Trudeau ne trompe pas. Réagissant à l'annonce de Blaine Higgs, le Premier ministre canadien a pris acte de sa décision, mais sans suggérer que la position de son gouvernement puisse changer. « *Il est dommage que le Nouveau Brunswick ait décidé de prendre cette décision* », a-

t-il confié à quelques journalistes.

Justin Trudeau a confirmé plus tard sa position via un communiqué : « *C'est une journée triste pour les gens du Nouveau-Brunswick, pour la communauté francophone de la région et pour les francophones du monde entier.* » Tout juste a-t-il précisé souhaiter que la province participe activement à trouver une destination alternative pour les Jeux de la Francophonie 2021.

La suite ? Elle s'annonce sombre. Blaine Higgs a déjà prévenu : son gouvernement nommera rapidement un représentant au comité d'organisation. Il aura pour mission de mettre en route le processus officiel d'annulation.

A Paris, le comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF), une entité intégrée à l'Organisation internationale de la Francophonie, n'a pas encore officiellement commenté la décision du Nouveau-Brunswick. Mais son directeur par intérim, Thomas Gil, a répondu par un courriel à *Radio-Canada* : « *Les conséquences de cette décision seront examinées par les Etats et gouvernements membres du conseil d'orientation du comité international des Jeux de la Francophonie, qui se réunira à Paris les 14 et 15 février 2019.* »

Il pourrait décider d'infliger aux organisateurs canadiens une pénalité financière. Il lui faudra, surtout, trouver un autre pays-hôte. A deux ans et quelques mois de l'événement, le temps presse.

Le désengagement du Nouveau-Brunswick menace les Jeux de la Francophonie 2021 (<http://www.rfi.fr>)

- <http://www.rfi.fr/sports/20190131-le-desengagement-nouveau-brunswick-menace-jeux-francophonie-2021>
- Le 31 janvier 2019



Le Stade de Moncton, au Canada.

Les Jeux de la Francophonie 2021 n'auront pas lieu dans la province canadienne du Nouveau-Brunswick. Celle-ci a renoncé à organiser cet événement sportif et culturel ayant lieu tous les quatre ans, et ce pour des considérations financières. L'Organisation internationale de la francophonie a pris acte de cette décision. Le Comité international des Jeux de la Francophonie va chercher un nouvel hôte, les 14 et 15 février à Paris.

Y aura-t-il des Jeux de la Francophonie en 2021, après **ceux de 2017 à Abidjan** ? La 9e édition de cet événement sportif et culturel organisé tous les quatre ans est en effet menacée. La faute au désengagement des organisateurs canadiens. Le gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick (sud-est du Canada) a officialisé son retrait, le 30 janvier 2019 dans un communiqué : « *Le Premier ministre, Blaine Higgs, a annoncé, aujourd'hui, que les Jeux de la Francophonie de 2021 n'iront pas de l'avant au Nouveau-Brunswick en raison de l'augmentation des coûts et du manque d'engagement en matière de financement de la part* » du gouvernement fédéral.

Blaine Higgs, entré en fonction en novembre 2018, a tenté de justifier « *une décision très difficile à prendre* ». « *Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons été informés que les coûts de ces jeux étaient sept fois plus élevés que prévu au départ, a-t-il assuré. Nous espérons pouvoir travailler avec les partenaires pour trouver d'autres solutions de financement pour couvrir ces frais, mais ce n'est malheureusement pas arrivé* ».

Les autorités canadiennes déplorent cette décision

Du côté d'Ottawa, on renvoie la responsabilité à la province bilingue. « *C'est une journée triste pour les gens du Nouveau-Brunswick, la communauté francophone de la région et les francophones du monde entier, a réagi le Premier ministre Justin Trudeau. Encore une fois, le gouvernement Higgs laisse des fonds fédéraux sur la table* ».

Le Nouveau-Brunswick, désigné hôte en avril 2016, affirme que la facture pour l'organisation de ces Jeux de la Francophilie était passée de 17 à 130 millions de dollars canadiens, soit de 11 à 86 millions d'euros. Faute d'accord avec le gouvernement canadien, cette édition 2021 ne pourra donc pas avoir lieu dans les villes de Moncton et de Dieppe.

Un nouvel organisateur désigné le 14 ou le 15 février ?

Du côté de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), propriétaire de l'événement à travers le Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF), et qui regroupe 88 États et gouvernements, on prend acte « *du désengagement des autorités du Canada Nouveau-Brunswick* »,

tout en se montrant confiant. « *Bien que l'OIF regrette cette décision, elle est confiante dans le fait que la tenue de cet événement valorisant la vitalité et la créativité de l'ensemble de la jeunesse francophone, aura bel et bien lieu en 2021* », est-il écrit dans un communiqué.

Le CIJF se réunira à Paris les 14 et 15 février. Il en profitera pour chercher un plan B. La province canadienne du Québec (Sherbrooke) et la Guadeloupe étaient également candidates à l'organisation de ces Jeux de la Francophonie 2021, avant que la région française ne se retire de la course.

Selon le principe d'alternance entre le « Nord » et le « Sud », ces Jeux de la Francophonie 2021 doivent avoir lieu dans un pays septentrional, après s'être déroulés en 2017 en Côte d'Ivoire.

Le Nouveau-Brunswick se retire des Jeux de la Francophonie (www.ledevoir.com)

- <https://www.ledevoir.com/politique/canada/546714/jeux-de-la-francophonie>
- Le 31 janvier 2019



Photo: Graham Hughes La Presse canadienne L'explosion des coûts et le manque de soutien financier d'Ottawa ont motivé la décision de son gouvernement, a fait savoir Blaine Higgs lors d'une conférence de presse à Fredericton.

La prochaine édition des Jeux de la Francophonie est sérieusement compromise. Le premier ministre du Nouveau-Brunswick a annoncé mercredi qu'il retirait son gouvernement de l'organisation de l'événement sportif qui devait se tenir dans sa province en 2021.

L'explosion des coûts et le manque de soutien financier d'Ottawa ont motivé la décision de son gouvernement, a fait savoir Blaine Higgs lors d'une conférence de presse à Fredericton. « La seule

chose qui peut faire en sorte qu'on aille de l'avant, c'est que le gouvernement fédéral change son approche de financement des Jeux », a-t-il lancé.

Lors de l'octroi des Jeux de la Francophonie aux villes de Moncton et de Dieppe en 2015, le budget a été fixé à 17 millions de dollars. En novembre dernier, la facture anticipée a été multipliée par sept pour atteindre 130 millions. Elle aurait toutefois été sabrée de moitié il y a quelques jours par le comité organisateur, selon les informations de Radio-Canada.

Refusant de revoir à la hausse l'engagement de 10 millions du Nouveau-Brunswick, le gouvernement Higgs a menacé d'annuler la tenue des Jeux si Ottawa ne relevait pas sa contribution financière avant le 30 janvier. Le fédéral promettait d'égaliser chaque dollar investi par la province et les municipalités, insuffisant pour Blaine Higgs, qui arguait que le rayonnement de l'événement est profitable à tout le pays.

Le premier ministre Justin Trudeau n'a pas caché sa déception devant les journalistes, mercredi, qualifiant de « dommage » la décision du premier ministre Higgs. « Le gouvernement fédéral était là pour participer pleinement dans les Jeux de la Francophonie », a-t-il dit.

La ministre des Sciences et des Sports, Kirsty Duncan, s'est pour sa part désolée qu'aucun plan d'action officiel n'ait été présenté par le Nouveau-Brunswick avant de jeter l'éponge. « Encore une fois, nous voyons malheureusement un gouvernement conservateur qui délaisse son leadership en matière d'enjeux francophones », a renchéri la ministre de la Francophonie, Mélanie Joly, en référence au premier ministre ontarien, Doug Ford.

Coup dur pour les Acadiens

Aux yeux de Stéphanie Chouinard, spécialiste des régimes linguistiques et professeure de science politique au Collège militaire royal de Kingston, le nouveau rebondissement dans cette saga est symptomatique d'un gouvernement souvent accusé de tergiverser lorsqu'il est question de services en français. Elle rappelle en guise d'exemple son opposition à ce que chaque ambulance de la province compte au moins un ambulancier bilingue à bord. Une position qui a créé un tollé avant que le ministre de la Santé, Ted Flemming, ne fasse volte-face. « On a l'impression que pour ce gouvernement, le bilinguisme est un enjeu problématique plutôt qu'un atout pour la province », juge Mme Chouinard.

« Perdre la chance d'être un hôte pendant cet événement d'envergure internationale, pour les Acadiens — qui s'étaient vraiment ralliés derrière le projet —, c'est une blessure qui va saigner longtemps », analyse en outre la professeure.

De fait, l'annonce du premier ministre Higgs a eu l'effet d'une douche froide pour la fédération des communautés francophones et acadienne. Le président de la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB), Robert Melanson, a aussi vivement réagi. « C'est une catastrophe pour les

Acadiens », laisse-t-il tomber en entrevue au Devoir. Selon lui, si chacune des parties impliquées dans l'organisation des Jeux doit faire un examen de conscience — autant les deux paliers de gouvernement que l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) —, « la balle est dans le camp du fédéral ».

M. Melanson en a surtout contre la formule d'Ottawa de partager également les coûts avec le Nouveau-Brunswick. « Notre province n'a pas les moyens de payer ne serait-ce que la moitié des 130 millions, s'insurge-t-il. On est une province avec une population de la grosseur de la ville de Québec. » Est-ce qu'à l'avenir, seules les provinces « riches » pourront tenir des événements d'envergure internationale ? se demande même le président de la SANB.

Jeux de la Francophonie: l'OIF confiante, malgré le désistement du Nouveau-Brunswick (www.journaldemontreal.com)

- <https://www.journaldemontreal.com/jeux-de-la-francophonie--loif-confiante-malgre-le-desistement-du-nouveau-brunswick>
- Le 31 janvier 2019



AGENCE QMI

Jeudi, 31 janvier 2019 11:06

MISE À JOUR Jeudi, 31 janvier 2019 11:06

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) fait preuve d'optimisme quant à la tenue

des IX^{es} Jeux de la Francophonie en 2021, malgré le désistement annoncé mercredi par le Nouveau-Brunswick qui devait les organiser à Moncton-Dieppe.

«Bien que l'OIF regrette cette décision, elle est confiante dans le fait que la tenue de cet événement valorisant la vitalité et la créativité de l'ensemble de la jeunesse francophone aura bel et bien lieu en 2021», a mentionné l'OIF par communiqué, jeudi matin.

Les États et gouvernements membres du Comité international de Jeux de la Francophonie se réuniront à Paris les 14 et 15 février prochain pour examiner les options envisageables afin de trouver un endroit qui pourra accueillir cet événement.

Afin de justifier l'annulation des Jeux dans sa province, le premier ministre conservateur du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, avait déclaré mercredi que les coûts «étaient sept fois plus élevés que prévu au départ».

Fredericton avait réservé 10 millions \$ pour l'organisation des jeux puisque les coûts étaient estimés à 17 millions \$. Cependant, au mois de novembre dernier, le gouvernement provincial a appris que les coûts totaux avaient augmenté à 130 millions \$.

Pas de Jeux de la Francophonie en Ontario en 2021 ([ici.radio-canada.ca](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1150200/oif-gouvernement-ford-observateur-budget-guy-matte-nouveau-brunswick))

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1150200/oif-gouvernement-ford-observateur-budget-guy-matte-nouveau-brunswick>
- Le 31 janvier 2019



Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a annoncé son retrait de l'organisation des Jeux de la Francophonie de 2021. Photo: iStock

L'Ontario ne sera pas en mesure de récupérer les Jeux de la Francophonie de 2021, abandonné par le gouvernement conservateur du Nouveau-Brunswick, dit le gouvernement Ford.

L'organisation de ces Jeux d'envergure internationale est une entreprise majeure qui exige plusieurs

années de planification rigoureuse, a déclaré Jesse Robichaud, porte-parole du ministère des Affaires francophones de l'Ontario.

À titre de membre observateur [de l'Organisation internationale de la Francophonie], l'Ontario n'est pas autorisé à présenter sa candidature pour ces jeux, ajoute-t-il.

En 2001, Ottawa avait cependant accueilli les Jeux, avant que la province obtienne le statut d'observateur en 2016.



La finale du 100 m aux Jeux de la francophonie d'Abidjan, remportée par Dylan Sicobo des Seychelles. Le Canadien Bismark Boateng (no 18) a gagné le bronze. Photo : AFP / Issouf Sanogo

Guy Matte, qui était alors président des Jeux de la Francophonie d'Ottawa, explique que ce n'est pas la première fois que les Jeux doivent être relocalisés tardivement.



Guy Matte a présidé les Jeux de la Francophonie de 2001, à Ottawa. Photo : Facebook

Il y a une année où les Jeux devaient se tenir au Congo et, un an d'avance, ils ont dû être transférés en raison du climat politique, raconte-t-il. Les Jeux ont été transférés à Marseille ou Paris, si je me souviens bien.

Le Canada perd une énorme occasion de se montrer sur le plan international.

Guy Matte, président des Jeux de la Francophonie de 2001 à Ottawa

M. Matte demeure optimiste que les Jeux auront lieu en 2021.

Si les gouvernements des Jeux de la Francophonie veulent que les Jeux se maintiennent, je suis persuadé que le comité exécutif de l'OIF va déterminer de faire ça ailleurs.

Dans un communiqué de presse, l'OIF Organisation internationale de la Francophonie s'est dite confiante dans le fait que la tenue de cet événement [...] aura bel et bien lieu en 2021.

Des jeux à rabais

M. Robichaud note que le budget ontarien ne peut permettre d'assumer les coûts de l'événement.

C'est aussi la raison pour laquelle le gouvernement de Blaine Higgs au Nouveau-Brunswick s'est retiré de l'organisation des Jeux, le 30 janvier. Il a souligné que le budget est passé de 17 à 130 millions de

dollars entre 2015 et 2018.

Le plus récent budget du comité organisateur des Jeux, annoncé le 28 janvier 2019, estimait toutefois les coûts à 62 millions, dont la moitié serait assumée par le gouvernement fédéral.

Selon Guy Matte, un budget de 17 millions de dollars n'était pas réaliste pour des jeux d'une telle envergure.

Je pense qu'il y a eu une sous-estimation. Le budget des Jeux de 2001 était de 40 millions, note-t-il.

Il ajoute que ce budget ne comptait pas certains frais accessoires, comme la mise à niveau des infrastructures.



Annie France Noël a gagné une médaille de bronze en photographie aux Jeux de la Francophonie à Abidjan. Photo : Gouvernement du Nouveau-Brunswick/Normand Léger

Il faut comprendre que si, en 2001, ça a coûté au minimum 40 millions, on pouvait difficilement s'en tirer avec 17 millions en 2021.

Toutefois, M. Matte relativise aussi la facture de 62 M\$.

Savez-vous à combien s'élève l'offre de Victoria pour les prochains Jeux du Commonwealth? 955 millions!

Guy Matte, président des Jeux de la Francophonie de 2001 à Ottawa

Quand on fait des jeux à rabais, comme les jeux de la francophonie, il ne faut pas que les gouvernements s'arrachent les cheveux et déchirent leur chemise en se disant que c'est épouvantable ce que ça coûte les francophones, alors qu'on coûte 40 fois moins cher [que les jeux pour les anglophones], conclue-t-il.

Les athlètes, grands perdants de l'annulation des Jeux de la Francophonie (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1150126/athletes-jeux-francophonie-sport-nouveau-brunswick-acadie>
- Le 31 janvier 2019



Geneviève Lalonde Photo: La Presse canadienne / Fred Chartrand

Les querelles politiques ont pratiquement éclipsé, mercredi, les grands perdants de l'annulation des Jeux de la Francophonie 2021 : les athlètes et les artistes que l'événement devait réunir. Le milieu sportif acadien digère mal la mise au rancart des compétitions.

La coureuse de fond Geneviève Lalonde aurait peut-être profité de la compétition devant les siens pour effectuer un dernier tour de piste en 2021, mais il en ira autrement.

Elle avait relancé sa carrière avec une médaille de bronze au steeple lors des derniers Jeux de la Francophonie, en 2014, à Nice, en France.

Comme athlète, être capable de compétitionner dans notre pays, notre chez-nous, c'est quelque chose qu'on vit peut-être une ou deux fois dans notre vie, se désolé-t-elle. À Nice, elle portait fièrement sa médaille par-dessus son dossard aux couleurs de sa province natale. Elle courait dans une équipe 100 % néo-brunswickoise.

Je suis triste pour les jeunes.

Geneviève Lalonde

La province perd surtout une vitrine hors pair pour la relève sportive.

L'ancien entraîneur national de cyclisme Luc Arsenault pense que la jeunesse acadienne est laissée-pour-compte.

Des jeunes spectateurs qui auraient vu des Geneviève Lalonde à l'oeuvre, ça les aurait motivés à

continuer, souligne celui qui a assisté à des compétitions internationales aux quatre coins du globe. Dans cette partie de poker entre politiciens, la fierté régionale a tout simplement été ignorée, soutient le Dieppois.

Quand Sidney Crosby a compté le but à Vancouver en 2010, la population n'a jamais été aussi fière d'être Canadien, se souvient-il.

Le mélodrame des Jeux de la Francophonie de Moncton-Dieppe lui rappelle l'expérience d'Halifax en 2007. La métropole avait dû retirer sa candidature pour les Jeux du Commonwealth, incapable de payer la note.

C'est malheureux qu'on s'embarque dans de tels projets et on frappe un mur.

Luc Arsenault

Revoir le financement

Le budget pour les Jeux de la Francophonie - 62 millions de dollars selon la dernière estimation du comité organisateur - ne représente qu'une fraction de la facture des derniers Jeux du Commonwealth. L'Australie a dépensé un milliard pour accueillir l'événement en 2018.

Le Canada songe à soumettre sa candidature pour le centenaire des Jeux du Commonwealth, en 2030, rappelle le président d'Athlétisme Nouveau-Brunswick, Marc Lalonde.

Pour le Nouveau-Brunswick, c'est un oeil au beurre noir, dit-il au sujet de l'annulation des Jeux de la Francophonie.

Il déplore que la province renonce à d'importantes infrastructures sportives qui auraient accompagné les Jeux. Quand votre partenaire [fédéral] veut payer 50 %, ça a peut-être une valeur. La communauté sportive locale se sent profondément lésée.

C'est plate de dire parce qu'on vient du Nouveau-Brunswick, ça ne se fait pas ce genre d'événement international, lâche la directrice générale de la Société des Jeux de l'Acadie, Mylène Ouellet-LeBlanc.



Mylène Ouellet-LeBlanc, directrice générale de la Société des Jeux de l'Acadie

Le règlement limitant la participation du fédéral aux grands événements sportifs à 50 % de la facture est perçu comme une injustice envers les provinces moins nanties.

Pour nous, c'était une belle opportunité de se développer et grandir, croit Mylène Ouellet-LeBlanc.

En dépit des nombreux avantages qu'on lui avait fait miroiter, le gouvernement Higgs n'a retenu, au final, que la facture considérable pour ces Jeux, une dépense qu'il a jugée injustifiable dans un contexte de compressions budgétaires.

Nouveau-Brunswick: Higgs s'engage envers l'équilibre budgétaire (journalmetro.com)

- <https://journalmetro.com/actualites/national/2090854/higgs-sengage-envers-lequilibre-budgetaire/>
- Le 31 janvier 2019



Graham Hughes / La Presse Canadienne

FREDERICTON — Le premier ministre conservateur du Nouveau-Brunswick s'engage envers l'équilibre budgétaire pour le présent exercice et l'année subséquente, sans augmenter les impôts, avec l'objectif d'avoir un meilleur contrôle sur les finances de la province et de réduire le recours aux transferts fédéraux.

Blaine Higgs a pris cet engagement en prononçant son premier discours sur l'état de la province depuis son assermentation comme premier ministre en novembre, jeudi soir, devant un auditoire du monde des affaires à Fredericton.

M. Higgs a fait valoir que l'équilibre budgétaire ne devrait pas être une «question partisane», mais plutôt un objectif fondamental du gouvernement.

Le gouvernement libéral précédent avait dégagé un léger excédent l'an dernier, le premier depuis dix ans.

Le Nouveau-Brunswick a une dette nette de 13,9 milliards \$, et M. Higgs affirme que la province verse sept cents sur chaque dollar de revenus d'impôt en intérêts.

M. Higgs a affirmé que la province dépendait trop des deniers publics pour maintenir l'économie en marche, et qu'il s'agissait d'une situation qui devait être corrigée.

«Nous voulons faire croître l'économie privée afin qu'elle puisse payer pour les services publics que nous voulons. Et nous pouvons faire payer moins d'impôt à tout le monde», a déclaré le premier ministre.

M. Higgs a fait état d'un sentiment d'urgence pour apporter des changements.

«Je vois une province qui a dit oui aux taxes et non à l'industrie si souvent que nous envoyons la nouvelle génération dans l'Ouest pour occuper des emplois que nous avons refusés ici, chez nous», a-t-il déclaré aux gens présents à Fredericton.

M. Higgs appelle à réduire la dépendance du Nouveau-Brunswick au financement fédéral. À l'heure actuelle, 36 pour cent du budget provincial provient de paiements de transfert fédéraux.

Il a fait valoir que cela signifie que d'énormes éléments de l'économie et le filet de sécurité sociale dépendent de décisions prises par d'autres.

Néanmoins, M. Higgs a dit qu'il appelait le gouvernement fédéral à soutenir les priorités qui font progresser la province, plutôt que d'affecter les fonds fédéraux aux coupures de ruban.

«Nous devons changer la conviction que chaque fois qu'Ottawa nous propose un projet de financement à 50/50, nous devons accepter le marché ou nous perdons de l'argent», a-t-il évoqué.

Ses propos interviennent juste un jour après l'abandon du financement des Jeux de la Francophonie de 2021 en raison de la montée en flèche des coûts et de la formule de financement d'Ottawa.

M. Higgs a également profité de son discours pour réitérer ses critiques à l'encontre du Québec, qui s'est opposé à la construction de l'oléoduc Énergie Est devant transporter du pétrole de l'Ouest vers une raffinerie et un terminal d'exportation au Nouveau-Brunswick.

Il a souligné que le Québec souhaitait examiner les lignes de transport pour leur permettre de vendre de l'électricité sur le marché de la Nouvelle-Angleterre.

«En tant que Canadien, je le veux aussi pour eux. Mais ce ne sera pas un truc à sens unique», a-t-il déclaré.

«Je m'attendrai à ce qu'ils soient également concernés par notre avenir économique.»

Higgs veut assurer l'équilibre budgétaire et la réduction des transferts (lactualite.com)

- <https://lactualite.com/actualites/2019/01/31/higgs-veut-assurer-lequilibre-budgetaire-et-la-reduction-des-transferts/>
- Le 31 janvier 2019

FREDERICTON — Le premier ministre conservateur du Nouveau-Brunswick s'engage envers l'équilibre budgétaire pour le présent exercice et l'année subséquente, sans augmenter les impôts, avec l'objectif d'avoir un meilleur contrôle sur les finances de la province et de réduire le recours aux transferts fédéraux.

Blaine Higgs a pris cet engagement en prononçant son premier discours sur l'état de la province depuis son assermentation comme premier ministre en novembre, jeudi soir, devant un auditoire du monde des affaires à Fredericton.

M. Higgs a fait valoir que l'équilibre budgétaire ne devrait pas être une «question partisane», mais plutôt un objectif fondamental du gouvernement.

Le gouvernement libéral précédent avait dégagé un léger excédent l'an dernier, le premier depuis dix ans.

Le Nouveau-Brunswick a une dette nette de 13,9 milliards \$, et M. Higgs affirme que la province verse sept cents sur chaque dollar de revenus d'impôt en intérêts.

M. Higgs a affirmé que la province dépendait trop des deniers publics pour maintenir l'économie en marche, et qu'il s'agissait d'une situation qui devait être corrigée.

«Nous voulons faire croître l'économie privée afin qu'elle puisse payer pour les services publics que nous voulons. Et nous pouvons faire payer moins d'impôt à tout le monde», a déclaré le premier ministre.

M. Higgs a fait état d'un sentiment d'urgence pour apporter des changements.

«Je vois une province qui a dit oui aux taxes et non à l'industrie si souvent que nous envoyons la nouvelle génération dans l'Ouest pour occuper des emplois que nous avons refusés ici, chez nous», a-t-il déclaré aux gens présents à Fredericton.

M. Higgs appelle à réduire la dépendance du Nouveau-Brunswick au financement fédéral. À l'heure

actuelle, 36 pour cent du budget provincial provient de paiements de transfert fédéraux.

Il a fait valoir que cela signifie que d'énormes éléments de l'économie et le filet de sécurité sociale dépendent de décisions prises par d'autres.

Néanmoins, M. Higgs a dit qu'il appelait le gouvernement fédéral à soutenir les priorités qui font progresser la province, plutôt que d'affecter les fonds fédéraux aux coupures de ruban.

«Nous devons changer la conviction que chaque fois qu'Ottawa nous propose un projet de financement à 50/50, nous devons accepter le marché ou nous perdons de l'argent», a-t-il évoqué.

Ses propos interviennent juste un jour après l'abandon du financement des Jeux de la Francophonie de 2021 en raison de la montée en flèche des coûts et de la formule de financement d'Ottawa.

M. Higgs a également profité de son discours pour réitérer ses critiques à l'encontre du Québec, qui s'est opposé à la construction de l'oléoduc Énergie Est devant transporter du pétrole de l'Ouest vers une raffinerie et un terminal d'exportation au Nouveau-Brunswick.

Il a souligné que le Québec souhaitait examiner les lignes de transport pour leur permettre de vendre de l'électricité sur le marché de la Nouvelle-Angleterre.

«En tant que Canadien, je le veux aussi pour eux. Mais ce ne sera pas un truc à sens unique», a-t-il déclaré.

«Je m'attends à ce qu'ils soient également concernés par notre avenir économique.»

Anglais

Province pulls funding to Francophonie Games committee (www.cbc.ca)

- <https://www.cbc.ca/news/canada/new-brunswick/province-pulls-funding-francophonie-games-1.4972073>
- le 9 janvier 2019

Final payment to group was made in December



A spokesperson for the Department of Tourism, Heritage and Culture confirmed that a final payment was made last month, but a spokesperson for the committee, Tracey Suley, said it is "currently operating" with "approved provincial funding for the entirety of the 2018-19 fiscal year." (Hussein Malla/Associated Press)

The Higgs government has cut off funding to the organizing committee for the trouble-plagued Francophonie Games.

A spokesperson for the Department of Tourism, Heritage and Culture confirmed that a final payment was made last month.

"In December 2018, the province made its last payment to the Comité national organisateur des Jeux de la Francophonie 2021," Stephanie Bilodeau said in an email statement.

"Given the uncertainty surrounding the future of the 2021 Francophonie Games in New Brunswick, no further payments to the organizing committee are currently scheduled from the provincial government."

But a spokesperson for the committee, Tracey Suley, said it is "currently operating" with "approved

provincial funding for the entirety of the 2018-19 fiscal year."

"We are still here ... and are awaiting the results of discussions between our funders," she said.

Radio-Canada reported on Dec. 6 that the organizing committee was seeking \$130 million for the 2021 Games, to be held in Moncton and Dieppe.

That budget is more than seven times the \$17-million cost estimate the province submitted in its bid.

Split funding agreement

Premier Blaine Higgs said in December that despite the ballooning cost, his Progressive Conservative government would not spend more than the original \$10 million it had committed.

The original plan was for the cities of Moncton and Dieppe to contribute \$750,000 each and the provincial and federal government would split the remainder of the cost.



Blaine Higgs has said the province will not contribute more than its initial offer of \$10 million. (CBC)

Higgs said in December the federal government would have to ante up the rest for the Games to proceed.

He also said "in the very near future" he would set a "cutoff date" by which Ottawa would have to commit more money or the Games would not go ahead.

He made the comments in the wake of his government's first capital budget, which trimmed more than \$200 million from infrastructure spending and cancelled several high-profile projects in an effort to eliminate the deficit.

On Wednesday, federal Intergovernmental Affairs Minister Dominic LeBlanc said Ottawa remains

"ready" to be a funding partner.

"Although we have not received a formal proposal from New Brunswick, we remain committed to working with the province to find a solution," LeBlanc said in a statement to Radio-Canada after meeting with New Brunswick Deputy Premier Robert Gauvin on Wednesday.

Liberals learned of higher price tag in 2017

Following the revelation of the higher cost estimate, five provincial appointees on the board of the organizing committee, appointed by the previous Liberal government, resigned.

Former Liberal cabinet minister Roger Melanson said last month the Gallant government first learned of the bloated \$130 million budget last April. They were told in October 2017 that the cost had reached \$45 million.

The Liberals decided in early 2018 to establish what Melanson called "safeguards." He said that included changing its funding for the committee from annual to monthly payments.



The Francophonie Games are the largest sporting and cultural event in the French-speaking world. (AFP/Issouf Sanogo)

But Bilodeau said the province has paid out its full \$930,000 contribution for the current 2018-19 fiscal year. The province gave the committee \$250,000 in 2017-18.

The committee's total budget for 2018-19 was \$1.7 million and the province said about \$2.65 million in costs had been incurred since 2015.

The initial \$17-million budget was based on a template provided by the International Organization of La Francophonie. It did not include a business plan or any amounts for potential infrastructure projects.

A consultant's report for the federal government said the cost of the Games could be trimmed to \$115 million, with a bare-bones version of the event possible for \$72 million.

Cancellation fees

If New Brunswick cancels the Games, it could be on the hook for millions more dollars.

Article 24 of the statutes of the Games' governing body, the Comité international des Jeux de la Francophonie, says a host government that cancels the event must cover any expenses incurred by the international committee.

New Brunswick was selected in 2016 to host the ninth edition of the Games, which take place under the auspices of La Francophonie, an international organization of 58 governments with connections to the French language.

New Brunswick and Quebec have "participating government" status within the organization.

The Games, open to New Brunswickers and Canadians regardless of the language they speak, would see about 3,000 participants take part in sport and cultural events in Moncton and Dieppe.

Paru aussi dans : nouzie.com, www.local.ca

- <https://nouzie.com/province-pulls-funding-to-francophonie-games-committee/>
- <https://www.local.ca/nb/moncton/news/>

[Traduction Google Translate]

Le paiement final au groupe a été effectué en décembre

Un porte-parole du ministère du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture a confirmé que le paiement final avait été effectué le mois dernier, mais une porte-parole du comité, Tracey Suley, a déclaré qu'il fonctionnait "actuellement" avec "un financement provincial approuvé pour la totalité de la période 2018- 19 exercice financier." (Hussein Malla / Associated Press)

Le gouvernement Higgs a coupé les fonds alloués au comité organisateur pour les Jeux de la Francophonie en proie à des problèmes.

Un porte-parole du ministère du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture a confirmé qu'un paiement final avait été effectué le mois dernier.

"En décembre 2018, la province a effectué son dernier versement au Comité national de l'organisation des Jeux de la Francophonie 2021", a déclaré Stephanie Bilodeau dans un communiqué par courrier électronique.

"Compte tenu des incertitudes entourant l'avenir des Jeux de la Francophonie de 2021 au Nouveau-Brunswick, aucun paiement supplémentaire au comité organisateur n'est actuellement prévu par le

gouvernement provincial."

Mais une porte-parole du comité, Tracey Suley, a déclaré que celui-ci "fonctionne actuellement" avec "un financement provincial approuvé pour la totalité de l'exercice 2018-2019".

"Nous sommes toujours là ... et attendons les résultats des discussions entre nos bailleurs de fonds", a-t-elle déclaré.

Le 6 décembre, Radio-Canada rapportait que le comité organisateur cherchait 130 millions de dollars pour les Jeux de 2021, qui se dérouleront à Moncton et à Dieppe.

Ce budget représente plus de sept fois les coûts estimés à 17 millions de dollars présentés par la province dans sa soumission.

Accord de financement fractionné

Le Premier ministre Blaine Higgs a déclaré en décembre qu'en dépit des coûts exorbitants, son gouvernement progressiste-conservateur ne dépenserait pas plus que les 10 millions de dollars qu'il avait engagés à l'origine.

À l'origine, les villes de Moncton et de Dieppe devaient verser 750 000 \$ chacune et les gouvernements provincial et fédéral se partageraient le reste des coûts.

Blaine Higgs a déclaré que la province ne contribuerait pas plus que son offre initiale de 10 millions de dollars. (CBC)

Higgs a déclaré qu'en décembre, le gouvernement fédéral devrait faire le reste pour que les Jeux se déroulent.

Il a également déclaré que "dans un avenir très proche", il fixerait une "date limite" avant laquelle Ottawa devrait engager plus d'argent ou que les Jeux ne se déroulent pas.

Il a fait ces commentaires à la suite du premier budget d'immobilisations de son gouvernement, qui a réduit de plus de 200 millions de dollars les dépenses en infrastructures et annulé plusieurs projets très en vue dans le but d'éliminer le déficit.

Mercredi, le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc, a déclaré qu'Ottawa était "prête" à être un partenaire financier.

"Bien que nous n'ayons pas reçu de proposition officielle du Nouveau-Brunswick, nous restons déterminés à travailler avec la province pour trouver une solution", a déclaré M. LeBlanc dans une déclaration à Radio-Canada après sa rencontre avec le vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick, Robert Gauvin, mercredi.

Les libéraux ont appris que les prix étaient plus élevés en 2017

À la suite de la révélation de l'estimation des coûts plus élevés, cinq membres du conseil d'administration nommés par le gouvernement provincial et nommés par le précédent gouvernement libéral ont démissionné.

L'ancien ministre libéral Roger Melanson a déclaré le mois dernier que le gouvernement Gallant avait

eu vent du budget démesuré de 130 millions de dollars en avril dernier. On leur a dit en octobre 2017 que le coût avait atteint 45 millions de dollars.

Au début de 2018, les libéraux ont décidé d'établir ce que Melanson a appelé des "garanties". Il a ajouté que cela incluait de modifier le financement du comité de paiements annuels à mensuels.

Les Jeux de la Francophonie sont le plus grand événement sportif et culturel de la francophonie. (AFP / Issouf Sanogo)

Mais Bilodeau a déclaré que la province avait versé sa contribution totale de 930 000 \$ pour l'exercice 2018-19 en cours. La province a donné 250 000 \$ au comité en 2017-2018.

Le budget total du comité pour 2018-2019 était de 1,7 million de dollars et la province a déclaré que des coûts d'environ 2,65 millions de dollars avaient été engagés depuis 2015.

Le budget initial de 17 millions de dollars était basé sur un modèle fourni par l'Organisation internationale de la Francophonie. Il n'incluait pas de plan d'affaires ni de montant pour des projets d'infrastructure potentiels.

Un rapport de consultant pour le gouvernement fédéral indiquait que le coût des Jeux pourrait être ramené à 115 millions de dollars, avec une version dépouillée de l'événement pouvant atteindre 72 millions de dollars.

Frais d'annulation

Si le Nouveau-Brunswick annule les Jeux, des millions de dollars supplémentaires pourraient lui être imputés.

Le Comité international des Jeux de la Francophonie, au titre de l'article 24 des statuts de l'organe directeur des Jeux, dispose qu'un gouvernement hôte qui annule l'événement doit couvrir les dépenses éventuelles du comité international.

Le Nouveau-Brunswick a été choisi en 2016 pour accueillir la neuvième édition des Jeux, qui se déroulent sous les auspices de la Francophonie, une organisation internationale de 58 gouvernements ayant des liens avec la langue française.

Le Nouveau-Brunswick et le Québec ont le statut de "gouvernement participant" au sein de l'organisation.

Les Jeux, ouverts aux Néo-Brunswickois et aux Canadiens quelle que soit leur langue, permettraient à environ 3 000 participants de prendre part à des manifestations sportives et culturelles à Moncton et à Dieppe.

New Brunswick cuts off funding for Francophonie Games organizing committee (globalnews.ca)

- <https://globalnews.ca/news/4832523/new-brunswick-2021-francophonie-games/>

• Le 9 janvier 2019



New Brunswick Premier Blaine Higgs listens on as Lieutenant Governor Jocelyne Roy Vienneau reads his government's Throne Speech at the New Brunswick Legislature in Fredericton, N.B., on Tuesday, Nov. 20, 2018.

THE CANADIAN PRESS/James West

The New Brunswick government has stopped funding the organizing committee of a scandal-plagued Francophonie Games.

Stephanie Bilodeauh, a spokesperson for the province's Department of Tourism, Heritage and Culture, said that the last payment to the organizing committee was made in December, 2018.

"Given the uncertainty surrounding the future of the 2021 Francophonie Games in New Brunswick, no further payments to the organizing committee are currently scheduled from the provincial government," she wrote in an email.

Bilodeauh added that the province had contributed \$250,000 for the 2017-18 fiscal year while a total of \$930,000 was disbursed in 2018 as of December 31.

A request for comment to the organizing committee was not immediately returned.

Premier Blaine Higgs told Global News on December 20 that the games "likely won't happen" after the revelation that the games costs had ballooned from an original estimate of \$17 million to \$130 million.



Higgs says the organizing committee has gone back to the drawing board to try and tackle the budget but isn't producing the numbers the province wants to see.

"The numbers that we have seen have gone up, not down. I mean, they're still in the \$100 million range, I think, and even higher," said Higgs.

"We're not going to resolve this in a financial term that will be acceptable. I think the decision is inevitable, really."

The situation has caused friction between the new provincial government and its federal counterparts.

The province had hoped that the federal government would be willing to pick up more of the tab. But with the federal government appearing unwilling to budge from its commitment to cover half of the games, and with the province only committing \$10 million, it's unlikely the numbers will add up.

Four members of the board of directors of the Francophonie Games resigned in December citing "undue controversy" that led them to believe they no longer had the confidence of the provincial government to continue their mandate.

With additional reporting from Morganne Campbell

[Traduction Google Translate]

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, à l'écoute de la lieutenant-gouverneur, Jocelyne Roy Vienneau, lit le discours du trône prononcé par son gouvernement à

l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick à Fredericton, N.-B., le mardi 20 novembre 2018.

LA PRESSE CANADIENNE / James West

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a cessé de financer le comité organisateur de Jeux de la Francophonie en proie à un scandale.

Stephanie Bilodeauoh, une porte-parole du ministère du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture de la province, a déclaré que le dernier versement au comité organisateur avait été effectué en décembre 2018.

«Compte tenu de l'incertitude entourant l'avenir des Jeux de la Francophonie de 2021 au Nouveau-Brunswick, aucun paiement supplémentaire au comité organisateur n'est actuellement prévu par le gouvernement provincial», a-t-elle écrit dans un courriel.

Bilodeauoh a ajouté que la province avait versé 250 000 \$ pour l'exercice 2017-2018 et qu'un total de 930 000 \$ avait été décaissé en 2018 au 31 décembre.

Une demande de commentaires au comité organisateur n'a pas été immédiatement renvoyée.

Le 20 décembre, le Premier ministre Blaine Higgs a déclaré à Global News que les jeux "n'auront probablement pas lieu" après la révélation que les coûts des jeux avaient grimpé en flèche, passant d'une estimation initiale de 17 à 130 millions de dollars.

Higgs dit que le comité d'organisation a recommencé à s'efforcer de s'attaquer au budget mais n'a pas produit les chiffres que la province souhaite voir.

«Les chiffres que nous avons vus ont augmenté, pas diminué. Je veux dire, ils sont toujours dans la fourchette de 100 millions de dollars, je pense, et même plus haut », a déclaré Higgs.

«Nous n'allons pas résoudre ce problème en termes financiers qui seront acceptables. Je pense que la décision est inévitable, vraiment. »

La situation a provoqué des frictions entre le nouveau gouvernement provincial et ses homologues fédéraux.

La province avait espéré que le gouvernement fédéral serait disposé à en assumer une plus grande part. Mais comme le gouvernement fédéral ne semble pas vouloir s'en tenir à son engagement de couvrir la moitié des matches et que la province n'engage que 10 millions de dollars, il est peu probable que les chiffres s'additionnent.

Quatre membres du conseil d'administration des Jeux de la Francophonie ont démissionné en décembre, invoquant une "controverse indue" qui les avait amenés à croire qu'ils n'avaient plus la confiance du gouvernement provincial pour poursuivre leur mandat.

Avec des reportages supplémentaires de Morganne Campbell

New Brunswick's linguistic divide is a microcosm of Canada (<http://theconversation.com>)

- <http://theconversation.com/new-brunswicks-linguistic-divide-is-a-microcosm-of-canada-109562>
- Le 9 janvier 2019

New Brunswick Premier Blaine Higgs is seen in this September 2018 photo. Higgs won a minority government, and must confront both language tensions and economic hardship in his province. THE CANADIAN PRESS/Andrew Vaughan

The fever pitch of this year's federal election conjecture and the obsession with the current political chaos in the United States may drown out the tale of government survival in one of Canada's smallest provinces.

The past few months have been remarkable in New Brunswick politics, filled with foreshadowing of the year to come. On Nov. 30, the Progressive Conservative throne speech was passed by a vote of 25-23 and the government finally won the confidence of the legislature — 67 days after the hotly contested September election.

As with most minority governments in recent memory, the drama did not end on that somewhat anti-climactic confidence vote. What happens now has similarities to some of the most familiar plotlines in Canadian politics.

The 2018 New Brunswick election resulted in the first minority government in the province since 1920. Two minor parties with historic results hold the balance of power (the three Green and three People's Alliance seats), and the party with the most seats (the PCs) lost the popular vote by five points to the second-place Liberals.

New Brunswick a microcosm

One of Canada's first four provinces, New Brunswick has traditionally represented a microcosm of Confederation's linguistic balancing act —and 2019 will find these efforts more politicized than ever.

Since 1960 and the first Acadian Premier Louis Robichaud, the balance has been fragile, often exasperated by the alignment of the two main political parties along linguistic and regional lines.

The Liberal Party is dominant in the mostly French-speaking, northern part of the province, while the Progressive Conservative Party relies on support in the mostly English, southern part of New Brunswick.

Canada's national language divide has hit a relative lull with the collapse of the Parti Quebécois and the Bloc Quebécois' efforts to rebuild. But now New Brunswick's language politics have vaulted ahead of the province's perpetual focus on its teetering economic crisis to potentially become the central political issue in 2019.

Except for a Liberal victory in Saint John Harbour (city councillor Gerry Lowe won by 11 votes in a result that is currently before the courts), the province is now split along linguistic Liberal and Conservative lines (notwithstanding the insurgent Green Party and People's Alliance Party's legislative presence).

For those outside New Brunswick, you are roughly in Liberal country on the Trans-Canada Highway

until you pull off to tour the Covered Bridge Chip factory in Hartland (former riding of long-serving Premier Richard Hatfield). Then you enter Tory ridings almost all the way to the Nova Scotia border except for another remarkable development from 2018 — multiple Green ridings, including Memramcook-Tantramar (home to Mount Allison University).

Minority governing

In this dramatically politically divided province, the challenge of governing in a minority situation has been compounded with political pitfalls and policy obstacles at every turn.

Heading into 2019 and the 50th anniversary of official bilingualism in the province, Premier Blaine Higgs faces two major decisions directly related to the language file: Hosting the 2021 Francophonie Games and the staffing of Ambulance NB.

Staffing shortages at Ambulance NB, aggravated by tragic accidents, have been a problem for months and became a key campaign issue, one that galvanized the People's Alliance and their supporters. At the heart of the controversy is a push for language requirements to take a back seat when it comes to filling paramedic jobs.



Kris Austin, head of the People's Alliance of New Brunswick, speaks to the media in October 2018. THE CANADIAN PRESS/James West

Soon after being sworn in, the PC government loosened bilingual hiring requirements in areas of the province where one language was dominant. While briefly placating People's Alliance leader Kris Austin, the decision almost cost Higgs his deputy premier and lone francophone cabinet minister Robert Gauvin.

News that the budget for the Francophonie Games had ballooned to almost seven times what was initially proposed did not emerge until after the Higgs government was sworn in, and it was a holdover issue from the former Liberal government of Brian Gallant.

Nonetheless, the ongoing issue puts the anglophone premier (and former member of the anti-official bilingualism Confederation of Regions Party) in the position of having to ponder the cancellation of the Francophonie Games to be hosted in Dieppe and Moncton.

Austerity measures

Higgs' decision will be made in light of a pledge to tighten the province's purse strings. The government began that process in December, decreasing the previous Liberal government's capital budget by 30 per cent.

As Higgs deals with the challenges of governing a bilingual province, he also faces the heat of creditors' threats to lower New Brunswick's credit rating.

And so as 2019 dawns, Higgs must address economic pressures in the midst of linguistic tensions.

The new premier should not only look to the lessons of his predecessors in the New Brunswick premier's office, but also to prime ministerial decision-making of the past, when Canada's leaders confronted myriad language crises amid economic turmoil. It's not just a New Brunswick tradition, but a well-established Canadian one.

[Traduction Google Translate]

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, est vu dans cette photo de septembre 2018. Higgs a remporté un gouvernement minoritaire et doit faire face aux tensions linguistiques et aux difficultés économiques de sa province. LA PRESSE CANADIENNE / Andrew Vaughan

La conjecture des élections fédérales de cette année et l'obsession du chaos politique actuel aux États-Unis risquent de nuire à la survie du gouvernement dans l'une des plus petites provinces du Canada.

Les derniers mois ont été remarquables dans la politique au Nouveau-Brunswick, remplis de préfigurations pour l'année à venir. Le 30 novembre, le discours du Trône du Parti progressiste-conservateur a été adopté à 25 voix contre 23 et le gouvernement a finalement gagné la confiance de l'Assemblée législative, 67 jours après les élections très disputées de septembre.

Comme dans la mémoire récente de la plupart des gouvernements minoritaires, le drame ne s'est pas arrêté sur ce vote de confiance quelque peu anti-climatique. Ce qui se passe actuellement présente des similitudes avec certaines des intrigues les plus connues de la politique canadienne.

Les élections de 2018 au Nouveau-Brunswick ont donné naissance au premier gouvernement minoritaire de la province depuis 1920. Deux partis mineurs avec des résultats historiques détiennent l'équilibre des forces (les trois sièges des Verts et trois de l'Alliance du peuple) et le parti ayant le plus de sièges (les PC) perdu le vote populaire par cinq points aux libéraux à la deuxième place.

Nouveau-Brunswick un microcosme

Le Nouveau-Brunswick, l'une des quatre premières provinces du Canada, représente traditionnellement un microcosme de l'équilibre linguistique de la Confédération. En 2019, ces efforts seront plus politisés que jamais.

Depuis 1960 et le premier ministre acadien, Louis Robichaud, l'équilibre est fragile, souvent exaspéré par l'alignement des deux principaux partis politiques sur des bases linguistiques et régionales.

Le Parti libéral domine dans la partie nord de la province, principalement francophone, alors que le Parti progressiste-conservateur compte sur un soutien dans la partie principalement anglophone du sud du Nouveau-Brunswick.

La fracture linguistique nationale du Canada a été relativement calme avec l'effondrement des efforts du Parti québécois et du Bloc québécois pour se reconstruire. Mais maintenant, les politiques

linguistiques du Nouveau-Brunswick ont devancé l'attention de la province sur sa crise économique, pour devenir potentiellement la question politique centrale en 2019.

À l'exception d'une victoire libérale dans le port de Saint John (le conseiller municipal Gerry Lowe a remporté par 11 voix, résultat qui est actuellement devant les tribunaux), la province est maintenant divisée entre les libéraux et les conservateurs linguistiques (contrairement aux partis insurgés du Parti vert et du Parti de l'alliance populaire). présence législative).

Pour ceux de l'extérieur du Nouveau-Brunswick, vous êtes à peu près dans le pays libéral sur la Transcanadienne jusqu'à ce que vous vous arrêtez pour visiter l'usine Covered Bridge Chip à Hartland (ancienne circonscription du premier ministre de longue date, Richard Hatfield). Ensuite, vous entrez dans les circonscriptions conservatrices presque jusqu'à la frontière de la Nouvelle-Écosse, à l'exception d'un autre développement remarquable à partir de 2018: plusieurs circonscriptions vertes, dont Memramcook-Tantramar (qui abrite l'Université Mount Allison).

Gouvernement minoritaire

Dans cette province extrêmement divisée sur le plan politique, le défi de gouverner en situation minoritaire s'est compliqué d'inconvénients politiques et d'obstacles politiques à chaque tournant.

En 2019 et le 50e anniversaire du bilinguisme officiel dans la province, le premier ministre, Blaine Higgs, fait face à deux décisions importantes directement liées au dossier linguistique: l'organisation des Jeux de la Francophonie de 2021 et la dotation en personnel d'Ambulance NB.

Les pénuries de personnel à Ambulance NB, aggravées par des accidents tragiques, posent problème depuis des mois et sont devenues un enjeu clé de la campagne, qui a galvanisé l'Alliance du peuple et ses partisans. Au cœur de la controverse, il y a une pression pour que les exigences linguistiques soient reléguées au second plan lorsqu'il s'agit de pourvoir des postes d'ambulancier paramédical.

Kris Austin, chef de l'Alliance des peuples du Nouveau-Brunswick, s'est adressé aux médias en octobre 2018. LA PRESSE CANADIENNE / James West

Peu de temps après avoir prêté serment, le gouvernement PC a assoupli les exigences en matière d'embauche bilingue dans les régions de la province où une langue était dominante. Tout en soulageant brièvement le dirigeant de l'Alliance populaire, Kris Austin, cette décision a presque coûté à Higgs son vice-premier ministre et seul ministre francophone du cabinet, Robert Gauvin.

La nouvelle que le budget des Jeux de la Francophonie avait presque sept fois augmenté par rapport à ce qui avait été proposé à l'origine n'a été annoncée qu'après l'assermentation du gouvernement Higgs. Il s'agissait d'un problème laissé par l'ancien gouvernement libéral de Brian Gallant.

Néanmoins, le problème actuel place le premier ministre anglophone (et ancien membre du parti anti-officiel de la Confédération des régions du bilinguisme) dans l'obligation de réfléchir à l'annulation des Jeux de la Francophonie qui se dérouleront à Dieppe et à Moncton.

Mesures d'austérité

La décision de Higgs sera prise à la lumière d'un engagement de resserrer les ficelles du sac à main de la province. Le gouvernement a entamé ce processus en décembre, réduisant de 30% le budget de

capital du gouvernement libéral précédent.

Tandis que Higgs fait face aux défis de gouverner une province bilingue, il doit également faire face à la lourde menace des créanciers de faire baisser la cote de crédit du Nouveau-Brunswick.

Et à l'aube de 2019, Higgs doit faire face aux pressions économiques au milieu des tensions linguistiques.

Le nouveau premier ministre devrait non seulement s'appuyer sur les leçons de ses prédécesseurs au bureau du premier ministre du Nouveau-Brunswick, mais aussi sur le processus décisionnel passé du premier ministre lorsque les dirigeants canadiens ont été confrontés à une myriade de crises linguistiques dans un contexte économique difficile. Ce n'est pas seulement une tradition du Nouveau-Brunswick, mais une tradition canadienne bien établie.

Must Read – New Brunswick has already cuts off funding for Francophonie Games organizing committee (9jabrainers.com.ng)

- <https://9jabrainers.com.ng/2019/01/10/must-read-new-brunswick-has-already-cuts-off-funding-for-francophonie-games-organizing-committee/>
- Le 10 janvier 2019



The Brunswick has finally cuts Off funding for Francophonie Games which is coming soon.

A request for comment to the organizing committee was not immediately returned.

Premier Blaine Higgs told Global News on December 20 that the games “likely won’t happen” after the revelation that the games costs had ballooned from an original estimate of \$17 million to \$130 million. Higgs says the organizing committee has gone back to the drawing board to try and tackle the budget but isn’t producing the numbers the province wants to see.



"The numbers that we have seen have gone up, not down. I mean, they're still in the \$100 million range, I think, and even higher," said Higgs.

"We're not going to resolve this in a financial term that will be acceptable. I think the decision is inevitable, really."

The situation has caused friction between the new provincial government and its federal counterparts. The province had hoped that the federal government would be willing to pick up more of the tab. But with the federal government appearing unwilling to budge from its commitment to cover half of the games, and with the province only committing \$10 million, it's unlikely the numbers will add up.

Four members of the board of directors of the Francophonie Games resigned in December citing "undue controversy" that led them to believe they no longer had the confidence of the provincial government to continue their mandate.

[Traduction Google Translate]

Le Brunswick a finalement coupé le financement pour les Jeux de la Francophonie, qui arrive bientôt.

Une demande de commentaires au comité organisateur n'a pas été immédiatement renvoyée.

Le Premier ministre Blaine Higgs a déclaré à Global News le 20 décembre que les jeux "n'auront probablement pas lieu" après la révélation que les coûts des jeux avaient grimpé en flèche, passant d'une estimation initiale de 17 millions à 130 millions de dollars. Higgs dit que le comité organisateur est retourné au dessin Conseil d'essayer de s'attaquer au budget, mais ne produit pas les chiffres que

la province veut connaître.

«Les chiffres que nous avons vus ont augmenté, pas diminué. Je veux dire, ils sont toujours dans la fourchette de 100 millions de dollars, je pense, et même plus haut », a déclaré Higgs.

«Nous n'allons pas résoudre ce problème en termes financiers qui seront acceptables. Je pense que la décision est inévitable, vraiment. »

La situation a provoqué des frictions entre le nouveau gouvernement provincial et ses homologues fédéraux. La province avait espéré que le gouvernement fédéral serait disposé à en assumer une plus grande part. Mais comme le gouvernement fédéral ne semble pas vouloir s'en tenir à son engagement de couvrir la moitié des matches et que la province n'engage que 10 millions de dollars, il est peu probable que les chiffres s'additionnent.

Quatre membres du conseil d'administration des Jeux de la Francophonie ont démissionné en décembre, invoquant une "controverse induite" qui les avait amenés à croire qu'ils n'avaient plus la confiance du gouvernement provincial pour poursuivre leur mandat.

Province's 'last payment' for Francophonie Games just final instalment of 2018-19 funding (www.cbc.ca)

- <https://www.cbc.ca/news/canada/new-brunswick/higgs-government-francophonie-games-1.4973716>
- Le 11 janvier 2019

The province made its last payment to the committee in December



The Higgs government says it can't afford to pay its share of the larger price tag for the Francophonie Games and is refusing to commit more than \$10 million. (CBC)

The Higgs government now says it has not cut off money to the organizing committee of the

Francophonie Games, and that what it called a "last" payment in December was simply the scheduled final instalment of funding for the fiscal year 2018-19.

Spokesperson Stephanie Bilodeau confirmed that payments were set to stop in December, three months before the end of the fiscal year on March 31, because of a decision by the previous Liberal government.

"The December payment was always going to be the 'last' payment for 2018-19," she said.

Bilodeau said in an email statement on Wednesday that the province made "its last payment" to the committee in December, and because of uncertainty about the future of the Games, "no further payments ... are currently scheduled."

Thursday she said new requests for further funding "would be considered as part of the upcoming process for the 2019-2020 budget year," depending on the fate of the Games.

The event, set for Moncton and Dieppe in 2021, may be cancelled because the original \$17-million cost estimate has ballooned to \$130 million.

The new Progressive Conservative government said it can't afford to pay its share of the larger total and is refusing to commit more than \$10 million.

But December's "last" payment of provincial funding to the organizing committee did not reflect a decision to cut off its money, Bilodeau said.

The province budgeted \$930,000 for the committee's operations for 2018-19 but paid it out in nine monthly instalments from April to December.



New Brunswick was selected in 2016 to host the ninth edition of the Francophonie Games.
(AFP/Issouf Sanogo)

That was because of a decision by the previous Liberal government to shift funding to monthly payments last spring after it learned of the soaring cost estimates. Former Liberal cabinet minister Roger Melanson called it a "safeguard."

The nine monthly payments were to run from April to December because the Liberals wanted a solution to the growing costs by the end of 2018, committee spokesperson Tracey Suley confirmed.

Bilodeau said there was never any question of the new government withholding the December instalment after it learned of the problems.

She said her reference Wednesday to "no further payments" being "currently scheduled" was about the remainder of the 2018-19 fiscal year.

Federal government 'committed' to finding solution

If the province decides to go ahead with the Games, more funding for the organizing committee would likely be part of the provincial budget for 2019-20. But it's not clear that will happen.

The original plan was for the cities of Moncton and Dieppe to contribute \$750,000 each and the provincial and federal government would split the remainder of the cost. But Higgs wants Ottawa to cover all the cost overruns.

Federal cabinet minister Dominic LeBlanc said Wednesday he met with Higgs's deputy premier, Robert Gauvin, and "we remain committed to working with the province to find a solution."

But LeBlanc has said the Trudeau government wants Higgs to pay an equal share of the increased cost, something the PC premier has ruled out.



Federal cabinet minister Dominic LeBlanc said the Trudeau government wants the Higgs government to pay an equal share of the increased cost of the Francophonie Games. (Radio-Canada)

Higgs also said in December that "in the very near future" he would set a "cutoff date" by which Ottawa would have to commit more money or the Games would not go ahead.

A spokesperson for federal Sports Minister Kirsty Duncan said Ottawa had budgeted about \$1 million for the organizing committee this year and has paid out \$655,079. A final instalment will be paid by the end of March.

New Brunswick's original cost estimate of \$17 million, included in the province's 2016 bid when Liberal Premier Brian Gallant was in power, was based on a template provided by the International Organization of La Francophonie.

It did not include a business plan or any amounts for potential infrastructure projects.

A consultant's report for the federal government said the cost of the Games could be trimmed to \$115 million, with a bare-bones version possible for \$72 million.

New Brunswick was selected in 2016 to host the ninth edition of the Games, which take place under the auspices of La Francophonie, an international organization of 58 governments with connections to the French language.

New Brunswick and Quebec have "participating government" status within the organization.

The Games, open to New Brunswickers and Canadians regardless of the language they speak, would see about 3,000 participants take part in sport and cultural events in Moncton and Dieppe.

Province sets deadline for signal the Francophonie Games can be saved (www.cbc.ca)

- <https://www.cbc.ca/news/canada/new-brunswick/francophonie-games-update-1.4978580>
- Le 15 janvier 2019

Cost of games ballooned to \$130 million from \$17 million



Deputy premier Robert Gauvin earlier described the Francophonie Games as a chance for New Brunswick 'to shine.' (CBC)

The New Brunswick government has set a deadline of Jan. 30 for Ottawa and the province to "develop funding options" to save the troubled 2021 Francophonie Games.

Deputy premier Robert Gauvin says he has written to the four governments who are partners in the games, including the cities of Moncton and Dieppe, but that it's really up to the federal government to save the games.

In a recent meeting with federal cabinet minister Dominic LeBlanc, "I was very encouraged," Gauvin said.

"I saw a glimmer of hope for the 2021 Francophonie Games that we haven't seen for a while."

The Blaine Higgs government doesn't need money on the table by Jan. 30, but "we just want the intentions," Gauvin said. "We want to know if all the financial partners want to go ahead. ... If we're not going forward, we need to know sooner than later."

Without "positive intentions" by Jan. 30, the province would have to take steps to cancel the games,

he said.

Until now, LeBlanc has been adamant that the federal government would only pay its original share of roughly half the total games budget.

With the cost of the event ballooning from \$17 million in the original 2016 bid to \$130 million last year, the province's share would be far beyond the original \$10 million it planned to spend — a figure Gauvin said remains firm.

But he said LeBlanc suggested to him at their meeting that the federal government may be willing to pay more.

"They were not closed to the idea of maybe revisiting the financial situation of the games and the way Ottawa puts money in the games for this situation," he said. "I can't say yes, but I didn't get a yes, but I definitely did not get a no."



Intergovernmental Affairs Minister Dominic LeBlanc said Tuesday the province has not submitted a concrete proposal to federal officials. (CBC)

LeBlanc, however, issued a written statement reiterating that it's Ottawa's "long-standing policy" to match provincial funding "dollar-for-dollar."

And he said that despite a positive meeting last week, the province has not submitted a concrete proposal to federal officials, only an ultimatum.

"If the Conservatives are serious about their willingness to host the Jeux de la Francophonie, we expect them to put forward a formal plan that does not leave federal dollars on the table," said

LeBlanc's statement.

"New Brunswickers deserve honesty from their provincial government if it intends to cancel these games."

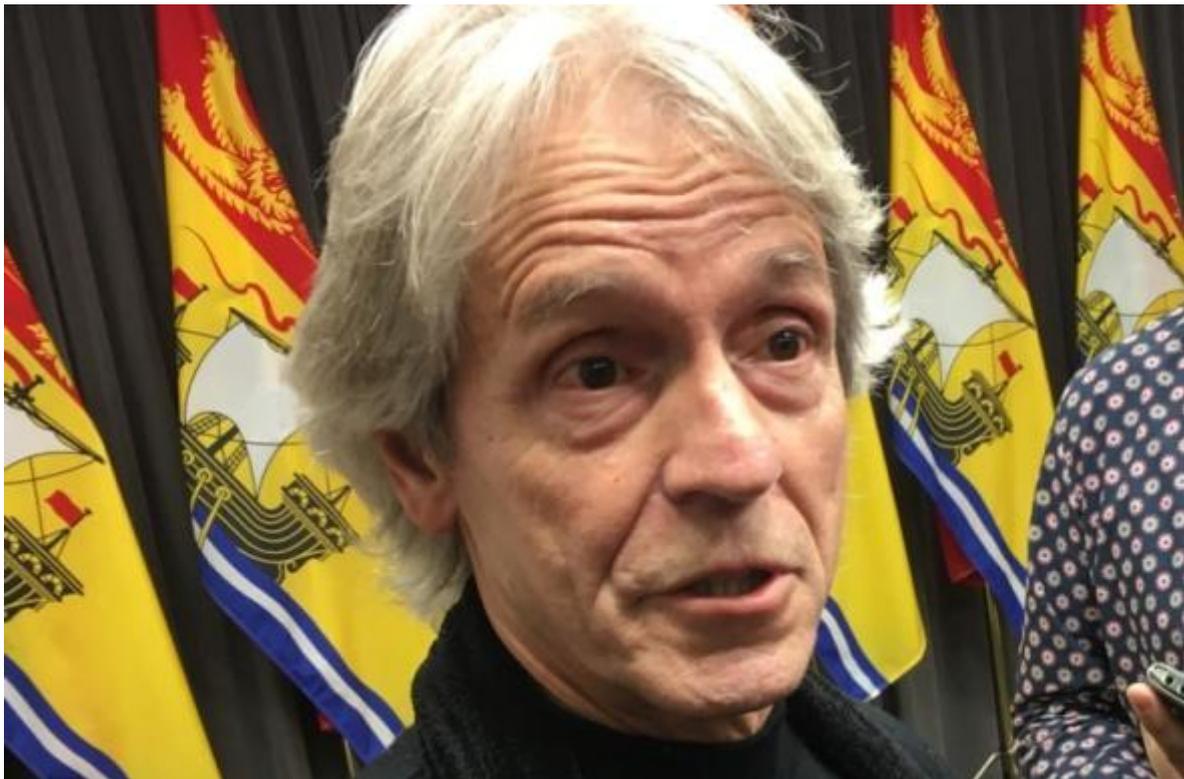
Games could be \$80M

The \$130 million for the 2021 games, to be held in Moncton and Dieppe, includes a range of other costs, including potential infrastructure projects, not in the original bid.

The initial \$17 million estimate was based on a template from the International Organization of La Francophonie. It did not include a business plan or any amounts for potential infrastructure projects.

Gauvin said Tuesday the latest revised figure he's heard for the potential cost of the games is \$80 million.

The original plan was for the cities of Moncton and Dieppe to contribute \$750,000 each and the provincial and federal government would split the remainder of the cost. Gauvin said Tuesday the two cities "were quite clear with their intentions" to not go above that.



Philippe Beaulieu of the Association of Professional Acadian Artists said he hopes the federal government will back down. (Jacques Poitras/CBC)

Philippe Beaulieu of the Association of Professional Acadian Artists welcomed Gauvin's comments and said he hopes the federal government will back down.

"It would be nice for a small province like ours to have the federal government rethink its formula,"

he said, suggesting Ottawa cover 80 per cent and the province 20.

"It would make it a lot more viable for small provinces to make their mark on the world stage."

'We will fight against it'

Even with games pared down to Gauvin's \$80-million figure, that would leave the province spending \$16 million, a figure unacceptable to People's Alliance Leader Kris Austin.

"Spending tens of millions of dollars on games of any type is not proper fiscal management," he told reporters.

The Higgs minority government depends on the support of the three-member Alliance caucus to stay in power, but Austin warned that if the PCs allocate more than \$10 million, "we will fight against it."

Asked if that meant voting against a provincial budget — which would trigger an election — Austin warned the Tories, "They don't want to put it in the budget, that's all I'll say."

Opposition Liberal MLA Monique LeBlanc attended Gauvin's news conference Tuesday but slipped away before reporters could speak to her. A spokesperson said she would not comment until Jan. 31.



New Brunswick was selected in 2016 to host the ninth edition of the Francophonie Games. (CBC)

Green Leader David Coon said it was good for the province to set a deadline and called on Ottawa to pick up the balance of the cost.

The province gave the organizing committee \$930,000 for its operations this year.

New Brunswick was selected in 2016 to host the ninth edition of the games, which take place under the auspices of La Francophonie, an international organization of 58 governments with connections to the French language.

New Brunswick and Quebec have "participating government" status within the organization.

The games, open to New Brunswickers and Canadians regardless of the language they speak, would see about 3,000 participants take part in sport and cultural events in Moncton and Dieppe.

Higgs has called for a rethink of how the games are organized with Ottawa playing a greater role. He has argued that a large international event is beyond the ability of a small provincial government to organize.

Paru aussi dans: navva.org, shilfa.com, vaaju.com

- <https://navva.org/canada/canada/province-determines-deadline-for-signal-that-the-francophonie-games-can-be-saved/>
- <https://shilfa.com/canada/the-province-has-set-a-deadline-for-the-signals-of-the-francophone-games-to-be-saved/>
- <https://vaaju.com/canada/province-sets-deadline-for-signal-francophonie-games-can-be-saved/>

[Traduction Google Translate]

Le coût des jeux a grimpé de \$ 17 millions à 130 millions de dollars

Le vice-premier ministre Robert Gauvin a décrit plus tôt les Jeux de la Francophonie comme une occasion pour le Nouveau-Brunswick de «briller». (CBC)

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a fixé au 30 janvier le jour limite à Ottawa et à la province pour "élaborer des options de financement" afin de sauver les Jeux en difficulté de la Francophonie de 2021.

Le vice-premier ministre Robert Gauvin a écrit qu'il avait écrit aux quatre gouvernements partenaires des jeux, y compris les villes de Moncton et de Dieppe, mais que c'était vraiment au gouvernement fédéral de sauver les jeux.

Lors d'une récente réunion avec le ministre fédéral Dominic LeBlanc, "j'ai été très encouragé", a déclaré Gauvin.

"J'ai vu une lueur d'espoir pour les Jeux de la Francophonie de 2021 que nous n'avions pas vue depuis un moment."

Le gouvernement Blaine Higgs n'a pas besoin d'argent avant le 30 janvier, mais "nous voulons seulement les intentions", a déclaré Gauvin. "Nous voulons savoir si tous les partenaires financiers veulent aller de l'avant. Si nous n'allons pas de l'avant, nous devons le savoir plus tôt que plus tard."

Sans "intentions positives" avant le 30 janvier, la province devrait prendre des mesures pour annuler les matchs, a-t-il déclaré.

Jusqu'à présent, LeBlanc a insisté sur le fait que le gouvernement fédéral ne paierait que sa part originale d'environ la moitié du budget total des jeux.

Le coût de l'événement étant passé de 17 millions de dollars dans l'offre initiale de 2016 à 130 millions de dollars l'année dernière, la part de la province dépasserait de loin les 10 millions de dollars qu'elle prévoyait de dépenser - un chiffre que Gauvin affirme rester ferme.

Mais il a dit que LeBlanc lui avait suggéré lors de leur réunion que le gouvernement fédéral serait peut-être prêt à payer plus.

"Ils n'étaient pas fermés à l'idée de peut-être revoir la situation financière des jeux et la façon dont Ottawa investit dans les jeux pour cette situation", a-t-il déclaré. "Je ne peux pas dire oui, mais je n'ai pas eu un oui, mais je n'ai absolument pas eu un non."

Le ministre des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc, a déclaré mardi que la province n'avait pas soumis de proposition concrète à des responsables fédéraux. (CBC)

LeBlanc, cependant, a publié une déclaration écrite réitérant qu'il s'agissait de la "politique de longue date" d'Ottawa visant à égaler le financement provincial "un dollar pour un dollar".

Et il a ajouté que malgré une réunion positive la semaine dernière, la province n'avait pas soumis de proposition concrète à des fonctionnaires fédéraux, mais seulement un ultimatum.

"Si les conservateurs veulent vraiment accueillir les Jeux de la Francophonie, nous nous attendons à ce qu'ils présentent un plan officiel qui ne laisse pas les fonds fédéraux sur la table", a déclaré le président LeBlanc.

"Les Néo-Brunswickois méritent l'honnêteté de leur gouvernement provincial s'il entend annuler ces jeux."

Les jeux pourraient coûter 80 millions de dollars

Les 130 millions de dollars pour les jeux de 2021, qui se dérouleront à Moncton et à Dieppe, incluent une gamme d'autres coûts, notamment des projets d'infrastructure potentiels, qui ne figuraient pas dans la soumission initiale.

L'estimation initiale de 17 millions de dollars était fondée sur un modèle de l'Organisation internationale de la Francophonie. Il n'incluait pas de plan d'affaires ni de montant pour des projets d'infrastructure potentiels.

Gauvin a déclaré mardi que le dernier chiffre révisé annoncé pour le coût potentiel des jeux est de 80 millions de dollars.

À l'origine, les villes de Moncton et de Dieppe devaient verser 750 000 \$ chacune et les gouvernements provincial et fédéral se partageraient le reste des coûts. M. Gauvin a déclaré mardi que les deux villes "étaient tout à fait claires avec leur intention" de ne pas dépasser cela.

Philippe Beaulieu de l'Association des artistes professionnels acadiens a déclaré qu'il espérait que le gouvernement fédéral se retirerait. (Jacques Poitras / CBC)

Philippe Beaulieu de l'Association des artistes professionnels acadiens a bien accueilli les commentaires de Gauvin et a déclaré qu'il espérait que le gouvernement fédéral se retirerait.

"Ce serait bien pour une petite province comme la nôtre que le gouvernement fédéral repense sa formule", a-t-il déclaré, suggérant qu'Ottawa couvrirait 80% des cas et que la province 20.

"Il serait beaucoup plus viable pour les petites provinces de se faire une place sur la scène mondiale."

"Nous allons nous battre contre cela"

Même avec des jeux réduits au chiffre de 80 millions de dollars de Gauvin, cela laisserait la province dépenser 16 millions de dollars, chiffre inacceptable pour le chef de l'Alliance du peuple, Kris Austin.

"Dépenser des dizaines de millions de dollars pour des jeux de toutes sortes n'est pas une gestion fiscale appropriée", a-t-il déclaré à la presse.

Le gouvernement minoritaire Higgs dépend du soutien du caucus de l'Alliance, composé de trois membres, pour rester au pouvoir, mais M. Austin a averti que si les PJ allouaient plus de 10 millions de dollars, "nous lutterons contre cela".

Lorsqu'on lui a demandé si cela impliquait de voter contre un budget provincial, ce qui déclencherait des élections, Austin a averti les conservateurs: "Ils ne veulent pas l'inclure dans le budget, c'est tout ce que je vais dire."

La députée libérale de l'opposition, Monique LeBlanc, a assisté à la conférence de presse de Gauvin mardi, mais elle s'est échappée avant que les journalistes puissent lui parler. Une porte-parole a déclaré qu'elle ne ferait aucun commentaire avant le 31 janvier.

Le Nouveau-Brunswick a été sélectionné en 2016 pour accueillir la neuvième édition des Jeux de la Francophonie. (CBC)

Le chef vert, David Coon, a déclaré qu'il était bon que la province fixe une date limite et a demandé à Ottawa d'assumer le reste des coûts.

La province a donné 930 000 \$ au comité organisateur pour son fonctionnement cette année.

Le Nouveau-Brunswick a été choisi en 2016 pour accueillir la neuvième édition des jeux, qui se déroulent sous les auspices de la Francophonie, une organisation internationale de 58 gouvernements ayant des liens avec la langue française.

Le Nouveau-Brunswick et le Québec ont le statut de "gouvernement participant" au sein de l'organisation.

Les jeux, ouverts aux Néo-Brunswickois et aux Canadiens quelle que soit leur langue, permettraient à environ 3 000 participants de prendre part à des événements sportifs et culturels à Moncton et à Dieppe.

Higgs a appelé à repenser la manière dont les jeux sont organisés, Ottawa jouant un rôle plus important. Il a fait valoir qu'un grand événement international dépasse la capacité d'organisation d'un petit gouvernement provincial.

New Brunswick government issues funding ultimatum for the Francophonie Games (globalnews.ca)

- <https://globalnews.ca/news/4848707/new-brunswick-government-francophonie/>
- Le 15 janvier 2019



WATCH: Organizers of the Francophonie Games now have 15 days to come up with a new funding model. The province is firm that its commitment to the games is capped at \$10 million, saying without a new plan, the 2021 games will not happen. Morganne Campbell explains.

The New Brunswick government has issued an ultimatum to the organizers of the scandal-plagued 2021 Francophonie Games: figure out how to fund the games with a maximum contribution of \$10 million from the province by the end of the month or there will be no games.

Robert Gauvin, the Minister of Tourism, Heritage, and Culture and the only Francophone PC MLA, delivered the message at a press conference on Tuesday.

“We believe that hosting an international sporting event of this calibre would be an incredible opportunity for the province,” Gauvin said.

“However, we are concerned about the increased cost to host the games.”

The games came under scrutiny by the government of Premier Blaine Higgs after it came to light that the games’ costs had ballooned from an original estimate of \$17 million to \$130 million.

Other organizations funding the games include the federal Department of Science and Sport, as well as the cities of Moncton, N.B., and Dieppe, N.B.

Gauvin said that the provincial government will not provide more than \$10 million and that it is hoping the costs will come in at approximately \$80 million.



The federal government remains steadfast in its commitment to picking up the tab on half of the games' costs — whatever they may be.

“We remain committed to working with them to find a solution. It was the Government of New Brunswick that put forward the bid for these games, and, per our hosting policy, we remain ready to be a partner,” wrote Minister Dominic LeBlanc in an email to Global News in December.

That leaves a large question on who will cover the remaining costs.

“As minister, it is my hope that all the partners can work together and identify funding solutions to allow the games to move forward,” said Gauvin on Tuesday.

“Unfortunately, if a solution cannot be found, the province will be unable to host the games.”

WATCH: N.B. cuts off funding for Francophonie Games organizing committee



The original bid for the games would have seen the provincial and federal governments paying up to \$10 million each, with the two host municipalities, Moncton and Dieppe, paying \$750,000 each and balance coming from ticket sales.

However, a federal consultant's report pegged a reasonable cost at between \$72 million and \$115 million.

People's Alliance Leader Kris Austin said New Brunswick can't afford to pay more than it has already committed because the province is already struggling to pay for health care and education.

He said the province should back out of the Games unless the federal government bails out the event.

"This is why paying even a small portion of this or any cultural and sporting event is an irresponsible, wasteful use of taxpayers' money," Austin said in a statement.

Green party Leader David Coon has called for a legislature committee to find out why costs soared – and to offer a solution.

Tracy Suley, director of communications for the Francophone Games, said the organization "remains confident" that they'll secure funding.

"[The Francophonie Games] remains confident that an agreement can be reached in order to deliver financially responsible games that provide a world class experience for its participants, offer economic benefit as well solidifies NB's position on the world stage," Suley wrote in a statement.

Four members of the board of directors of the Francophonie Games resigned in December citing "undue controversy" that led them to believe they no longer had the

confidence of the provincial government to continue their mandate.

More than 3,000 athletes and artists are expected to attend from more than 50 member states that have French as a common language – though speaking French is not a requirement for participants.

New Brunswick is one of 84 member states and governments that belong to the International Organization of the Francophonie.

The ninth Games of La Francophonie, awarded to the province in 2015, are scheduled to be held from Friday, July 23 to Sunday, Aug. 1, 2021.

The Games include eight sporting events and 12 cultural events, including singing, storytelling, traditional dance, poetry, painting, photography and sculpture.

The Games, which Canada hosted in the Ottawa-Gatineau area in 2001, are held every four years in the year following the Olympic Summer Games.

With files from The Canadian Press

Paru aussi dans: power97.com, www.newslocker.com

- <https://power97.com/news/4848707/new-brunswick-government-francophonie/>
- <http://www.newslocker.com/en-ca/region/montreal/new-brunswick-government-issues-funding-ultimatum-for-the-francophonie-games/view/>

[Traduction Google Translate]

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick publie un ultimatum pour le financement des Jeux de la Francophonie (globalnews.ca)

WATCH: Les organisateurs des Jeux de la Francophonie ont maintenant 15 jours pour proposer un nouveau modèle de financement. La province est convaincue que son engagement envers les jeux est plafonné à 10 millions de dollars, affirmant que sans un nouveau plan, les jeux de 2021 ne se produiront pas. Morganne Campbell explique.

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a lancé un ultimatum aux organisateurs des Jeux de la Francophonie de 2021 en proie au scandale: déterminez comment financer les jeux grâce à une contribution maximale de 10 millions de dollars de la province d'ici la fin du mois ou à l'absence de jeux.

Robert Gauvin, ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture et seul député provincial francophone du PC, a prononcé le message lors d'une conférence de presse mardi.

«Nous croyons qu'organiser un événement sportif international de ce calibre constituerait une opportunité incroyable pour la province», a déclaré Gauvin.

"Cependant, nous sommes préoccupés par l'augmentation des coûts liés à l'organisation des

jeux."

Le gouvernement du Premier ministre, Blaine Higgs, a examiné les jeux après avoir constaté que les coûts des jeux avaient grimpé en flèche, passant d'une estimation initiale de 17 à 130 millions de dollars.

Le ministère fédéral de la Science et des Sports, ainsi que les villes de Moncton, N.-B., et Dieppe, N.B.

M. Gauvin a déclaré que le gouvernement provincial ne fournirait pas plus de 10 millions de dollars et qu'il espérait que les coûts s'élèveraient à environ 80 millions de dollars.

Le gouvernement fédéral demeure résolu à assumer la moitié des coûts des jeux, quels qu'ils soient.

«Nous restons déterminés à travailler avec eux pour trouver une solution. C'est le gouvernement du Nouveau-Brunswick qui a présenté sa candidature pour ces jeux et, conformément à notre politique en matière d'hébergement, nous restons prêts à être un partenaire », a écrit le ministre Dominic LeBlanc dans un courriel adressé à Global News en décembre.

Cela laisse une grande question sur qui couvrira les coûts restants.

«En tant que ministre, j'espère que tous les partenaires pourront travailler ensemble et identifier des solutions de financement pour permettre aux jeux d'aller de l'avant», a déclaré Gauvin mardi.

«Malheureusement, si aucune solution ne peut être trouvée, la province ne pourra pas accueillir les jeux.»

WATCH: N.B. coupe les fonds pour le comité d'organisation des Jeux de la Francophonie

La candidature initiale pour les jeux aurait vu les gouvernements provincial et fédéral payer chacun jusqu'à 10 millions de dollars, les deux municipalités hôtes, Moncton et Dieppe, déboursant 750 000 \$ chacune et le solde provenant de la vente de billets.

Cependant, le rapport d'un consultant fédéral indiquait un coût raisonnable entre 72 et 115 millions de dollars.

Le chef de l'alliance populaire, Kris Austin, a déclaré que le Nouveau-Brunswick ne pouvait pas se permettre de payer plus que ce qu'il s'était engagé, car la province avait déjà du mal à payer pour les soins de santé et l'éducation.

Il a ajouté que la province devrait se retirer des Jeux à moins que le gouvernement fédéral ne renonce à la compétition.

"C'est pourquoi payer même une petite partie de cet événement culturel ou sportif est une utilisation irresponsable et inutile de l'argent des contribuables", a déclaré Austin dans un communiqué.

Le chef du parti vert, David Coon, a appelé à la création d'un comité de la législature chargé

de comprendre pourquoi les coûts ont grimpé en flèche et de proposer une solution.

Tracy Suley, directrice des communications pour les Jeux de la Francophonie, a déclaré que l'organisation «reste confiante» d'obtenir des fonds.

«[Les Jeux de la Francophonie] demeurent convaincus qu'un accord peut être conclu afin de proposer des jeux financièrement responsables offrant une expérience de calibre mondial à ses participants, offrant un avantage économique et renforçant la position du N.-B. sur la scène mondiale», a déclaré Suley dans un communiqué. .

Quatre membres du conseil d'administration des Jeux de la Francophonie ont démissionné en décembre, invoquant une "controverse induite" qui les avait amenés à croire qu'ils n'avaient plus la confiance du gouvernement provincial pour poursuivre leur mandat.

Plus de 3 000 athlètes et artistes sont attendus dans plus de 50 États membres ayant le français comme langue commune - bien que parler français ne soit pas une obligation pour les participants.

Le Nouveau-Brunswick est l'un des 84 États membres et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Les neuvièmes Jeux de la Francophonie, attribués à la province en 2015, se dérouleront du vendredi 23 juillet au dimanche 1er août 2021.

Les Jeux comprennent huit événements sportifs et 12 événements culturels, notamment le chant, la narration, la danse traditionnelle, la poésie, la peinture, la photographie et la sculpture.

Les Jeux, que le Canada a accueillis dans la région d'Ottawa-Gatineau en 2001, ont lieu tous les quatre ans l'année suivant les Jeux olympiques d'été.

Avec des dossiers de la presse canadienne

Francophonie Games partners urged to develop funding options by Jan. 30 (www2.gnb.ca)

- https://www2.gnb.ca/content/gnb/en/news/news_release.2019.01.0014.html
- Le 15 janvier 2019

FREDERICTON (GNB) – The minister responsible for La Francophonie, Robert Gauvin, announced today that the provincial government has written to the partners of the 2021 Games of La Francophonie, urging them to work together to develop funding options by Jan. 30 that would see the games proceed.

In addition to the provincial government, the funding partners include the federal Department of Science and Sport, as well as the cities of Moncton and Dieppe.

“Our government learned about the Francophonie Games file in November,” said Gauvin. “We believe that hosting an international sporting event of this calibre would be an incredible opportunity for the province. However, we are concerned about the increased cost to host the games.”

Gauvin reiterated the province’s commitment to invest a maximum of \$10 million towards the Games. He said he believes the federal government’s funding formula to support major sporting events is inadequate.

“As minister, it is my hope that all the partners can work together and identify funding solutions to allow the games to move forward,” said Gauvin. “Unfortunately, if a solution cannot be found, the province will be unable to host the games.”

The ninth Games of La Francophonie were awarded to New Brunswick in 2015, to be held in the Moncton and Dieppe area in summer 2021. New Brunswick is one of 84 member states and governments of the International Organization of the Francophonie. The games are the largest sporting and cultural event of the Francophonie dedicated to youth. They are held every four years in the year following the Olympic Summer Games.

Les partenaires des Jeux de la Francophonie sont invités à élaborer des possibilités de financement d’ici le 30 janvier (www2.gnb.ca)

- <https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/nouvelles/communiqu2019.01.0014.html>
- Le 15 janvier 2019

FREDERICTON (GNB) – Le ministre responsable de la Francophonie, Robert Gauvin, a annoncé, aujourd’hui, que le gouvernement provincial a écrit aux partenaires des Jeux de la Francophonie de 2021 pour les encourager vivement à travailler ensemble pour élaborer des possibilités de financement d’ici le 30 janvier afin que les jeux puissent avoir lieu.

En plus du gouvernement provincial, les partenaires financiers comprennent le ministère fédéral des Sciences et des Sports ainsi que les villes de Moncton et Dieppe.

« Notre gouvernement a été informé du dossier des Jeux de la Francophonie en novembre, a déclaré M. Gauvin. Nous croyons qu’organiser un événement sportif international d’une telle envergure représenterait une occasion incroyable pour la province. Cependant, nous sommes préoccupés par l’augmentation des coûts relatifs à l’organisation des jeux. »

M. Gauvin a réaffirmé l’engagement du gouvernement provincial d’investir une somme maximale de 10 millions de dollars dans les jeux. Il a indiqué qu’il croit que la formule de financement du gouvernement fédéral visant à appuyer les grands événements sportifs est inadéquate.

« En tant que ministre, j’espère que tous les partenaires pourront travailler ensemble et déterminer des solutions de financement pour que les jeux puissent avoir lieu, a affirmé M. Gauvin. Malheureusement, s’il est impossible de trouver une solution, la province ne sera pas en mesure d’accueillir les jeux. »

Les neuvièmes Jeux de la Francophonie ont été accordés au Nouveau-Brunswick en 2015 en vue de leur tenue dans la région de Moncton et Dieppe à l’été 2021. Le Nouveau-Brunswick est l’un des 84

États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie. Les jeux représentent le plus grand événement sportif et culturel de la Francophonie organisé pour la jeunesse. Ils ont lieu tous les quatre ans dans l'année qui suit la tenue des Jeux olympiques d'été.

N.B. 'unable to host' 2021 Francophonie Games without major cash injection (www.ctvnews.ca)

- <https://www.ctvnews.ca/politics/n-b-unable-to-host-2021-francophonie-games-without-major-cash-injection-1.4254560>
- Le 15 janvier 2019

The Canadian Press

FREDERICTON -- The New Brunswick government has issued an ultimatum to the partners behind the 2021 Francophonie Games: come up with a new funding plan by the end of the month or forget about hosting the international sporting and cultural event.

Last month, the new Tory government announced the Games could prove too expensive for the province, as cost estimates ballooned to \$130 million from the original bid of \$17 million.

Five members of the organizing committee resigned when the numbers were released to the public.

Premier Blaine Higgs has said the province will stick with its original commitment to spend \$10 million on the Games, and he insisted his government won't spend another penny.

On Tuesday, New Brunswick's minister responsible for La Francophonie, Robert Gauvin, maintained that tight-fisted stance.

"We believe that hosting an international sporting event of this calibre would be an incredible opportunity for the province," Gauvin said in a statement. "However, we are concerned about the increased cost to host the Games."

If a plan to get more cash can't be drafted by Jan. 30, then "the province will be unable to host the Games," he said.

As a possible solution, he hinted the federal government should be approached for more money, saying Ottawa's formula for supporting major sporting events was inadequate.

The original bid would have seen the provincial and federal governments paying up to \$10 million each, with the two host municipalities, Moncton and Dieppe, paying \$750,000 each and balance coming from ticket sales.

However a federal consultant's report pegged a reasonable cost at between \$72 million and \$115

million.

People's Alliance Leader Kris Austin said New Brunswick can't afford to pay more than it has already committed because the province is already struggling to pay for health care and education.

He said the province should back out of the Games unless the federal government bails out the event.

"This is why paying even a small portion of this or any cultural and sporting event is an irresponsible, wasteful use of taxpayers' money," Austin said in a statement.

Green party Leader David Coon has called for a legislature committee to find out why costs soared -- and to offer a solution.

More than 3,000 athletes and artists are expected to attend from more than 50 member states that have French as a common language -- though speaking French is not a requirement for participants.

New Brunswick is one of 84 member states and governments that belong to the International Organization of the Francophonie.

The ninth Games of La Francophonie, awarded to the province in 2015, are scheduled to be held from Friday, July 23 to Sunday, Aug. 1, 2021.

The Games include eight sporting events and 12 cultural events, including singing, storytelling, traditional dance, poetry, painting, photography and sculpture.

The Games, which Canada hosted in the Ottawa-Gatineau area in 2001, are held every four years in the year following the Olympic Summer Games.

Paru aussi dans: nationalpost.com, www.ngnews.ca, www.thestar.com, vancouver.sun.com, canada.shafaqna.com, www.thetcanada.com

- <https://nationalpost.com/pmn/news-pmn/canada-news-pmn/new-brunswick-imposes-funding-deadline-for-2021-francophonie-games>
- <https://www.ngnews.ca/news/regional/new-brunswick-imposes-funding-deadline-for-2021-francophonie-games-276012/>
- <https://www.thestar.com/news/canada/2019/01/15/nb-unable-to-host-2021-francophonie-games-without-major-cash-injection.html>
- <https://vancouver.sun.com/pmn/news-pmn/canada-news-pmn/new-brunswick-imposes-funding-deadline-for-2021-francophonie-games/wcm/3b522dbf-2d9f-4539-b6ff-3eab667ca32d>
- <http://canada.shafaqna.com/EN/AL/1116945>
- <https://www.thetcanada.com/2019/01/15/n-b-unable-to-host-2021-francophonie-games-without-major-cash-injection/>

[Traduction Google Translate]

N.B. 'incapable d'accueillir' les Jeux de la Francophonie de 2021 sans injection importante de fonds

www.ctvnews.ca

FREDERICTON - Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a lancé un ultimatum aux partenaires des Jeux de la Francophonie de 2021: proposez un nouveau plan de financement d'ici la fin du mois ou oubliez d'accueillir l'événement sportif et culturel international.

Le mois dernier, le nouveau gouvernement conservateur a annoncé que les Jeux pourraient s'avérer trop coûteux pour la province, alors que les coûts estimés ont grimpé à 130 millions de dollars par rapport à l'offre initiale de 17 millions de dollars.

Cinq membres du comité organisateur ont démissionné lorsque les chiffres ont été rendus publics.

Le premier ministre Blaine Higgs a déclaré que la province resterait fidèle à son engagement initial de dépenser 10 millions de dollars pour les Jeux et a insisté sur le fait que son gouvernement ne dépenserait pas un autre centime.

Mardi, le ministre responsable de la Francophonie du Nouveau-Brunswick, Robert Gauvin, a maintenu cette position ferme.

"Nous sommes convaincus que l'organisation d'un événement sportif international de ce calibre constituerait une opportunité incroyable pour la province", a déclaré Gauvin dans un communiqué. "Cependant, nous sommes préoccupés par l'augmentation des coûts liés à l'organisation des Jeux."

Si un plan visant à obtenir plus d'argent ne peut être rédigé d'ici le 30 janvier, "la province ne sera pas en mesure d'accueillir les Jeux", a-t-il déclaré.

Comme solution possible, il a laissé entendre que le gouvernement fédéral devrait être approché pour obtenir plus d'argent, affirmant que la formule d'Ottawa pour soutenir des événements sportifs majeurs était inadéquate.

Selon la proposition initiale, les gouvernements fédéral et provinciaux dépenseraient chacun 10 millions de dollars, tandis que les deux municipalités hôtes, Moncton et Dieppe, déboursaient 750 000 \$ chacune, le solde provenant de la vente de billets.

Cependant, le rapport d'un consultant fédéral indiquait un coût raisonnable entre 72 et 115 millions de dollars.

Le chef de l'Alliance populaire, Kris Austin, a déclaré que le Nouveau-Brunswick ne pouvait pas se permettre de payer plus que ce qu'il s'était engagé, car la province avait déjà du mal à payer pour les soins de santé et l'éducation.

Il a ajouté que la province devrait se retirer des Jeux à moins que le gouvernement fédéral ne renonce à la compétition.

"C'est pourquoi payer une petite partie de cet événement culturel ou sportif est une utilisation irresponsable et gaspilleuse de l'argent des contribuables", a déclaré Austin dans un communiqué.

Le chef du parti vert, David Coon, a appelé à la création d'un comité de la législature chargé de

comprendre pourquoi les coûts ont grimpé en flèche et de proposer une solution.

Plus de 3 000 athlètes et artistes sont attendus dans plus de 50 États membres ayant le français comme langue commune - bien que parler français ne soit pas une obligation pour les participants.

Le Nouveau-Brunswick est l'un des 84 États membres et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Les neuvièmes Jeux de la Francophonie, attribués à la province en 2015, se dérouleront du vendredi 23 juillet au dimanche 1er août 2021.

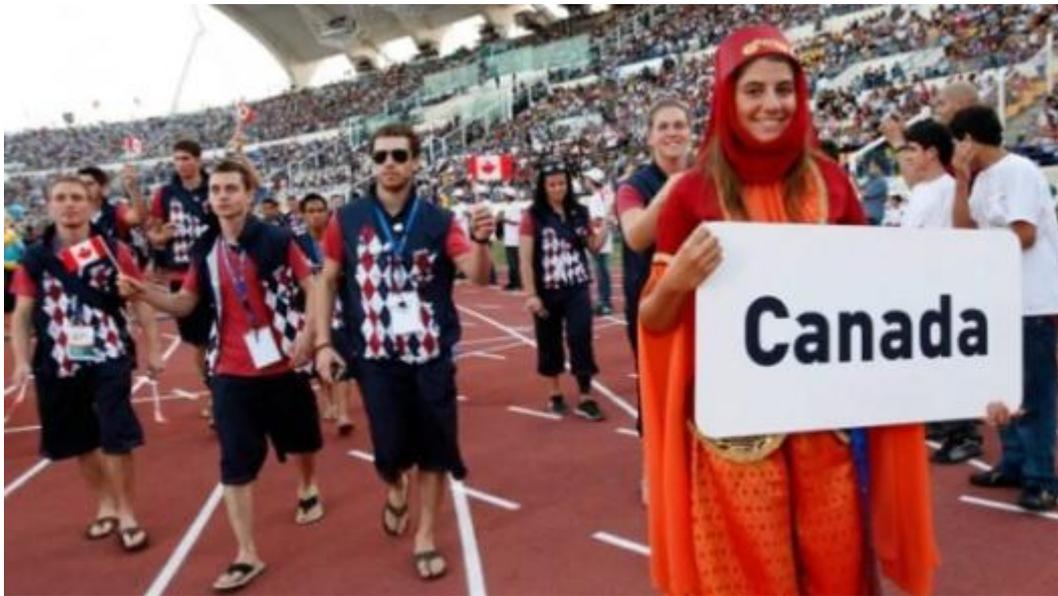
Les Jeux comprennent huit événements sportifs et 12 événements culturels, notamment le chant, la narration, la danse traditionnelle, la poésie, la peinture, la photographie et la sculpture.

Les Jeux, que le Canada a accueillis dans la région d'Ottawa-Gatineau en 2001, ont lieu tous les quatre ans l'année suivant les Jeux olympiques d'été.

Province says it may be unable to host Francophonie games

(<http://www.rcinet.ca>)

- <http://www.rcinet.ca/en/2019/01/15/canada-french-speaking-athletes-event-threatened/>
- Le 15 janvier 2019



The Francophonie Games are the largest sporting and cultural event involving French-speaking countries, but cost estimates for the next one have skyrocketed. (Hussein Malla/Associated Press/file)

The province of New Brunswick promised to spend \$10 million to host the Francophonie Games in 2021 but says it cannot afford to spend one cent more. Estimated costs have ballooned to \$130.

The games are expected to attract about 3,000 athletes from 80 countries that are have French as a

common language and are members of the Francophonie.

New Brunswick's minister responsible for this organization, Robert Gauvin, has called the federal government's funding for the game inadequate. He says unless more money is found by January 30, 2019, the province will be unable to host the games.

[Traduction Google Translate]

La province dit ne pas être en mesure d'organiser des matchs de la Francophonie
(<http://www.rcinet.ca>)

Les Jeux de la Francophonie sont le plus grand événement sportif et culturel auquel participent des pays francophones, mais les estimations de coûts pour le prochain ont grimpé en flèche. (Hussein Malla / Associated Press / file)

La province du Nouveau-Brunswick a promis de dépenser 10 millions de dollars pour accueillir les Jeux de la Francophonie en 2021, mais affirme ne pas avoir les moyens de dépenser un cent de plus. Les coûts estimés ont grimpé à 130 \$.

Les jeux devraient attirer environ 3 000 athlètes de 80 pays qui ont le français comme langue commune et qui sont membres de la Francophonie.

Le ministre du Nouveau-Brunswick responsable de cette organisation, Robert Gauvin, a déclaré que le financement accordé par le gouvernement fédéral au jeu était insuffisant. Il a ajouté qu'à moins que plus d'argent soit trouvé d'ici le 30 janvier 2019, la province ne pourra pas accueillir les jeux.

N.B. Announces Last Ditch Effort To Save 2021 Francophonie Games **(<http://country94.ca>)**

- <http://country94.ca/news/889213521/nb-announces-last-ditch-effort-save-2021-francophonie-games>
- Le 15 janvier 2019

The 2021 Francophonie Games appear to be on life support and the Higgs government wants the funding partners to come together to find solutions or the province won't be able to host the event.

La Francophonie minister Robert Gauvin says the province is willing to invest a maximum of \$10 million towards the Games.

Gauvin is urging the federal government and host cities Moncton and Dieppe to develop funding

options by January 30th.

Gauvin believes Ottawa's funding formula for major sporting events is inadequate.

Although hosting an international sporting event of this calibre would be an incredible opportunity, Gauvin says the increased cost is a concern.

The cost of the Games has mushroomed to \$130 million after an original cost estimate of \$17 million.

Five members of the organizing committee have quit over the controversy and the province made its last payment to the group in mid-December.

Meantime, the leader of the People's Alliance Party is urging the provincial government to back out of the Francophonie Games unless Ottawa is willing to pay for most of the event.

Kris Austin says the province is struggling to afford the basics such as health care and education.

Austin says that's why even spending a small portion on a cultural or sporting event is irresponsible and a waste of taxpayer dollars.

Although the Higgs government says it will spend a maximum of \$10 million, Austin doubts most New Brunswickers would even support that amount.

[Traduction Google Translate]

N.B. Annonce son dernier effort pour sauver les Jeux de la Francophonie de 2021
(<http://country94.ca>)

Les Jeux de la Francophonie de 2021 semblent bénéficier d'un soutien vital et le gouvernement Higgs souhaite que les partenaires financiers s'unissent pour trouver des solutions, sinon la province ne pourra pas accueillir cet événement.

Le ministre de la Francophonie, Robert Gauvin, a déclaré que la province était disposée à investir un maximum de 10 millions de dollars pour les Jeux.

Gauvin exhorte le gouvernement fédéral et les villes hôtes, Moncton et Dieppe, à développer des options de financement d'ici le 30 janvier.

Gauvin croit que la formule de financement d'Ottawa pour les grands événements sportifs est inadéquate.

Bien que l'organisation d'un événement sportif international de ce calibre soit une opportunité incroyable, Gauvin estime que l'augmentation des coûts est un sujet de préoccupation.

Le coût des Jeux a grimpé à 130 millions de dollars après une estimation initiale de 17 millions de

dollars.

Cinq membres du comité organisateur ont quitté la controverse et la province a effectué son dernier versement au groupe à la mi-décembre.

Dans le même temps, le chef du Parti de l'Alliance populaire exhorte le gouvernement provincial à se retirer des Jeux de la Francophonie à moins qu'Ottawa ne soit disposé à payer pour la plus grande partie de l'événement.

Kris Austin dit que la province a du mal à se payer les bases telles que les soins de santé et l'éducation.

Austin affirme que c'est la raison pour laquelle même dépenser une petite partie pour un événement culturel ou sportif est irresponsable et gaspille l'argent des contribuables.

Bien que le gouvernement Higgs ait annoncé une dépense maximale de 10 millions de dollars, Austin doute que la plupart des Néo-Brunswickois appuient ce montant.

Let the federal government pay for most of Francophonie Games (www.peoplesalliance.ca)

- <https://www.peoplesalliance.ca/single-post/2019/01/15/Let-the-federal-government-pay-for-most-of-Francophonie-Games>
- Le 15 janvier 2019

People's Alliance leader Kris Austin is urging the province to back out of the Francophonie Games unless the federal government is willing come up with the necessary funds required to pay for most of the event.

Mr. Austin said the province is struggling to afford basic things such as health care and education.

"This is why paying even a small portion of this or any cultural and sporting event is an irresponsible, wasteful use of taxpayers' money," Mr. Austin said.

On Tuesday, the Progressive Conservative government said it wanted to hear from the games' funding partners by Jan. 30 on their intentions about to working together to come up with a plan to allow the games to go ahead. However, without this, Robert Gauvin said the process to cancel the games would go ahead.

Mr. Gauvin, the minister responsible for La Francophonie, said he recently met with New Brunswick MP Dominic LeBlanc to discuss funding for the 2021 sporting and cultural event and got a sense that more federal dollars may be available. However, no matter what the dollar figure, he reiterated that the government won't pay more than its original commitment of \$10 million.

Mr. Austin said he doubts whether most New Brunswickers still support the province's financial commitment of even that amount given the province's inability to pay for many necessary items such as schools and healthcare expenses.

[Traduction Google Translate]

**Laissons le gouvernement fédéral payer pour la plupart des Jeux de la Francophonie
(www.peoplesalliance.ca)**

Le dirigeant de l'Alliance populaire, Kris Austin, exhorte la province à se retirer des Jeux de la Francophonie à moins que le gouvernement fédéral ne soit disposé à trouver les fonds nécessaires pour payer la plus grande partie de la manifestation.

M. Austin a déclaré que la province luttait pour se permettre des activités de base telles que les soins de santé et l'éducation.

"C'est pourquoi payer même une petite partie de cet événement culturel ou sportif constitue une utilisation irresponsable et inutile de l'argent des contribuables", a déclaré M. Austin.

Mardi, le gouvernement progressiste-conservateur a déclaré qu'il souhaitait connaître le point de vue des partenaires financiers des jeux d'ici au 30 janvier sur leur intention de travailler ensemble pour élaborer un plan permettant aux jeux de se dérouler. Cependant, sans cela, Robert Gauvin a déclaré que le processus d'annulation des jeux se poursuivrait.

M. Gauvin, ministre responsable de la Francophonie, a déclaré qu'il avait récemment rencontré le député du Nouveau-Brunswick, Dominic LeBlanc, pour discuter du financement de l'événement sportif et culturel 2021 et qu'il avait le sentiment que davantage de fonds fédéraux pourraient être disponibles. Cependant, quel que soit le montant en dollars, il a répété que le gouvernement ne paierait pas plus que son engagement initial de 10 millions de dollars.

M. Austin a exprimé des doutes sur le fait que la plupart des Néo-Brunswickois soutiennent toujours l'engagement financier de la province d'un montant égal à celui-ci, étant donné son incapacité à payer pour de nombreux articles nécessaires tels que les écoles et les dépenses de soins de santé.

**NB Announces Last Ditch Effort To Save 2021 La Francophonie Games
(<http://country94.ca>)**

- <http://country94.ca/news/965658306/nb-announces-last-ditch-effort-save-2021-la-francophonie-games>
- Le 16 janvier 2019

The 2021 Francophonie Games appear to be on life support and the Higgs government wants the funding partners to come together to find solutions or the province won't be able to host the event.

La Francophonie minister Robert Gauvin says the province is willing to invest a maximum of \$10 million towards the Games.

Gauvin is urging the federal government and host cities Moncton and Dieppe to develop funding

options by January 30th.

Gauvin believes Ottawa's funding formula for major sporting events is inadequate.

Although hosting an international sporting event of this calibre would be an incredible opportunity, Gauvin says the increased cost is a concern.

The cost of the Games has mushroomed to \$130 million after an original cost estimate of \$17 million.

Five members of the organizing committee have quit over the controversy and the province made its last payment to the group in mid-December.

Meantime, the leader of the People's Alliance Party is urging the provincial government to back out of the Francophonie Games unless Ottawa is willing to pay for most of the event.

Kris Austin says the province is struggling to afford the basics such as health care and education.

Austin says that's why even spending a small portion on a cultural or sporting event is irresponsible and a waste of taxpayer dollars.

Although the Higgs government says it will spend a maximum of \$10 million, Austin doubts most New Brunswickers would even support that amount.

[Traduction Google Translate]

NB annonce son dernier effort pour sauver les Jeux de la Francophonie de 2021

(<http://country94.ca>)

Les Jeux de la Francophonie de 2021 semblent bénéficier d'un soutien vital et le gouvernement Higgs souhaite que les partenaires financiers se réunissent pour trouver des solutions, sinon la province ne sera pas en mesure d'accueillir l'événement.

Le ministre de la Francophonie, Robert Gauvin, a déclaré que la province était disposée à investir un maximum de 10 millions de dollars pour les Jeux.

Gauvin exhorte le gouvernement fédéral et les villes hôtes, Moncton et Dieppe, à développer des options de financement d'ici le 30 janvier.

Gauvin croit que la formule de financement d'Ottawa pour les grands événements sportifs est inadéquate.

Bien que l'organisation d'un événement sportif international de ce calibre soit une opportunité incroyable, Gauvin estime que l'augmentation des coûts est un sujet de préoccupation.

Le coût des Jeux a grimpé à 130 millions de dollars après une estimation initiale de 17 millions de

dollars.

Cinq membres du comité organisateur ont quitté la controverse et la province a effectué son dernier versement au groupe à la mi-décembre.

Dans le même temps, le chef du Parti de l'Alliance populaire exhorte le gouvernement provincial à se retirer des Jeux de la Francophonie à moins qu'Ottawa ne soit disposé à payer pour la plus grande partie de l'événement.

Kris Austin dit que la province a du mal à se payer les bases telles que les soins de santé et l'éducation.

Austin affirme que c'est la raison pour laquelle même dépenser une petite partie pour un événement culturel ou sportif est irresponsable et gaspille l'argent des contribuables.

Bien que le gouvernement Higgs ait annoncé une dépense maximale de 10 millions de dollars, Austin doute que la plupart des Néo-Brunswickois appuient ce montant.

2021 Francophonie Games: On the importance of diplomacy

(<http://nbmediacoop.org>)

- <http://nbmediacoop.org/2019/01/16/2021-francophonie-games-on-the-importance-of-diplomacy/>
- Le 16 janvier 2019

Since the news broke last December of the skyrocketing costs of the 2021 Francophonie Games, many articles and thought-provoking musings on the feasibility of the Games have been published in both Francophone and Anglophone media throughout the province, and even throughout the country. While the controversy can be dissected with from many angles, the bulk of the analyses published have centered around economic and political arguments for either the outright cancellation or a reigned-in version of the Games. However, one perspective that has thus far been omitted from the general cost-benefit centric discourse is the importance of international diplomacy, and the opportunities afforded by the Games in this regard.

The State has four tools at its disposal with which to engage foreign entities: the soldier, the diplomat, the artist and the athlete. In the age of globalisation, diplomacy is one of the most powerful tools at our disposal for fostering cultural, social and economic exchanges, all the while helping our province have its voice heard on the world stage. Although the Acadian and Francophone population of the Atlantic provinces can boast its fair share of artists acting as cultural ambassadors abroad, one thing that it lacks is its own official diplomatic corps. That being said, the Société nationale de l'Acadie (SNA), a non-profit organisation founded in 1881 to represent the interests of the Acadian populations of the Atlantic provinces, has often acted as the bone fide representative of the Acadian people on the international stage, in the absence of a centralised Acadian government.

Through its different diplomatic efforts, the SNA has successfully negotiated a variety of agreements and partnership throughout the years with different foreign and provincial governments, most notably in France, Belgium and Quebec, centered around the promotion of Acadian and francophone culture. However, the SNA has also taken great strides to ensure that its efforts have served a higher calling in terms of promoting the broader provincial and often economic interests of its member provinces, including New Brunswick. Perhaps the most striking example of such a diplomatic undertaking was in 1968, when four Acadian emissaries were greeted in Paris by the General Charles de Gaulle with all the pomp, circumstance and celebration usually reserved to foreign Heads of State. This fateful turn of events helped put l'Acadie on the map and paved the way for New Brunswick's greater integration of into the world of international diplomacy.

New Brunswick has been an official member of the *la Francophonie internationale* since its acceptance into the *Agence de coopération culturelle et technique* (ACCT), a precursor to the International Organisation of La Francophonie, in 1977. This budding provincial awareness of New Brunswick's potential on the international scene was largely prompted by the "Summary of Conclusions" signed between the SNA and the Republic of France in 1968. If New Brunswick was accepted into the ACCT, it was in large part thanks to the influence of the Acadian intelligentsia of the time: Without them, our province would never have been accepted as a full member into the International Organisation of La Francophonie (OIF), an organisation comprised of 88 states and governments representing more than 900 million people spread over five continents. In the interest of comparison, it would be hard to imagine that the Province of New-Brunswick would be bestowed the equivalent courtesy of a full membership within the Commonwealth.

New Brunswick's integration into the broader international francosphere benefits not only its Acadian and Francophone population, but the entirety of the province. It is the New Brunswick flag that flies during such international events and congresses; a flag that represents both our Anglophone and Francophone communities. The legacy of Acadian diplomacy has brought much recognition to our province on the international stage and its visionaries and architects deserve our utmost respect. The various agreements and exchanges established between l'Acadie and *la Francophonie internationale* have benefited generations of New Brunswickers, some of whom have gone on to become some of our leading business people, academics, doctors, lawyers, and politicians. Needless to say, we all benefit from their vision and their involvement in our communities, not to mention their hard-earned personal and corporate tax dollars.

We all understand that our international ambitions are limited by our province's economic and fiscal reality. However, if the government of New Brunswick limits its cost-benefit analysis of the Francophonie Games strictly to financial considerations, we are potentially jeopardising l'Acadie and New Brunswick's hard-earned stature on the international stage. Further, at a national level, does our status as a "have not" province within Canada mean that we will never be worthy of hosting international events within our borders? Do we live in a two-tier federation; one where well-off provinces can develop on the international stage while the "have nots" are eternally condemned to managing our slow decline and ultimate demise? In the Atlantic provinces, have we internalised the

fact that we are, in reality, part of a peripheral Canada?

Let's dare to dream a little. New Brunswick's participation in the OIF is an opportunity that we cannot afford to miss. We must seize this chance for the benefit of all New Brunswickers. The 2021 Francophonie Games, if held, would be the biggest athletic and cultural event ever seen in Eastern Canada. Let's make sure our governments consider all the potential benefits of the Games for both l'Acadie and New Brunswick, because who knows when such an opportunity will present itself again.

Robert Melanson is the President, Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick.

[Traduction Google Translate]

Jeux de la Francophonie de 2021: sur l'importance de la diplomatie (<http://nbmediacoop.org>)

Depuis l'annonce de la montée en flèche des coûts des Jeux de la Francophonie de 2021 en décembre dernier, de nombreux articles et réflexions inspirantes sur la faisabilité des Jeux ont été publiés dans les médias francophones et anglophones de la province et même du pays. Bien que la controverse puisse être disséquée sous de nombreux angles, la plupart des analyses publiées se sont concentrées sur des arguments économiques et politiques en faveur d'une annulation pure et simple ou d'une version régularisée des Jeux. Cependant, l'un des aspects de la diplomatie internationale et des possibilités offertes par les Jeux à cet égard n'a pas encore été abordé dans le discours général sur les coûts et les avantages.

L'État dispose de quatre outils pour engager des entités étrangères: le soldat, le diplomate, l'artiste et l'athlète. À l'ère de la mondialisation, la diplomatie est l'un des outils les plus puissants dont nous disposons pour favoriser les échanges culturels, sociaux et économiques, tout en aidant notre province à se faire entendre sur la scène mondiale. Bien que la population acadienne et francophone des provinces de l'Atlantique puisse se vanter d'avoir sa juste part d'artistes ambassadeurs de la culture à l'étranger, il ne manque que son corps diplomatique officiel. Cela dit, la Société nationale de l'Acadie (SNA), un organisme à but non lucratif fondé en 1881 pour défendre les intérêts des populations acadiennes des provinces de l'Atlantique, a souvent agi en tant que représentant fidèle du peuple acadien sur le continent. scène internationale, en l'absence d'un gouvernement acadien centralisé.

Au fil de ses efforts diplomatiques, le SNA a négocié avec succès divers accords et partenariats au fil des ans avec différents gouvernements étrangers et provinciaux, notamment en France, en Belgique et au Québec, axés sur la promotion de la culture acadienne et francophone. Cependant, le SCN a également fait de grands progrès pour s'assurer que ses efforts ont bien servi la vocation de promouvoir les intérêts provinciaux plus vastes et souvent économiques de ses provinces membres, y compris le Nouveau-Brunswick. L'exemple le plus frappant d'une telle entreprise diplomatique est peut-être celui de 1968, lorsque le général Charles de Gaulle accueillit à Paris quatre émissaires acadiens à Paris avec toute la pompe, la circonstance et la célébration habituellement réservées aux chefs d'État étrangers. Cette tournure décisive des événements a permis de mettre l'Acadie sur la

carte et a ouvert la voie à une plus grande intégration du Nouveau-Brunswick dans le monde de la diplomatie internationale.

Le Nouveau-Brunswick est membre officiel de la Francophonie internationale depuis son adhésion à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), précurseur de l'Organisation internationale de la Francophonie, en 1977. Cette province naissante était consciente du potentiel du Nouveau-Brunswick Le «résumé des conclusions» signé en 1968 par le SNA et la République française a largement inspiré la scène internationale. Si le Nouveau-Brunswick a été accepté comme membre de l'ACCT, c'est en grande partie grâce à l'influence de l'intelligentsia acadienne de l'époque: Sans eux, notre province n'aurait jamais été acceptée comme membre à part entière de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), une organisation composée de 88 États et gouvernements représentant plus de 900 millions de personnes réparties sur les cinq continents. À des fins de comparaison, il serait difficile d'imaginer que la province du Nouveau-Brunswick obtiendrait la même courtoisie que celle d'un membre à part entière du Commonwealth.

L'intégration du Nouveau-Brunswick dans la francosphère internationale au sens large profite non seulement à sa population acadienne et francophone, mais à l'ensemble de la province. C'est le drapeau du Nouveau-Brunswick qui vole lors de tels événements et congrès internationaux; un drapeau qui représente nos communautés francophone et anglophone. L'héritage de la diplomatie acadienne a apporté beaucoup de reconnaissance à notre province sur la scène internationale et ses visionnaires et ses architectes méritent notre plus grand respect. Les divers accords et échanges conclus entre l'Acadie et la Francophonie internationale ont profité à des générations de Néo-Brunswickois, dont certains sont devenus certains de nos hommes d'affaires, universitaires, médecins, avocats et politiciens de premier plan. Il va sans dire que nous bénéficions tous de leur vision et de leur implication dans nos communautés, sans parler de leurs dollars durement gagnés en impôts des particuliers et des sociétés.

Nous comprenons tous que nos ambitions internationales sont limitées par la réalité économique et fiscale de notre province. Cependant, si le gouvernement du Nouveau-Brunswick limite son analyse coûts-avantages des Jeux de la Francophonie à des considérations financières, nous risquons de compromettre l'importance si durement gagnée de l'Acadie et du Nouveau-Brunswick sur la scène internationale.

De plus, au niveau national, notre statut de province «démunie» au Canada signifie-t-il que nous ne serons jamais dignes d'accueillir des événements internationaux à l'intérieur de nos frontières? Vivons-nous dans une fédération à deux niveaux? une où les provinces aisées peuvent se développer sur la scène internationale alors que les «démunis» sont condamnés à jamais à gérer notre lent déclin et notre ultime disparition? Dans les provinces de l'Atlantique, avons-nous intégré le fait que nous faisons en réalité partie d'un Canada périphérique?

Osons rêver un peu. La participation du Nouveau-Brunswick à l'OIF est une occasion que nous ne pouvons pas nous permettre de rater. Nous devons saisir cette occasion pour le bénéfice de tous les Néo-Brunswickois. Les Jeux de la Francophonie de 2021, s'ils se dérouleraient, seraient le plus grand événement sportif et culturel jamais vu dans l'Est du Canada. Faisons en sorte que nos gouvernements tiennent compte de tous les avantages potentiels des Jeux pour l'Acadie et le Nouveau-Brunswick, car qui sait quand une telle occasion se présentera à nouveau.

Robert Melanson est président de la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick.

New Brunswick imposes funding deadline for 2021 Francophonie Games (<http://www.iheartradio.ca>)

- <http://www.iheartradio.ca/max-104-9/news/new-brunswick-imposes-funding-deadline-for-2021-francophonie-games-1.8673129>
- Le 16 janvier 2019



Photo: (CTV Atlantic)

The New Brunswick government has issued an ultimatum to the partners of the 2021 Francophonie Games: come up with a new funding plan by the end of the month, or else.

Last month, the provincial government announced the Games could prove too expensive for the province, as cost estimates ballooned to \$130 million from the original bid of \$17 million.

Premier Blaine Higgs has said the province will stick with its original commitment to spend \$10 million on the Games, but he insisted his government will not spend one penny more.

The other funding partners include the federal Department of Science and Sport, as well as the cities of Moncton and Dieppe.

On Tuesday, the provincial minister responsible for La Francophonie, Robert Gauvin, said Ottawa's funding formula was inadequate.

He says if more money can't be found by Jan. 30, then "the province will be unable to host the games."

The ninth Games of La Francophonie are scheduled to be held in the Moncton and Dieppe area in the summer of 2021, attracting 3,000 athletes and artists from more than 50 member states that have French as a common language.

[Traduction Google Translate]

Le Nouveau-Brunswick impose une date limite de financement pour les Jeux de la Francophonie de 2021 (<http://www.iheartradio.ca>)

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a lancé un ultimatum aux partenaires des Jeux de la Francophonie de 2021: proposer un nouveau plan de financement d'ici la fin du mois, sinon.

Le mois dernier, le gouvernement provincial a annoncé que les Jeux pourraient s'avérer trop coûteux pour la province, alors que les coûts estimés avaient grimpé à 130 millions de dollars par rapport à la soumission initiale de 17 millions de dollars.

Le Premier ministre Blaine Higgs a déclaré que la province resterait fidèle à son engagement initial de consacrer 10 millions de dollars aux Jeux, mais il a insisté sur le fait que son gouvernement ne dépenserait pas un cent de plus.

Les autres partenaires financiers comprennent le ministère fédéral des Sciences et des Sports, ainsi que les villes de Moncton et de Dieppe.

Mardi, le ministre provincial responsable de la Francophonie, Robert Gauvin, a déclaré que la formule de financement d'Ottawa était inadéquate.

Il dit que si plus d'argent ne peut être trouvé avant le 30 janvier, alors «la province ne pourra pas accueillir les jeux».

Les neuvièmes Jeux de la Francophonie se dérouleront dans les régions de Moncton et de Dieppe à l'été 2021 et rassembleront 3 000 athlètes et artistes de plus de 50 États membres parlant le français comme langue commune.

New Brunswick authorities points funding ultimatum for the Francophonie Video games (<http://infosurhoy.com>)

- http://infosurhoy.com/cocoon/saii/xhtml/en_GB/news/new-brunswick-authorities-points-funding-ultimatum-for-the-francophonie-video-games/
- Le 16 janvier 2019

WATCH: Organizers of the Francophonie Games now have 15 days to come up with a new funding model. The province is firm that its commitment to the games is capped at \$10 million, saying without a new plan, the 2021 games will not happen. Morganne Campbell explains.

The New Brunswick government has issued an ultimatum to the organizers of the scandal-plagued 2021 Francophonie Games: figure out how to fund the games with a maximum contribution of \$10 million from the province by the end of the month or there will be no games.

Robert Gauvin, the Minister of Tourism, Heritage, and Culture and the only Francophone PC MLA, delivered the message at a press conference on Tuesday.

“We believe that hosting an international sporting event of this calibre would be an incredible

opportunity for the province,” Gauvin said.

The games came under scrutiny by the government of Premier Blaine Higgs after it came to light that the games’ costs had ballooned from an original estimate of \$17 million to \$130 million.

Other organizations funding the games include the federal Department of Science and Sport, as well as the cities of Moncton, N.B., and Dieppe, N.B.

Gauvin said that the provincial government will not provide more than \$10 million and that it is hoping the costs will come in at approximately \$80 million.

The federal government remains steadfast in its commitment to picking up the tab on half of the games’ costs — whatever they may be.

“We remain committed to working with them to find a solution. It was the Government of New Brunswick that put forward the bid for these games, and, per our hosting policy, we remain ready to be a partner,” wrote Minister Dominic LeBlanc in an email to Global News in December.

That leaves a large question on who will cover the remaining costs.

“As minister, it is my hope that all the partners can work together and identify funding solutions to allow the games to move forward,” said Gauvin on Tuesday.

The original bid for the games would have seen the provincial and federal governments paying up to \$10 million each, with the two host municipalities, Moncton and Dieppe, paying \$750,000 each and balance coming from ticket sales.

However, a federal consultant’s report pegged a reasonable cost at between \$72 million and \$115 million.

People’s Alliance Leader Kris Austin said New Brunswick can’t afford to pay more than it has already committed because the province is already struggling to pay for health care and education.

He said the province should back out of the Games unless the federal government bails out the event.

“This is why paying even a small portion of this or any cultural and sporting event is an irresponsible, wasteful use of taxpayers’ money,” Austin said in a statement.

Green party Leader David Coon has called for a legislature committee to find out why costs soared – and to offer a solution.

Tracy Suley, director of communications for the Francophone Games, said the organization “remains confident” that they’ll secure funding.

“[The Francophonie Games] remains confident that an agreement can be reached in order to deliver financially responsible games that provide a world class experience for its participants, offer economic benefit as well solidifies NB’s position on the world stage,” Suley wrote in a statement.

[Traduction Google Translate]

Les autorités du Nouveau-Brunswick annoncent un ultimatum financier pour les jeux vidéo de la Francophonie (<http://infosurhoy.com>)

WATCH: Les organisateurs des Jeux de la Francophonie ont maintenant 15 jours pour proposer un nouveau modèle de financement. La province est convaincue que son engagement envers les jeux est plafonné à 10 millions de dollars, affirmant que sans un nouveau plan, les jeux de 2021 ne se produiront pas. Morganne Campbell explique.

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a lancé un ultimatum aux organisateurs des Jeux de la Francophonie de 2021 en proie au scandale: déterminez comment financer les jeux avec une contribution maximale de 10 millions de dollars de la province d'ici la fin du mois ou il n'y aura pas de jeux.

Robert Gauvin, ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture et seul député provincial francophone du PC, a prononcé le message lors d'une conférence de presse mardi.

«Nous croyons qu'organiser un événement sportif international de ce calibre constituerait une opportunité incroyable pour la province», a déclaré Gauvin.

Le gouvernement du Premier ministre, Blaine Higgs, a examiné les jeux après avoir constaté que les coûts des jeux avaient grimpé en flèche, passant d'une estimation initiale de 17 à 130 millions de dollars.

Le ministère fédéral de la Science et des Sports, ainsi que les villes de Moncton, N.-B., et Dieppe, N.B.

M. Gauvin a déclaré que le gouvernement provincial ne fournirait pas plus de 10 millions de dollars et qu'il espérait que les coûts s'élèveraient à environ 80 millions de dollars.

Le gouvernement fédéral demeure résolu à assumer la moitié des coûts des jeux, quels qu'ils soient.

«Nous restons déterminés à travailler avec eux pour trouver une solution. C'est le gouvernement du Nouveau-Brunswick qui a présenté sa candidature pour ces jeux et, conformément à notre politique en matière d'hébergement, nous restons prêts à être un partenaire », a écrit le ministre Dominic LeBlanc dans un courriel adressé à Global News en décembre.

Cela laisse une grande question sur qui couvrira les coûts restants.

«En tant que ministre, j'espère que tous les partenaires pourront travailler ensemble et identifier des solutions de financement pour permettre aux jeux d'aller de l'avant», a déclaré Gauvin mardi.

La candidature initiale pour les jeux aurait vu les gouvernements provincial et fédéral payer chacun jusqu'à 10 millions de dollars, les deux municipalités hôtes, Moncton et Dieppe, déboursant 750 000 \$ chacune et le solde provenant de la vente de billets.

Cependant, le rapport d'un consultant fédéral indiquait un coût raisonnable entre 72 et 115 millions de dollars.

Le chef de l'alliance populaire, Kris Austin, a déclaré que le Nouveau-Brunswick ne pouvait pas se permettre de payer plus que ce qu'il s'était engagé, car la province avait déjà du mal à payer pour les soins de santé et l'éducation.

Il a ajouté que la province devrait se retirer des Jeux à moins que le gouvernement fédéral ne renonce à la compétition.

"C'est pourquoi payer même une petite partie de cet événement culturel ou sportif est une utilisation irresponsable et inutile de l'argent des contribuables", a déclaré Austin dans un communiqué.

Le chef du parti vert, David Coon, a appelé à la création d'un comité de la législature chargé de comprendre pourquoi les coûts ont augmenté et d'offrir une solution.

Tracy Suley, directrice des communications pour les Jeux de la Francophonie, a déclaré que l'organisation «reste confiante» d'obtenir des fonds.

«[Les Jeux de la Francophonie] demeurent convaincus qu'un accord peut être conclu afin de proposer des jeux financièrement responsables offrant une expérience de calibre mondial à ses participants, offrant un avantage économique et renforçant la position du N.-B. sur la scène mondiale», a déclaré Suley dans un communiqué .

New Brunswick withdrawing from 2021 Jeux de la Francophonie due to increased costs, lack of federal support, says premier (www.sackvilletribunepost.com)

- <https://www.sackvilletribunepost.com/news/regional/new-brunswick-withdrawing-from-2021-jeux-de-la-francophonie-due-to-increased-costs-lack-of-federal-support-says-premier-280180/>
- Le 30 janvier 2019



Government of New Brunswick

Cost of hosting games rose from estimated \$17 million to \$130 million

NEW BRUNSWICK – Premier Blaine Higgs announced today that the 2021 Jeux de la Francophonie will not move forward in New Brunswick due to increased costs and a lack of funding commitment from Ottawa.

“The 2021 Jeux de la Francophonie internationale are an important cultural and sporting event. We recognize the value the games could bring to New Brunswick.” said Premier Blaine Higgs, “However, upon taking office we were made aware that the costs of these games had increased by over seven times what was originally forecasted. We had hoped that we could work with partners to find alternate funding solutions to cover these costs, but unfortunately that has not happened.”

The provincial government had set aside \$10 million for the 2021 games. The original estimate for hosting the games was \$17 million. In November 2018, the province was informed the costs had increased to \$130 million. In addition to the provincial government, the funding partners include the federal Department of Science and Sport, as well as the cities of Moncton and Dieppe.

Higgs said that the federal government’s funding formula to support major sporting events is inadequate.

“This was a very difficult decision. We wanted these games to move forward,” said Higgs. “Without additional funding from the federal government hosting an event that could cost up to \$130 million is irresponsible.”

Higgs said the provincial government will be naming a representative to the organizing committee’s board of directors to begin the formal cancellation process.

The ninth Games of La Francophonie were awarded to New Brunswick in 2015.

New Brunswick cancels plans to host 2021 Francophonie Games (globalnews.ca)

- <https://globalnews.ca/news/4905072/francophonie-games-future/>
- Le 30 janvier 2019



WATCH: Although organizers have reduced their cost estimates for the 2021 Francophonie Games significantly, Premier Blaine Higgs says it is not enough. He told media on Wednesday that hosting the games now would be irresponsible.

New Brunswick Premier Blaine Higgs has announced the province is cancelling its plans to host the 2021 Francophonie Games, calling it a “very difficult decision” but saying the bill was “irresponsible.”

Last month, the Tory government announced the Games could prove too expensive for the province, as cost estimates ballooned to \$130 million from the original bid of \$17 million.

Five members of the organizing committee resigned when the numbers were released to the public.



During a news conference Wednesday, Higgs told reporters the decision to cancel the event was due to increased costs and a lack of funding from Ottawa. He went on to say that the games should be hosted by Canada and not just one individual province, adding he felt misled by the federal government about funding.

He says he will begin formal proceedings to cancel the games in the coming days.

Higgs adds that if the federal government wants to take over the games and hold them in New Brunswick, that would be acceptable.



People's Alliance Leader Kris Austin says in a statement that the government's decision was the "fiscally responsible thing to do."

"I'd much rather see federal money going to things that are needed in New Brunswick and I just don't see games as one of them," Austin is quoted as saying.

But Kevin Arseneau, a francophone and Green member of the provincial legislature, said the

Tories did not seem to want the Games in the province.

“The message that Higgs just gave New Brunswickers is that we’re too small to do big things here,” Arseneau said.

WATCH: Host cities react to cancellation of Francophonie 2021 games.



In a statement, the National Organizing Committee of the Games of la Francophonie 2021 (CNJF) says the committee is disappointed with the province’s announcement.

“While the CNJF accepts the decision of the government of New Brunswick, we were hoping for a different outcome,” the committee wrote.

“While we await next steps from the government of Canada on the future of the games in Canada, we remain committed to ensuring their success and will work with them to assess any possible options to keep the games in Canada.”

Meanwhile, the province’s policy advocate for La Francophonie, Monique LeBlanc, had some harsh words for Higgs’ decision.

“The way the Higgs government has handled the Jeux de la Francophonie file is deplorable,” she said in a statement.

LeBlanc says the decision will have a negative impact on Moncton and Dieppe’s economy, as

well as the career of many athletes and artists.

“Moreover, the failure to inform the Organisation internationale de la Francophonie is a diplomatic mistake that damages New Brunswick’s reputation abroad. At a time of globalization, Higgs is closing the door on the only international organization in which New Brunswick has a seat. It’s irresponsible,” she wrote.

Kirsty Duncan, the federal sports minister, said they had hoped for further discussions on a funding proposal, but the province never offered one.

“Unfortunately despite productive talks at officials’ level yesterday, they have chosen not to bring forth any resolutions to be a willing and open partner, and instead have allowed their self-imposed deadline to expire for their own bid,” she said in a statement Wednesday.

“Once again, the Higgs government is leaving federal dollars on the table.”

She noted that New Brunswick is an independent member of the Francophonie and said she hopes it is taking steps to ensure the Games can occur elsewhere.

Federal Health Minister Ginette Petitpas Taylor, who is the MP for the Moncton area, said it’s a lost opportunity to showcase the region.

“The federal government is not in a position to pay 100 per cent of the Games because it just doesn’t meet our funding formula.”

The New Brunswick Acadian Society said the announcement represents a fundamental challenge not only to New Brunswick’s place in Canada, but also Acadie’s place in the Francophonie.

Earlier this month, New Brunswick’s minister responsible for La Francophonie, Robert Gauvin, said if the partners behind the Games couldn’t draft a plan to find more funding by today’s deadline, the province would be unable to host the event.

WATCH: N.B. government issues funding ultimatum for Francophonie Games

▶ PLAY VIDEO



The original bid would have seen Ottawa and the province paying up to \$10 million each, with the two host municipalities, Moncton and Dieppe, paying \$750,000 each and the balance coming from ticket sales.

However, a federal consultant's report pegged a reasonable cost at between \$72 million and \$115 million.

The ninth Games of La Francophonie were scheduled to be held in the summer of 2021, attracting 3,000 athletes and artists from more than 50 member states that have French as a common language.

New Brunswick – one of 84 member states and governments that belong to the International Organization of the Francophonie – was awarded the Games in 2015.

The Games include eight sporting events and 12 cultural events, including singing, storytelling, traditional dance, poetry, painting, photography and sculpture.

The Games, which Canada hosted in the Ottawa-Gatineau area in 2001, are held every four years in the year following the Olympic Summer Games.

— *With files from the Canadian Press*

Statement Regarding the 2021 Jeux of La Francophonie – Moncton/Dieppe (<http://sportnb.com/>)

- <http://sportnb.com/en/item/101-statement-regarding-the-2021-jeux-of-la-francophonie-moncton-dieppe>
- Le 31 janvier 2019

On January 30, 2019, Premier Blaine Higgs announced the New Brunswick government's decision to withdraw from hosting the 2021 Jeux de la Francophonie. While we are disappointed New Brunswick will no longer be host to this international event we understand the position taken by the Government. Given the ballooning costs that have come to light over the last few months and the Province's current financial challenges, hosting these Games under the current cost sharing formula would have put a tremendous strain on the Province.

Premier Higgs had stated numerous times over the last few months that the commitment of \$10 million would be honoured. While we understand that some of that money has been expended and more will be needed to end the hosting agreement we hope that the remaining funds that were committed to sport and culture will remain in those areas. Sport NB certainly does not have any expertise to can offer in the cultural side but we would like to draw attention to some key points with regard to our Province.

1. The benefits of participation in sport, recreation and physical activity are many, significant and varied. The Canadian Fitness and Lifestyles Research Institute listed benefits of participation which included reducing sedentary behaviours, tackling the growing issue of type 2 diabetes and supporting healthy weights. Each of these is particularly significant to New Brunswick as it ranks 8th in provincial physical activity levels, 2nd in rates of obesity (33.2%) and 2nd in type 2 diabetes (6.3%).
2. Participation can also support such things as challenging sedentary lifestyles, promoting community engagement, fostering leadership development, building self-esteem, steering individuals away from high risk activities and connecting people with nature – just to name a few. To maximize all of these benefits, sport and recreation have to provide quality experiences and more and more, this relies on paid leadership.
3. As the demands on the sports system in New Brunswick continue to grow (concussion policies, promotion of participation for under-represented groups, alignment with the

Canadian long term athlete development model, Respect in Sport Movement, etc.), more local and provincial organizations are finding the need for a staff person to be essential.

4. Both administrative and technical staff are needed in the system, but they come at the expense of driving up costs. Some larger organizations with executive directors have managed to fund a technical director position from their own resources. The large majority, however, cannot afford to pass the costs of adding a position on to the participants and make do without. Increasing program costs to pay for technical staff would price more kids out of the system altogether.

[Traduction Google Translate]

Déclaration concernant les Jeux de la Francophonie de 2021 - Moncton / Dieppe

Le 30 janvier 2019, le premier ministre, Blaine Higgs, a annoncé la décision du gouvernement du Nouveau-Brunswick de se retirer de l'organisation des Jeux de la Francophonie de 2021. Même si nous sommes déçus que le Nouveau-Brunswick ne soit plus l'hôte de cet événement international, nous comprenons la position prise par le gouvernement. Étant donné les coûts exorbitants apparus au cours des derniers mois et les difficultés financières actuelles de la province, l'organisation de ces Jeux dans le cadre de la formule actuelle de partage des coûts aurait exercé une énorme pression sur la province.

Le premier ministre Higgs avait déclaré à plusieurs reprises au cours des derniers mois que l'engagement de 10 millions de dollars serait honoré. Bien que nous comprenions qu'une partie de cet argent a été dépensée et qu'il en faudra plus pour mettre fin à l'accord d'accueil, nous espérons que les fonds restants qui ont été engagés pour le sport et la culture resteront dans ces domaines. Sport NB n'a certainement aucune expertise à offrir sur le plan culturel, mais nous aimerions attirer l'attention sur certains points clés concernant notre province.

Les avantages de la participation à un sport, à des loisirs et à une activité physique sont nombreux, significatifs et variés. L'Institut canadien de la recherche sur la condition physique et les modes de vie a énuméré les avantages de la participation, notamment la réduction des comportements sédentaires, la résolution du problème croissant du diabète de type 2 et le soutien du poids santé. Chacun de ces facteurs revêt une importance particulière pour le Nouveau-Brunswick puisqu'il se classe au 8 e rang en ce qui concerne le niveau d'activité physique dans la province, au 2 e au chapitre des taux d'obésité (33,2%) et au 2 e rang du diabète de type 2 (6,3%).

La participation peut également soutenir des choses comme défier les styles de vie sédentaires, promouvoir l'engagement communautaire, encourager le développement du leadership, développer l'estime de soi, éloigner les individus des activités à haut risque et relier les gens à la nature, pour n'en nommer que quelques-uns. Pour maximiser tous ces avantages, le sport et les loisirs doivent

offrir des expériences de qualité et, de plus en plus, cela repose sur un leadership rémunéré. À mesure que les exigences imposées au système sportif du Nouveau-Brunswick continuent de croître (politiques sur les commotions cérébrales, promotion de la participation des groupes sous-représentés, alignement sur le modèle canadien de développement à long terme de l'athlète, mouvement Respect dans le sport, etc.), de plus en plus d'organismes locaux et provinciaux trouvent le besoin d'un membre du personnel essentiel.

Le système nécessite du personnel administratif et technique, mais ils entraînent une augmentation des coûts. Certaines grandes organisations dotées de directeurs exécutifs ont réussi à financer un poste de directeur technique avec leurs propres ressources. La grande majorité, cependant, ne peut pas se permettre de répercuter les coûts d'ajout d'une position sur les participants et de se débrouiller sans. En augmentant les coûts du programme pour payer le personnel technique, un plus grand nombre d'enfants sortiraient du système.

Vidéos

Téléjournal Acadie

- <https://www.facebook.com/infoacadie/videos/2254080821539619/>
- Le 15 janvier 2019



Téléjournal Acadie

- <https://www.facebook.com/infoacadie/videos/le-nouveau-brunswick-renonce-aux-jeux-de-la-francophonie-2021/352985175538511/>
- Le 30 janvier 2019



Le premier ministre Blaine Higgs vient d'annoncer sa décision de se retirer de l'organisation des Jeux de la Francophonie 2021 en raison de l'explosion des coûts. Quelles seront les conséquences de cette décision ?

II. Articles sur les Jeux de la Francophonie en général

CAN 2019 : Le Cameroun humilié, l'Égypte auréolée (<http://blog.lefigaro.fr>)

- <http://blog.lefigaro.fr/sport-business/2019/01/can-2019-le-cameroun-humilie-legypte-aureolee.html>
- Le 9 janvier 2019



Le retrait de la CAN 2019 au Cameroun, qui a été vécu comme une humiliation par le peuple camerounais, a eu des répercussions énormes sur le plan économique, politique et même diplomatique. Repositionné sur 2021, le pays dirigé par Paul Biya sera-t-il enfin prêt ? Dans l'urgence, l'Égypte a été officiellement chargée d'organiser la compétition qui aura lieu dans 6 petits mois (du 15 juin au 13 juillet), mais là aussi, des interrogations demeurent.

Le comité exécutif (ComEX) de la Confédération africaine de football (CAF), réuni le 30 novembre dernier à Accra au Ghana, a officiellement retiré l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations 2019 au Cameroun. Un camouflet terrible pour le peuple camerounais, alors que le pays n'a plus accueilli l'événement depuis 1972 et que 90% de la population n'a jamais vécu l'expérience d'une CAN à la maison. « Ce retrait est une catastrophe pour la jeunesse camerounaise mais aussi pour l'Etat, qui avait misé gros. Sans oublier qu'une partie de la campagne présidentielle de Paul Biya a été bâtie autour du projet CAN. Tout cela laisse un goût amer à la population, qui accorde de moins en moins de crédit à la parole présidentielle », explique Yannick Francis N'Degue, manager d'une agence de marketing au Cameroun, 6Sports Marketing & Advertising.

Il faut dire que le gouvernement camerounais a engagé dans le dossier de la Coupe d'Afrique plus de 2 milliards d'euros (1500 milliards de francs CFA). A titre de comparaison, cela représente environ un tiers du budget de la nation pour 2019, qui s'élève à 7,4 milliards d'euros (4850, 5 milliards de francs CFA). Une enveloppe empruntée auprès des banques internationales, d'états ou des opérateurs locaux, pour qui la situation est à craindre. Bon nombre d'entre eux sont embarqués dans d'immenses investissements, avec des endettements et des remboursements à très court terme (2 ou 3 ans). « Sans l'organisation de la CAN, ces acteurs ne rentreront pas dans les clous. Ils ont mis beaucoup d'argent avec un retour sur investissement immédiat. Maintenant que la CAN n'est plus là, tout cela devient un problème », s'inquiète Yannick Francis N'Degue.

Un désastre pour les Camerounais, l'Etat et le football local

Par ailleurs, sur le plan du marketing international, le Cameroun attendait un événement à résonance

planétaire pour se repositionner. Dans ce sens, le gouvernement avait annoncé plusieurs opérations pour booster les investissements sur le territoire, espérant ainsi doter le pays d'infrastructures sportives, hôtelières, aéroportuaires et routières à un niveau international. De surcroît, si le Cameroun est réputé comme un grand pays de football, son organisation sur le plan local n'est pas des plus enviables. « La CAN était de nature à restructurer le football sur le plan local afin de proposer un championnat plus attractif, avec un spectacle de qualité, qui puisse attirer de nouveaux médias, investisseurs, etc... », indique le manager de l'agence 6Sports Marketing & Advertising.

Le Cameroun avait aussi besoin de se placer comme une destination incontournable de la région du Golfe de Guinée sur le plan du tourisme. Pour vous donner idée, hors contexte CAN, le ministère du tourisme camerounais évoque une affluence qui dépasse rarement le million de touristes. L'été prochain, c'était autant de personnes attendues... Un chiffre qui aurait même été sous-évalué selon Yannick Francis N'Degue, ajoutant « les Camerounais attendaient beaucoup sur le plan touristique avec l'idée que les meilleurs joueurs africains seraient présents comme Mohamed Salah ou Sadio Mane, qui peuvent accroître l'intérêt autour de la CAN ». Le fait que le gouvernement soit incapable de mener à bien ses projets a également un impact énorme sur le plan diplomatique. Si l'Etat n'est pas capable d'organiser la CAN, le message envoyé est que le Cameroun n'est pas capable de tenir ses engagements à l'international.

Le Cameroun redirigé vers la CAN 2021

Pour justifier l'affront infligé à la population camerounaise, la CAF a pointé du doigt, à travers des rapports d'inspection, des retards au niveau des infrastructures et de la sécurité. Entre les actes odieux commis par Boko Haram, toujours présent sur le territoire, et les mouvements séparatistes qui sévissent dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest notamment, il est vrai que la question de la sûreté se pose. Mais pour la défense des autorités camerounaises, la CAF a aussi sa part de responsabilité dans cet échec. « Les nations et les instances africaines s'étaient engagées en 2014 pour une CAN à 16 équipes, mais on a changé les règles du jeu en 2017 en poussant la compétition à 24 nations, augmentant de fait le nombre de rencontres, de supporters, etc... Ce n'est plus la même chose », nuance pour sa part Carole Gomez, chercheuse à l'Institut de relations internationales et stratégiques.

A peine remis de ce coup de massue, la fédération camerounaise s'est presque naturellement rabattue sur la CAN 2021. En tous cas, c'est une promesse faite par les instances du football africain, mentionnée par le président Paul Biya le 31 décembre dernier. Le Cameroun va ainsi poursuivre ses chantiers pour être fin prêt à accueillir l'événement dans deux ans et demi. Encore faut-il qu'un accord soit trouvé entre la CAF et l'état ivoirien, préalablement désigné hôte de cette CAN 2021. Bien que la Guinée-Conakry ait accepté de se recalculer sur 2025, la Côte d'Ivoire, elle, n'a toujours pas donné son aval pour accueillir la Coupe d'Afrique en 2023, même si cela serait en bonne voie. Toujours est-il que le Cameroun, au-delà de la CAN 2021, s'est ainsi officiellement préparé à candidater à tous types d'événements liés au football, excepté la Coupe du monde de la FIFA. C'est à dire les Coupes du monde jeunes, féminines, les Jeux Olympiques de la Jeunesse ou encore les Jeux de la Francophonie.

Le Maroc espéré, l'Égypte affectée

L'Égypte a donc été désignée officiellement ce mardi pays organisateur de la CAN 2019. Pourtant, au départ, tous les regards et notamment ceux de la CAF s'étaient tournés vers le Maroc. Habitué à présenter des dossiers de candidatures aux grandes compétitions internationales, le pays dirigé par le Roi Mohammed VI, qui s'était vu retirer la CAN 2015 à cause de l'épidémie du virus Ebola, représentait le recours idéal. Mais le gouvernement marocain s'est rapidement désintéressé, invoquant une triple justification. D'abord que le pays n'a jamais songé à se porter candidat donc que la question ne se posait pas, puis les incertitudes liées au budget et à l'impossibilité d'organiser un événement aussi important en si peu de temps et enfin la proximité avec l'accueil des Jeux africains

2019. Il y eu également une sorte de solidarité avec le Cameroun, pays ami, en ne soutenant pas la décision de la CAF de lui retirer cette compétition. « C'est extrêmement difficile de cerner l'argument décisif qui a fait que le Maroc n'a pas pris les choses en main. C'est vrai qu'il sortait d'une grosse désillusion avec l'attribution de la Coupe du monde 2026 au trio États-Unis/Canada/Mexique et que le pays s'est remis tout de suite à travailler pour l'organisation potentielle du Mondial 2030. Même si cela reste encore flou », confie Carole Gomez. On peut donc penser que le Maroc n'a pas pris le risque de froisser certaines fédérations du continent, en vue des votes pour l'attribution du Mondial 2030...



Ainsi, c'est un match Afrique du Sud-Egypte qui s'est joué. « On est vraiment sur deux candidatures pertinentes, qui ont du sens. Toutefois, se pose pour l'Égypte la question de la sécurité et pour l'Afrique du Sud de l'enjeu économique, mais aussi du soutien et de l'engouement de la population », analyse la chercheuse d'IRIS. En outre, ce sont des pays investis à la fois dans le football mais également dans l'accueil de grandes compétitions sportives. Les descendants des Pharaons, qui ont organisé quatre fois la CAN (la dernière fois en 2006), ont l'avantage de posséder une vraie culture football et des infrastructures disponibles tout suite. « L'Égypte bénéficie aussi du soutien de leur équipe nationale et ça c'est non négligeable. Cet engouement peut être important. L'aura de Mohamed Salah peut également permettre de convaincre certaines personnes. La principale interrogation reste sécuritaire » poursuit-elle, alors qu'un attentat terroriste a frappé le sud du Caire le 28 décembre dernier, tuant trois touristes vietnamiens et un guide touristique égyptien.



Vous l'aurez compris, organiser la Coupe d'Afrique des nations sur son sol va bien au-delà du simple sport qu'est le football. Maintenant que le verdict est tombé, les discussions autour du jeu vont (enfin) pouvoir investir le débat public. Alors, qui succédera aux Lions Indomptables, tenants du titre après leur victoire en 2017 devant... les Pharaons de Mohamed Salah, fraîchement élu meilleur joueur africain de l'année pour la deuxième fois d'affilée ?

Crédit photo : Panoramic, CAF

Naver : tourneur, danseur et le hip-hop au cœur (www.lanouvellerepublique.fr)

- <https://www.lanouvellerepublique.fr/blois/naver-tourneur-danseur-et-le-hip-hop-au-coeur>
- Le 10 janvier 2019



Naver, lors d'une représentation à la Halle aux Grains à Blois.

© (Photo personnelle de l'artiste)

A partir de samedi aux Rottes, le Blésois Naver va animer dix séances de hip-hop pour l'association l'Hectare. Un danseur au parcours atypique.

À partir de ce samedi matin, l'association l'Hectare propose dix séances d'initiation à la danse hip-hop. La vingtaine de places disponibles dans le cours a déjà été réservée. Comme l'an passé, c'est le danseur blésois Naver (nom de scène), aux solides attaches vendômoises, qui animera les sessions.

Comment avez-vous appris la danse ?

« En autodidacte avec des amis dans mon pays au Congo Brazzaville. À cette époque, c'était une danse très populaire. Aujourd'hui, ça a dû rebaisser un peu car il y a une nouvelle vague de danse afro. On regardait des vidéos venues de France, des États-Unis ou de Corée... téléchargées dans la galère ! Je me souviens aussi d'un film mythique « You got served ». On essayait de reproduire les mouvements. »

Quand êtes-vous arrivé en France ?

« Je suis arrivé en France en 2013. J'avais 24 ans. J'avais été sélectionné avec des amis pour participer aux Jeux de la francophonie à Nice, dans la catégorie Arts de la rue, puis je suis resté en

France. Car c'est très difficile d'obtenir un visa pour quitter un pays comme le Congo et aller en France. Or j'avais toujours rêvé de venir dans un pays comme la France et partager cette passion pour la danse. J'ai effectué une demande d'asile. La situation politique au Congo n'est pas stable, et ça rejailit forcément sur la situation économique. Ma demande a été rejetée, mais ma situation a été régularisée en 2016. J'ai actuellement un titre de séjour. »

Vous aviez des attaches à Vendôme...« Ma mère, qui vient d'obtenir la nationalité française, est arrivée à Vendôme en 2005. Mes deux jeunes sœurs sont nées ici. Je suis souvent le week-end sur Vendôme. »

Depuis que vous êtes en France, vous avez toujours dansé ?

« La durée de traitement de mon dossier a été très longue. Et pendant ce temps-là, je ne pouvais pas travailler. Avec un ami de Brazzaville que j'ai retrouvé à Blois, nous avons découvert l'espace Quinière et l'association Artist'street. Cela nous a permis de nous faire connaître. Nous avons effectué plusieurs représentations lors de Fêtes de la musique, ou à la Halle aux grains pour un chorégraphe sud-africain. Nous avons dansé aussi lors de la soirée La sape à Bloizzaville, début 2017. Puis avec des danseurs à Nantes, nous avons monté un groupe et représenté la France lors d'un concours de danse hip-hop en mai 2017. Nous avons terminé vice-champions d'Europe. Mais le milieu de la danse est difficile. Il m'aurait été nécessaire d'habiter sur Paris. J'ai donc fait une formation de tourneur. Et je suis aujourd'hui tourneur fraiseur dans une usine blésoise. Mais je continue de m'entraîner une à deux fois par semaine. »

Quelle est votre spécialité en hip-hop ?

« J'ai quelques bases au sol, mais ma spécialité est la danse debout. Je pratique le popping, c'est-à-dire des contractions musculaires qui peuvent faire penser à la robotique. Je fais aussi du locking, c'est-à-dire des mouvements de danse inspirés de la musique funk des années 70. Je suis par ailleurs chorégraphe. »

Comment vous êtes-vous rapproché de l'association Hectare ?« J'interviens pour l'Hectare depuis plusieurs années. Cela a commencé en 2014 en remplaçant bénévolement une intervenante de Tours qui n'avait pas pu se déplacer pour animer un atelier. »

LA VILLE OCRE DE MARRAKECH ABRITE LA FINALE DE LA COMPÉTITION INTERNATIONALE DE BREAK DANCE (www.oujdacity.net)

- <https://www.oujdacity.net/national-article-128593-fr/ville-ocre-de-marrakech-abrite-finale-de-competition-internationale-de-break-dance-2.html>
- Le 21 janvier 2019



Sous l'égide de la Fédération Royale Marocaine des Sports Aérobic, Fitness, Hip Hop et disciplines assimilées, et en partenariat avec l'Institut Français de Marrakech, la ville Ocre a été au rendez-vous avec la 5ème édition de la Finale Mondiale des « Maitres incontestés » du Break danse (Undisputed Masters V) les vendredi et samedi 18-19 janvier dernier.

Cette nouvelle édition d'UNDISPUTED bien réussie à Marrakech a connu la participation des neuf danseurs sélectionnés à travers le Monde à connaître à connaître : Phil Wizzard, tenant du titre du Notorious IBE (Canada), Dany Dan, vainqueur du Battle Of The Year et membre du célèbre Vagabond Crew (France), Cheerito, gagnant du Outbreak Europe (Russie), Onel, qui a remporté le Taipei B-Boy City (Grèce), Lil G, vainqueur de l'événement Green Panda (Venezuela), Issei, vainqueur du Battle Pro (Japon), Greku, numéro 1 du Legits Blast Winter (Pologne), Kuzya, qui s'est qualifié aux Undisputed Best Ranking (Ukraine), et Strippes, gagnant du Unbreakable (États-Unis).

Ces Danseurs internationaux se sont affrontés en 1 VS 1, sous l'oeil acéré d'un jury professionnel reconnu à l'international avec à leur tête le champion Marocain Fouad Amablj « Lil zoo » consacré champion du Monde de break dance 2018 lors du Concours « Red Bull BC 1 » organisé à Zurich aux cotés notamment des juges suisse Freeze, l'espagnol Movie1, le français Mounir et le portugais Lagaet.

Les danseurs marocains (résidant au Maroc), ont également été de la fête et ont tenté de remporter leur place dans la compétition officielle et représenter le Royaume, en devenant la "Wild Card" lors des battles 2 vs 2 internationaux qui sont également au programme de cet évènement.

Lors de cette 5ème édition du Undisputed Masters V de Marrakech 2019, le canadien Phil Wizzard, tenant du titre du Notorious IBE (Canada) a été consacré champion du Monde,

Voici d'ailleurs les résultats officiels de ces compétitions : au niveau national les résultats se présentent comme suit ;

Winner finale championnat solo breakdance – Fes

Youness El Moufaq – Bboy Cri6

Winner finale championnat duo breakdance – Agadir

Mohamed Benabad Bboy.Click

YassirEl Ghazaoui . Bboy ticket

la grande finale mondiale quant a elle. Elle a été emportée par

Phil wizard – Canada

Contactée au sujet de ce grand évènement mondial organisé pour la première fois au Maroc ; la Présidente de la Fédération Royale Marocaine des Sports Aérobie, Fitness, Hip Hop et disciplines assimilées Mme Salma Bennani s'est déclaré très satisfaite du fait que « Undisputed Masters V » soit bien organisé au Maroc pour la simple raison qu'aujourd'hui ; le Maroc est devenu une plate forme internationale de Batlle danseur notamment des danseurs qui s'expatrient. Au bout de 22 ans de pratique correcte et officielle de cette culture qu'est le Break danse ; avait-elle ajouté ; le Maroc est devenu une plate forme internationale qui reçoit des évènements internationaux tels que le Undisputed Masters V et notre pays est digne de recevoir des danseurs internationaux surtout que depuis quelques années ; les danseurs marocains sont devenu au top niveau international et que lors des championnat du monde tel que celui de l'an 2018 à Zurich; le Maroc a décroché une médaille d'Or (NDR : grâce à Fouad Ambelij, (Lil Zoo) et deux autres médailles d'argent aux jeux de la francophonie une année auparavant en 2017) avait-elle précisé.

Pour Mme Salma Bennani, le break danse va très très bien au Maroc où il existait bien avant la création de la fédération pas comme l'aérobie ; mais depuis la création de cette dernière ; le break danse se pratique d'une manière officielle et avec des normes et devant un panel de juges.

Aujourd'hui ; a-t-elle avancé ; nous participons aux championnats du monde et organisons des tournois et compétitions partout à travers le Maroc où nous organisons des rencontres régionales et nationales. Nous avons des équipes nationales où toutes les catégories sont représentées et tous les danseurs sont licenciés au sein de la fédération.

Aussi ajouta-t-elle ; le break danse au Maroc aujourd'hui n'est plus une mode mais une culture à part entière qui se pratique en bonne et due forme dans ces normes et selon des règlements et conditions et on constate que de nos jours nos danseurs d'expatrient malheureusement car leur niveau est très élevé en break danse au Maroc mais ils n'y trouvent pas la possibilité de la pratique d'une façon professionnelle contrairement à d'autres pays ou les danseurs sont pris en charge en bien entraîné comme c'est le cas par exemple pour le foot Ball et d'autre sports.

Et de conclure que le break danse se porte très bien au Maroc ou on voit de nos jours que même les jeunes filles se donnent à la pratique et quelques unes d'elles se sont même inscrites au Undisputed Masters V de Marrakech comme vous le voyez.

Parallèlement à cet évènement mondial ; Mounir de France et le Suédois Freeze proposeront un workshop le Vendredi 18 Janvier 2019 qui sera suivi d'une conférence "motivation" animée par Mounir.

Au terme de cette soirée, une projection de films sélectionnés dans le cadre de l'Urban Film Festival, parrainé par Jamel Debbouze, sera proposée aux spectateurs.

UNDISPUTED est une série de championnat de BBOY & BGIRL organisé depuis 2013 et qui rassemble des danseurs de renommé internationale vainqueurs de différentes compétitions internationales organisées à travers le monde entier.

ABOU ZOUHEIR

Paru aussi dans: premiumtravelnews.com

- <http://premiumtravelnews.com/2019/01/21/finale-a-marrakech-de-la-competition-internationale-de-break-dance>

«Index» mêle chorégraphie et burlesque (www.ladepeche.fr)

- <https://www.ladepeche.fr/2019/01/27/index-mele-choregraphie-et-burlesque,7978171.php>
- Le 27 janvier 2019



La Cie Pyramid se produira sur la scène de la salle Marie-Christine-Barrault, mardi à 20 h 45 avec un spectacle burlesque intitulé «Index», mêlant danse hip-hop, mime et détournement d'objets. Dans un salon où trône une grande bibliothèque, les cinq protagonistes vont se rencontrer, se confronter et s'interroger avec malice sur la place du livre dans leur quotidien. «Index» questionne notre danse et perpétue le travail de rencontre, d'échange, de confrontation de la compagnie à d'autres disciplines et à d'autres formes d'art et d'esthétique.

Une flopée de récompenses

Teinté de moments poétiques et de petites touches narratives pleines d'humour et de dérision, le travail de Pyramid s'inscrit toujours dans une recherche d'esthétique et d'interaction entre corps et décor. La compagnie cumule quinze années de travail, d'apprentissage, d'échanges complices avec des artistes d'univers différents, d'organisation d'événements hip-hop, d'accompagnement pédagogique.

Suite à la prestation très remarquée au festival «off» d'Avignon en juillet 2013 avec leur création «Ballet Bar», les danseurs de Pyramid ont très vite conquis les plateaux et les cœurs des spectateurs partout en France, allant jusqu'à en devenir les ambassadeurs aux derniers Jeux de la francophonie à Nice. Invités dans différents festivals internationaux de théâtre, la compagnie accumule les récompenses : au Kurdistan irakien en octobre 2013, lors de Hawler International Theater Festival, où

ils remportent le trophée du meilleur spectacle de danse ; sélection française au Fadjr International theater festival à Téhéran en janvier 2014 ; coup de cœur du Festival international des arts du mime et du geste – Mimos en août 2014 ; invités au festival de théâtre de St Barthélémy aux Antilles en mai 2015 ainsi qu'au PLAI festival de Cluj Napoca en Roumanie en juin 2015.

L'accueil de la compagnie à Lavelanet s'inscrit dans le cadre de l'opération «Entrez dans la danse» en partenariat avec le Conseil départemental de l'Ariège.

Contact et renseignements au 0561018141 – Internet : www.lavelanet-culture.com

Jeux du Canada : profiter du moment (www.infoweekend.ca)

- <https://www.infoweekend.ca/actualites/sport/354454/jeux-du-canada-profiter-du-moment>
- Le 28 janvier 2019



- Photo: Facebook/Judo NB

Du 15 février au 3 mars, deux délégations de la discipline de judo, féminine et masculine, représenteront le Nouveau-Brunswick aux Jeux du Canada présenté à Red Deer, en Alberta.

Les deux équipes seront composées de sept athlètes chacune et compétitionneront dans diverses catégories. La chef de la délégation féminine est Josée Daigle du Club de judo Kimo à Saint-Hilaire et Stéphane Bérubé du Club Otoshi de Moncton pour la délégation masculine. Il s'agit d'une première expérience comme chef de délégation pour les deux judokas.

« J'ai déjà quelques judokas qui s'entraînent avec moi à mon club. Les autres participantes des autres régions s'entraînent dans leur club respectif. Nous préférons cette façon, car il est difficile de s'entraîner tous ensemble à cause des distances, de la température et aussi des conditions routières parfois capricieuses », a expliqué Mme Daigle.

Les représentants qui participeront aux Jeux du Canada sont nés entre 2001 et 2005. Certaines ont connu l'expérience de participer à des compétitions de haut niveau.

« Nous avons une bonne équipe et une bonne chimie, mais il n'est pas question d'imposer de la pression de gagner des médailles à nos athlètes. Ils ont travaillé très fort et longtemps pour se rendre à ce niveau. Je veux, au contraire, qu'ils savourent cette belle expérience qu'ils vivront tous ensemble. Souvent, dans ces moments, un judoka, pour une raison ou une autre, réussit à briller. Je souhaite que nous ayons la chance de voir un ou plusieurs de nos représentantes réussir cet exploit. Cependant, le mot d'ordre est d'optimiser le moment », a-t-elle insisté.

Pour le chef de la délégation masculine, Stéphane Bérubé, l'important pour ses athlètes est de profiter de cette grande expérience.

« Nous mettons l'accent sur l'incroyable expérience que vivront nos athlètes. Nous avons eu l'occasion de nous entraîner tous ensemble à Fredericton, un court camp de préparation et faire connaissance. Bien entendu, nous avons l'occasion de nous voir dans certaines compétitions bien que la plupart de nos athlètes s'entraînent dans leur club respectif. Personnellement, j'ai trois judokas qui s'entraînent avec moi au club. Nous avons une bonne équipe et je crois que nous rapporterons des médailles. Par contre, nous ne mettons pas de pression inutile sur nos athlètes », a assuré M. Bérubé.

Ce dernier est entraîneur dans cette discipline depuis 18 ans. Il a travaillé à Hull au Québec et maintenant à Moncton au Nouveau-Brunswick.

« J'ai participé aux Jeux du Canada comme athlète en 1987 au Cap Breton. Ce fut une des plus belles expériences de ma vie et j'en garde un souvenir très spécial. J'ai aussi concouru aux Jeux de la Francophonie. Aujourd'hui, je suis très fier de retourner aux jeux en compagnie de jeunes hommes et femmes et de vivre cette expérience d'une façon différente. Je veux qu'ils soient tous prêts à vivre un moment inoubliable », a souligné M. Bérubé.

L'équipe féminine sera composée de Mahée Savoie -44kg, Moncton, Rebecca Ouellette -52kg, Lac Baker, Claudie Marchand -57kg, Edmundston, Destiny Hayes -57kg, Clair, Vanessa Caouette -63kg, Saint-Jacques, Keely Hussey -70kg, Grand Bay et Brandi Lingley +70kg, Quispamsis. L'équipe masculine inclut Chris Poitras -50kg, de Saint-François, Tylor Collin -55kg, Dieppe, Brandon Hanson -60kg, Fredericton, Samuel McGraw -66 kg, Dieppe, Loïc Cassista -73kg, Edmundston, Samuel Nadeau -81kg, Fredericton et Marcus Wheaton +81kg, Fredericton.

III. Articles sur les VIII^{es} Jeux de la Francophonie

Côte d'Ivoire : Institut national de la jeunesse et des sports (INJS), les bâtiments des VIII^e jeux de la Francophonie cédés aux étudiants (<http://www.koaci.com>)

- <http://www.koaci.com/cote-divoire-institut-national-jeunesse-sports-injs-batiments-viii-jeux-francophonie-cedes-etudiants-127057.html>
- Le 18 janvier 2019



Dacho Paulin ce vendredi a l'INJS (ph KOACI)

© Koaci.com – Vendredi 18 Janvier 2019 -Les étudiants de l'INJS de Marcory Search Marcory ont reçu ce vendredi 18 janvier 2019 dans les locaux dudit institut des mains du ministre des Sports, Paulin Claude Danho les clés des bâtiments des VIII e Search VIII e jeux de la Francophonie. Ce en vue, d'améliorer leurs conditions d'étude.

Ce sont les bâtiments ayant abrité les VIII^e Jeux de la Francophonie. Il s'agit entre autres de 33 bâtiments de 4000 lits, deux gymnases, deux blocs de bâtiments de 43 salles de classes, le bloc administratif, les anciens dortoirs devenus le deuxième site administratif, des terrains de jeux, une cafétéria, un magasin de stockage, des équipements sportifs et des mobiliers de bureau.



Cette occasion marque ainsi l'ouverture de l'internat réservé aux pensionnaires qui peuvent désormais prendre possession des chambres. Selon le porte-parole des étudiants, cette acquisition permettra d' « atténuer leurs souffrances ». Il a par ailleurs promis de créer un cadre propre en tentant de « maintenir l'école, belle ».

Le Ministre Paulin Danho [Search Paulin Danho](#) a tenu à féliciter les étudiants pour leur patience et espéré qu'avec ses installations, l'INJS pourra accomplir ses missions afin que le sport soit au nombre des piliers du développement de la Côte d'Ivoire telle que voulue par le Chef de l'Etat : « Je voudrais demander aux encadreurs, maintenant qu'ils ont le joyau, de travailler avec abnégation, avec rigueur, pour que l'INJS qui a formé de nombreux africains, continue de former l'élite en matière de sport et d'encadrement de la jeunesse », a-t-il affirmé.

Fondé en 1961 sur un espace de 19 hectares, l'INJS compte 2500 étudiants pour cette année 2018-2019.

Les étudiants de l'INJS réceptionnent les clés d'infrastructures réhabilitées (<http://www.atoo.ci>)

- <http://www.atoo.ci/2019/01/18/les-etudiants-de-linjs-receptionnent-les-cles-dinfrastructures-rehabilitees/>
- Le 18 janvier 2019



Le village des Jeux de la Francophonie 2017, logé à l'INJS de Marcory.

Abidjan, 18 jan (AIP)- Les étudiants de l'Institut national de la jeunesse et des sports (INJS) de Marcory, ont réceptionné vendredi, à Abidjan, des mains du ministre des Sports, Paulin Claude Danho, dans l'enceinte de l'établissement, les clés de diverses infrastructures, réhabilitées en vue

d'améliorer leurs conditions d'apprentissage.

Il s'agit des legs des VIII^è Jeux de la Francophonie à savoir les 33 bâtiments de 4000 lits, les deux gymnases, les deux blocs de bâtiments comprenant 43 salles de classes, le bloc administratif, les anciens dortoirs transformés en un deuxième site administratif, des terrains de jeux, une cafétéria, un magasin de stockage, des équipements sportifs et du mobilier de bureau.

Cette cérémonie de remise de clés marque ainsi l'ouverture de l'internat pour les pensionnaires qui peuvent dorénavant intégrer les chambres. Conscients de ce que cela pourra « atténuer leurs souffrances », leur porte-parole, Daniel Aliman, a promis de relever le défi de la pérennisation des acquis en tentant de « maintenir l'école, belle ».

Il répondait ainsi favorablement à une demande du directeur général de cet institut, Habib Sanogo, qui, tout en exhortant les étudiants à prendre bien soins desdits ouvrages, a exprimé sa gratitude au chef de l'Etat, Alassane Ouattara et au Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, au ministre des Sports pour les efforts consentis en vue de permettre à l'entreprise Snedai de mener à bien les travaux complémentaires.

Le Ministre Paulin Danho a félicité les étudiants pour la patience dont ils ont fait preuve et nourri la foi qu'avec ses installations, l'INJS pourra désormais remplir ses missions de grandes vocations afin que le sport demeure au nombre des piliers de l'émergence de la Côte d'Ivoire, telle que voulue par le président de la République, Alassane Ouattara.

« Je voudrais demander aux encadreurs, maintenant qu'ils ont le joyau, de travailler avec abnégation, avec rigueur, pour que l'INJS qui a formé de nombreux africains, continue de former l'élite en matière de sport et d'encadrement de la jeunesse », a-t-il souhaité, demandant aux étudiants de faire en sorte que, dans quelques mois, le visiteur puisse voir dans cette école, le fruit de leur imagination avec « des bâtiments fleuris, colorés et entretenus ».

Créé en 1961 et logé sur une superficie de 19 hectares, l'INJS, avec ses 2500 étudiants au titre de l'année académique 2018-2019, est composé d'une direction générale, quatre directions centrales, trois structures de formation et un centre de médecine de sport. Sa mission est de former aux emplois du sport, de la jeunesse et du loisir.

INJS : Les étudiants entrent en possession de la « cité de la Francophonie » (www.ivoiresoir.net)

- <https://www.ivoiresoir.net/injs-les-etudiants-entrent-en-possession-de-la-cite-de-la-francophonie/>
- Le 18 janvier 2019



Les 8^{èmes} jeux de la francophonie organisés à Abidjan du 21 au 31 juillet 2017, ont vu l'occupation des infrastructures de l'Institut national de la jeunesse et des sports (INJS) utilisées pour l'hébergement des athlètes aux différentes compétitions. Les jeux étant terminés, l'Etat de Côte d'Ivoire a, à travers le ministère des sports procédé à la remise des clés des infrastructures de l'établissement qui ont bénéficié d'une réhabilitation totale (cité de la Francophonie) et la construction de nouvelles autres ce vendredi 18 janvier 2018, en présence du ministre des sports Paulin Danho.

Habib Sanogo, le directeur général de l'institut savourant l'immense joie qui l'anime a fait ressortir l'honneur qui leur est fait de la présence du ministre des sports. A l'en croire, Paulin Danho a eu un rôle déterminant dans la mise en œuvre et la conduite diligente des travaux d'assainissement qui valent la cérémonie de ce jour. Aussi, lui a-t-il marqué sa reconnaissance : « Nous adressons notre infinie reconnaissance en l'homme (...) déterminé, ce travailleur infatigable mais aussi combien humble que vous êtes, merci monsieur le ministre ».

A lire aussi. Les étudiants de l'INJS : « Tant que le directeur Habib Sanogo est là, nous ne reprenons

pas les cours »

Par ailleurs, Habib Sanogo a exprimé sa gratitude et sa reconnaissance au président de la république Alassane Ouattara et au vice-président Daniel Kablan Duncan qui a suivi de main de maître la réalisation des travaux ainsi qu'à l'ensemble du gouvernement Ivoirien avec à sa tête Amadou Gon Coulibaly.

Le représentant des étudiants de l'institut Daniel Aliman, a exprimé la joie des étudiants il l'a exprimé en ces termes : « En ce jour, du 18 janvier 2019, une joie immense anime le cœur des étudiants de l'INJS que nous sommes en cette cérémonie de remise des clés de notre cité universitaire ». Ensuite, il a parlé de la nécessité d'entretenir le joyau à leur offrir afin que d'autres personnes puissent en bénéficier.

*« J'ÉMETS LE VŒU QUE JUSQU'À L'ANNÉE 2020, IL Y AURA LA CONSTRUCTION D'UNE PISCINE
OLYMPIQUE AU SEIN DE L'INJS »*

En outre, il a profité de l'opportunité pour soumettre une doléance au ministre des sports : « A l'instar de notre belle cité rénovée, les services périphériques tels que la restauration et la couverture médicale puissent être à la hauteur des attentes des étudiants de l'INJS. J'émetts le vœu que jusqu'à l'année 2020, il y aura la construction d'une piscine olympique au sein de l'INJS pour que nous ne soyons plus obligés de faire cours de natation dans nos salles de classe ou à la piscine d'Etat de Treichville ou de celle de Bingerville ».

Le ministre Paulin Danho représentant le parrain de la cérémonie Amadou Gon Coulibaly, s'est adressé aux étudiants au nom du premier ministre : « Aujourd'hui, le premier ministre Amadou Gon Coulibaly me charge de vous dire que vos sacrifices sont très largement récompensés ». Et d'ajouter : « Votre institut d'excellence en plus d'avoir hérité de ces beaux bâtiments, a été connecté récemment au réseau d'assainissement de la ville d'Abidjan. Donc aujourd'hui s'achève pour vous les longs moments de retard, d'agression que vous avez dû endurés pour arriver ici pour prendre part aux cours ».

Aussi, a-t-il conseillé les étudiants : « Nous attendons de vous après la livraison de ces infrastructures que vous soyez les piliers de l'émergence. L'Etat de Côte d'Ivoire ne vous forme pour devenir de futurs fonctionnaires bureaucratiques. Vous devez faire preuve d'imagination et mettre toute votre

expertise de création d'entreprise, de création de richesse, de création de bien être au service d'une Côte d'Ivoire nouvelle ».

« J'AI DES PISTES POUR QUE DANS LES PROCHAINS MOIS NOUS AYONS LA PISCINE OLYMPIQUE ICI À L'INJS »

Et de lancer à l'endroit des encadreurs, des directeurs et sous-directeurs, chefs de service de l'INJS : « continuez de travailler avec beaucoup d'abnégation, beaucoup de rigueur pour que l'INJS qui a formé de nombreux cadres africains continue de former l'élite en matière sport et d'encadrement de la jeunesse et dans tous les domaines. Pour que l'INJS continue d'apporter la sève vivifiante qui va nous aider à porter haut le flambeau d'une Côte d'Ivoire forte et prospère ».

« Nous allons faire notre part, et j'en fait le plaidoyer aussi bien au niveau du gouvernement mais en dehors du gouvernement, et j'ai des pistes pour que dans les prochains mois nous ayons la piscine olympique ici à l'INJS », a déclaré le maire d'Attécoubé.

Prince Beganssou

Paulin Danho à remis l'INJS aux Etudiants (<http://sport-ivoire.ci>)

- <http://sport-ivoire.ci/autres-sports/paulin-danho-%C3%A0-remis-l%E2%80%99injs-aux-etudiants%C2%A0>
- Le 19 janvier 2019



Le Ministre des Sports a procédé à la remise des clés des chambres de l'internat aux étudiants de l'Institut National de la Jeunesse et du Sport (INJS). La cérémonie de remise des clés et de réouverture de l'internat de l'INJS s'est tenue le vendredi 18 Janvier dernier au sein de l'Institut.

C'est dans une ambiance chaleureuse et sous le regard du Maire de la commune de Marcory, Aby Raoul, du vice-gouverneur Samuel Mobio et du secrétaire d'Etat chargé du service civique Siaka Ouattara que les étudiants de l'INJS ont reçu les clés des chambres de l'internat de la part du Ministre des Sports Danho Paulin.

Au cours de cette cérémonie de remise des clés, le Ministre des Sports, après avoir remis les clés des chambres, a demandé aux étudiants de l'INJS de produire de bon résultat afin d'être les piliers de la Côte d'Ivoire. « A partir d'aujourd'hui s'achève pour vous les longs moments de retard, d'agression que vous avez enduré pour prendre part aux cours. Le confort est là et vous pouvez étudier dans la tranquillité. Vous devez revenir d'ici chargé d'expériences et de compétences pour servir la Côte d'Ivoire et ses ministères » a demandé Danho Paulin.

En plus des résultats scolaires, le Ministre a aussi demandé aux étudiants de défendre soigneusement le joyau qui leur offert. « Nous devons faire plus d'imagination pour donner plus de verdure à l'INJS. Une chose est d'avoir des infrastructures et une autre chose est d'avoir la conscience que c'est un bien public que nous devons entretenir avec jalousie. C'est pourquoi je vous invite à beaucoup plus de civisme », a-t-il ajouté avant d'assurer de la réalisation très bientôt de la piscine olympique de l'INJS.

Honorés de recevoir les clés de l'internat, les étudiants de l'INJS ont rassuré le premier responsable du sport en Côte d'Ivoire sur l'entretien de la nouvelle cité universitaire et sur les résultats scolaires. « Nous avons entre nos mains un joyau et le défis majeure auquel nous devons faire face sera la pérennisation de nos acquis. Nous devons entretenir notre école en générale et notre cité en particulier afin que les générations futures puissent en bénéficier. Nous nous engageons à maintenir l'école belle et propre afin de faire d'elle un temple de la propreté et de l'excellence », a promis le porte-parole des étudiants de l'INJS.

Regroupant 2500 étudiants pour l'année 2018-2019, l'INJS qui avait été choisi pour abriter le village des VIIIe jeux de la Francophonie en 2017 comprend désormais 33 bâtiments, 02 gymnases, 02 blocs de bâtiments comprenant 43 salles de classes, une cafétéria, un magasin de stockage et est connecté d'assainissement de la ville d'Abidjan.

Armel YAO

Cérémonie de remise de clefs de dortoirs aux étudiants de l'INJS : " Nous serons encore plus heureux de disposer de la piscine olympique" (Habib Sanogo, DG) (news.abidjan.net)

- <https://news.abidjan.net/h/651275.html>
- Le 19 janvier 2019



© Abidjan.net par JOB

Cérémonie de remise de clefs de dortoirs aux étudiants de l'INJS

Abidjan, le vendredi 18 janvier 2018. . Les clefs de des chambres ont été remises symboliquement aux étudiants de l'INJS, le vendredi 18 janvier 2019, par le Ministre des Sports, M. Claude Paulin Danho, qui a représenté le parrain de cette cérémonie officielle, le Premier ministre, S.E.M Amadou Gon Coulibaly.



► [Voir tout l'album photo](#)

L'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS) bénéficie désormais officiellement de 2500 chambres neuves avec systèmes de climatisation et chauffage d'eau courante, WI-FI, adaptées également aux besoins des étudiants en situation de handicap. Les clefs de ces chambres ont été remises symboliquement aux étudiants de l'INJS, le vendredi 18 janvier 2019, par le Ministre des Sports, M. Claude Paulin Danho, qui a représenté le parrain de cette cérémonie officielle, le Premier ministre, S.E.M Amadou Gon Coulibaly.

En effet, Créé en 1961, parmi les premières grandes écoles de Côte d'Ivoire, bien avant l'Université d'Abidjan, l'INJS, vient d'être réhabilité et retrouve son lustre d'antan pour servir la nation ivoirienne, par sa vocation à former aux métiers du sport et des secteurs d'encadrement de la jeunesse.

“ Ainsi, les Ministères de l’Intérieur, du Tourisme et des Loisirs, de la Défense, de la Santé, de la Famille, de la Femmes et de l’Enfant, de l’Emploi, des Affaires Sociales et de l’Enseignement Supérieur pour ne citer que ceux-là, vont bénéficier du cadre qu’offre l’INJS, pour la formation de certains agents”.

En cela, les attentes et les espoirs, à l’occasion de cette cérémonie de livraison de ces nouveaux bâtiments, sont grands, car, au-delà des formations initiales, l’INJS participe aussi à la formation des cadres en accueillant en son sein, des séminaires, ateliers, colloques et autres grands rassemblements de la jeunesse.

« C’est pour cette raison qu’à l’occasion de la remise officielle de ces infrastructures, qui sont une fierté pour notre pays, je voudrais remercier les autorités de l’Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), du District Autonome d’Abidjan et de l’entreprise SNEDAI, pour leurs apports considérables dans la conduite et l’achèvement des grands et complexes travaux de construction et d’assainissement de l’INJS », a déclaré le ministre Claude Paulin Danho.

En outre, le Directeur Général de l’INJS, M. Habib Sanogo, s’est-il, pour sa part, réjoui de ce que l’Institut dispose de nouveaux bureaux, d’infrastructures sportives et de 2500 chambres soit 4004 lits, avec des commodités appréciables. “Très peu d’établissement de l’Etat pourraient se targuer d’être aussi bien lotis et autant choyés”.

« Nous serons encore plus heureux quand nous pourrions enfin disposer de la piscine olympique que vous nous avez promise. Elle est absolument nécessaire pour une école de Sport comme la nôtre qui veut acquérir ses lettres de noblesse et s’imposer à l’international », a-t-il fait comme plaidoyer.

Le DG de l’INJS a également relevé quelques réserves et observations émises quant à la finition totale de certains aspects de l’ouvrage dont les clefs ont été remises ce jour. Selon lui, le bâtiment principal abritant les classes a de sérieux problème d’électricité, ainsi que quelques aires de jeux dont la finition n’est pas encore effective. « Notre souhait le plus ardent est que ces quelques désagréments soient très rapidement soldés pour que nous puissions complètement profiter de ces nouveaux bâtiments et infrastructures », a souhaité M. Habib Sanogo.

En définitive, faut-il surtout rappeler qu’il y a deux ans, en préparation des 8èmes Jeux de la Francophonie de 2017, le gouvernement de Côte d’Ivoire avait sollicité les bâtiments de cours, dortoirs, terrains d’entraînement et salles d’exercices physiques de l’INJS pour abriter le village AKWABA des Jeux de la Francophonie, un des symboles de réussite de cette édition.

Aujourd’hui, en plus d’avoir hérité de nouveaux bâtiments construits avec l’appui de la Francophonie, l’INJS vient d’être connecté au réseau d’assainissement du District Autonome d’Abidjan.

Côte d'Ivoire : Les étudiants de l'INJS relogés dans leur cité (www.akody.com)

- <https://www.akody.com/cote-divoire/news/cote-d-ivoire-les-etudiants-de-l-injs-reloges-dans-leur-cite-319786>
- Le 20 janvier 2019



Rénové en juillet 2017 à la faveur des jeux de la francophonie, le campus de l'institut national de la jeunesse et des sports (Injs) qui comprend désormais une "cité de la francophonie" a été livré aux étudiants, ce vendredi 18 janvier 2019 par le ministre des sports, Paulin Claude Danho.

Remettant les clés du campus, le ministre Danho Paulin a recommandé aux pensionnaires de prendre soins de cette infrastructure et aussi de rester concentrés sur leurs formations.

« L'Injs est aujourd'hui rénové pour remplir sa vocation, celle de former dans le métier du sport et de l'encadrement de la jeunesse (...), je vous exhorte à le préserver », a-t-il recommandé.

« Nous voulons traduire notre gratitude au gouvernement ivoirien pour ces bâtiments », a exprimé, Habib Sanogo, directeur de l'Injs.

« Nous avons entre nos mains, un joyau et le défi majeur auquel nous devons faire face est de pérenniser nos acquis ... afin que les générations à venir puissent en bénéficier », a exprimé Alinan Daniel, porte-parole des étudiants de l'Injs.

Ce Centre de formation au métier de sport et des loisirs a été créé en 1961 et regroupe pour la rentrée académique 2018-2019, 2500 étudiants pour les diplômés de professorat des épreuves physique et sportive (EPS), sport et éducation permanente.

Il comprend 33 bâtiments de quatre mille (4000) lits, 1 gymnase, 43 salles de classes, 1 cafétéria, des terrains de football, d'handball, rugby, basketball et de volleyball.

Penouel D. / Akody.com

La Côte d'Ivoire accueille la dernière fenêtre (<http://www.ahouevi.net>)

- <http://www.ahouevi.net/la-cote-divoire-accueille-la-derniere-fenetre/>
- Le 22 janvier 2019



Après le désistement du Sénégal, la dernière fenêtre des éliminatoires du Mondial 2019 de basketball, zone Afrique, va se tenir à Abidjan du 22 au 24 Février prochain.

Annoncé au Sénégal, la FIBA va finalement recevoir la dernière fenêtre des éliminatoires du Mondial en Côte d'Ivoire à Abidjan selon le site sportif ivoirien www.sport-ivoire.ci. « C'était dans les tuyaux. Et sport-ivoire.ci est en mesure de l'affirmer. Le Palais des Sports de Treichville sera le théâtre du dernier acte des éliminatoires de la Coupe du monde 2019 » pouvons-nous lire sur le site ivoirien.

En effet cette situation intervient après que la Côte d'Ivoire par la voix du Président de la Fédération Ivoirienne de basketball ait exprimé le désir de cette organisation et que le Sénégal ait demandé à FIBA de la « décharger de l'organisation de cette fenêtre. Ceci en raison de la tenue de l'élection Présidentielle le 24 février 2019 ». En quête d'un pays pour accueillir cette dernière fenêtre, l'instance dirigeante du basketball africain a décidé d'offrir cette organisation qui sera complètement financée par FIBA Afrique au pays qui abrite son siège.

Cette décision de FIBA-Afrique, permet à la Côte d'Ivoire d'espérer obtenir une qualification pour le mondial. Devant son public, les Eléphants ont la chance de prendre la deuxième place qualificative du groupe F en réalisant un 3/3 et que le Sénégal s'incline lors de leurs trois dernières sorties. Dans le cas contraire obtenir la place de meilleur troisième presque occupée par les Lions Indomptables du Cameroun. La Côte d'Ivoire va affronter respectivement le Nigéria, le Rwanda et le Mali.

Il faut rappeler qu'en terme d'organisation, la Côte d'Ivoire a abrité la FIBA Afrobasket 2013, la Coupe d'Afrique des Clubs Champions féminin en 2013 et la dernière édition des jeux de la

francophonie.

CAN U18 et U20: La Côte d'Ivoire est parée (<http://www.sport-ivoire.ci>)

- <http://www.sport-ivoire.ci/autres-sports-athl%C3%A9tisme/can-u18-et-u20-la-c%C3%B4te-divoire-est-par%C3%A9e>
- Le 24 janvier 2019



La Côte d'Ivoire va accueillir les Championnats d'Afrique U28 et U20 en avril prochain. Si cet événement semblait en pointillés, la visite technique des experts de la Confédération Africaine d'Athlétisme (CAA) a rassuré le paysage local.

Le directeur général de la CAA, Lamine Faty, son directeur technique, Aziz Daouda et le vice-président chargé des compétitions, Gérard Vivian Gungaram, étaient en inspection à Abidjan. Durant leur séjour qui a débuté le 23 janvier dernier, les émissaires de la CAA ont évalué les installations sportives devant accueillir les trois événements majeur de la Confédération en ce début d'année. Les Championnats d'Afrique des Nations U18 et U20 et le Congrès électif du nouveau président de la CAA.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que les envoyés de Malboum Kalkaba, le président sortant de la CAA, sont satisfaits. « *Nous sommes satisfaits de cette visite technique. 98% des équipements de compétition sont disponibles et en bon état, les officiels sont formés et disposés, le centre d'hébergement est parfait. La Côte d'Ivoire est quasiment prête à accueillir les compétitions et le Congrès Electif de la CAA* », a confié le directeur général de la CAA, Lamine Faty, aux côtés de ses collaborateurs. Si des engins tels qu'un chrono automatique devrait être fourni par le Comité local d'Organisation, les inspecteurs ont avoué n'avoir plus qu'à « *peaufiner les avantages de la Côte*

d'Ivoire » renforcés lors des 8^{es} Jeux de la Francophonie.

Une fierté pour Jeannot Kouamé, président de la Fédération Ivoirienne d'Athlétisme qui a confirmé l'engagement de l'Etat de Côte d'Ivoire dans la réussite de l'événement. « *Il n'y a plus de souci, le Ministère des Sports nous a assuré de sa pleine participation dans l'organisation pratique de ces Championnats combinés d'Afrique* », une première pour la Confédération Africaine d'Athlétisme.

Pour le moment ce sont 20 pays du continent qui ont transmis leur intention de participer à ces Championnats d'Afrique d'Athlétisme qui s'ouvrent du 14 au 19 avril 2019, au stade Félix Houphouët-Boigny. Ils ont jusqu'au 20 mars 2019 pour confirmer leur engagement. L'ensemble des délégations logera à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS). Mais avant l'événement, un test sera effectué les 30 et 31 mars 2019 pour évaluer toutes les commissions en charge de l'organisation.

Patrick GUILTEY

Côte d'Ivoire / Le corps préfectoral de Niakara reconnaissant au président Ouattara (aip.ci)

- <https://aip.ci/cote-divoire-le-corps-prefectoral-de-niakara-reconnaissant-au-president-ouattara/>
- Le 24 janvier 2019



*Le préfet Matélin Ouattara et ses collaborateurs lors de la cérémonie de d'échange de vœux,
mercredi*

Niakara, 24 jan (AIP)- Le porte-parole du corps préfectoral, Yacouba Ouattara, à l'occasion de la cérémonie d'échange de vœux de nouvel an, mercredi, à la préfecture de Niakara, a exprimé, au nom de ses pairs, son "infinie gratitude à l'endroit du Chef de l'État pour les promesses tenues" au bénéfice de leur corporation.

"Comment pourrions-nous terminer notre intervention sans exprimer notre infinie gratitude au Chef de l'État, le docteur Alassane Ouattara, pour les promesses tenues à l'endroit du corps préfectoral", s'est interrogé M. Ouattara.

Lors d'une rencontre avec le corps préfectoral, le 12 avril dernier à Yamoussoukro, le chef de l'Etat avait souligné que "c'est grâce à vos efforts et à ceux de tous nos compatriotes que nous sommes également parvenus à organiser les plus grandes rencontres de l'histoire de notre pays (le Sommet UE-UA et les 8èmes Jeux de la Francophonie)".

"Votre contribution à la tenue pacifique et exemplaire de l'élection présidentielle d'octobre 2015, du référendum constitutionnel d'octobre 2016, des élections législatives de décembre 2016 et tout récemment des élections sénatoriales, illustre parfaitement de votre implication dans la consolidation de la paix et de la démocratie", avait-il en outre relevé.

Poursuivant, le chef de l'exécutif avait affirmé "vous ne cessez de démontrer que notre pays peut compter sur vous pour rester dans la dynamique de la croissance et du progrès social. Vos actions de sensibilisation et d'encadrement des populations ont toujours contribué au maintien d'un climat social apaisé. Je vous exhorte donc à continuer d'entretenir cet élan afin de préserver la paix et la stabilité dans notre cher pays".

"Je voudrais donc profiter de cette rencontre, pour vous renouveler ma solidarité, mes encouragements...", avait-il traduit, non sans soutenir que "nous sommes parfaitement conscients que la lourde tâche que vous exercez nécessite une amélioration de vos conditions de travail. C'est pourquoi, je me suis personnellement engagé à faire en sorte que votre présence rassure et qu'elle témoigne véritablement de la présence de l'Etat dans vos circonscriptions".

Le gouvernement, avait fait savoir Ouattara, a initié "des programmes d'équipement des bureaux et des résidences et de dotation de véhicules de commandement dans le cadre du Programme Présidentiel d'Urgence (PPU). Cependant, il est nécessaire de maintenir le parc automobile en état de bonne marche et de rénover des résidences et bureaux.Ce travail s'effectue dans le cadre des programmations budgétaires annuelles. Nous y accorderons une attention particulière".

(AIP)

Athlétisme (championnat d'Afrique U-18 et U-20) : Les préparatifs avancent (www.fratmat.info)

- <https://www.fratmat.info/index.php/sports/athletisme-championnat-d-afrique-u-18-et-u-20-les-preparatifs-avancement>
- Le 25 janvier 2019



La compétition se déroulera du 15 au 20 avril à Abidjan, et réunira plusieurs athlètes du continent. Athlétisme (championnat d'Afrique U-18 et U-20) : Les préparatifs avancent

La Côte d'Ivoire organisera du 15 au 20 avril le championnat d'Afrique cadets et juniors d'athlétisme. A quelques mois de l'évènement, des émissaires de la Confédération africaine d'athlétisme ont effectué une visite d'inspection récemment à Abidjan. Après avoir visité les installations et fait le tour du potentiel dont dispose la Côte d'Ivoire, ils sont satisfaits des préparatifs. « La Côte d'Ivoire est en avance dans l'organisation », ont-ils déclaré, lors d'un point presse qu'ils ont animé hier à l'Institut de la jeunesse et des sports de Marcory. « La Côte d'Ivoire dispose d'infrastructures. Les équipements sont 98% opérationnels. Les officiels ont été encadrés et formés avant les Jeux de la Francophonie. Ce qui veut dire que le pays peut dès demain organiser la compétition », a déclaré Gungaram Vivian, le chef de la délégation de la Caa. Il ne reste désormais qu'à peaufiner ces avantages, selon les émissaires de la Confédération. Dans le cadre de la préparation de ces championnats, il y aura un test match (compétition test) qui sera organisé du 30 au 31 mars. « Avant cette compétition, il y aura une formation pour la mise à jour des officiels techniques qui est prévue les 28 et 29 mars. Les encadreurs de la confédération seront là pour les deux jours de compétition », a ajouté Gungaram Vivian. Deux jours de compétition pour mettre à contribution les différents départements entrant dans l'organisation de l'évènement, à savoir : le transport, le protocole, l'hébergement, la technique

et autres.

Sur le plan technique, tout se passe également bien, ont expliqué les experts de la Caa, qui ont révélé par ailleurs que le comité d'organisation de la compétition a déjà reçu une vingtaine d'engagements de pays pour prendre part à l'évènement.

Parmi les atouts dont disposent la Côte d'Ivoire et qui ont impressionné les envoyés de la Confédération, c'est le village des Jeux qui servira à l'hébergement des athlètes. « C'est un village moderne qui a l'avantage de disposer d'espaces d'entraînement. Ce qui va éviter les déplacements des délégations pour aller s'entraîner ailleurs. Ils seront sur place et c'est un acquis que nous apprécions beaucoup », a souligné le vice-président chargé de mission de la Confédération africaine d'athlétisme.

Directeur technique et directeur du développement au niveau de l'instance africaine d'athlétisme, Mohammed Aziz Daouda a, pour sa part, indiqué que ces championnats qui auront lieu en Côte d'Ivoire sont une grande première. Puisque jamais deux championnats n'ont été organisés à la fois. « D'habitude nous organisons les championnats seniors, les championnats cadets et les championnats juniors séparément. Cette fois-ci, pour des raisons de calendrier, nous allons organiser deux championnats en un. C'est-à-dire les cadets et les juniors en même temps », a-t-il déclaré.

Il a insisté également sur la mobilisation autour de l'évènement pour battre le record de participation en nombre de pays et en nombre d'athlètes, mais également la réalisation de performances importantes.

Un défi qu'est prête à relever la Côte d'Ivoire. Les autorités ivoiriennes ont pris l'engagement d'accompagner les organisateurs, selon Kouamé Jeannot, président de la Fédération ivoirienne d'athlétisme.

Céleste Kolia

Judo : "Jubilé d'or" organise un échange de vœux des maîtres de la discipline (<http://adiac-congo.com>)

- <http://adiac-congo.com/content/judo-jubile-dor-organise-un-echange-de-voeux-des-maitres-de-la-discipline-94801>
- Le 28 janvier 2019

Le label dirigé par Ike Tshitenge a réuni les grands maîtres du judo congolais, le 27 janvier, pour un échange de vœux de Nouvel An et leur rendre honneur au regard de leur action pour l'essor de ce sport dans le pays.



Initiée par l'ancien judoka Ike Tshitenge, la structure Jubilé d'or a, au cours d'une cérémonie conviviale d'échange de vœux, décoré les anciens maîtres de judo de Kinshasa. L'activité, une sorte de retrouvailles pour les pionniers congolais de judo, a eu pour cadre le complexe scolaire André-Kimbuta récemment rénové et situé dans la commune de Kasavubu. « Cette cérémonie vise à remercier en premier lieu le Très-Haut pour la vie, la santé et les bienfaits qu'il nous a accordés par sa grâce tout au

long de l'année 2018. Nous souhaitons qu'il puisse continuer à nous faire bénéficier de ses bénédictions et sa grâce au cours de l'année 2019. Cette rencontre vise aussi à nous réunir pour partager l'amitié, l'amour et la solidarité, de manière particulière et spéciale. Le label Jubilé d'or a voulu honorer nos grands maîtres du judo congolais », a dans son allocution indiqué Ike Tshitenge.

S'adressant directement à ces pratiquants de judo en République démocratique du Congo (RDC), Ike Tshitenge a dit : « C'est grâce à vous, chers maîtres, que le judo est aujourd'hui le deuxième sport le plus populaire au Congo après le football. Et grâce à votre ténacité, le judo congolais reste une grande famille partout dans le monde. Personnellement, mon tout premier job que j'ai eu à obtenir, c'était grâce au judo, cette discipline noble. C'est à la fois un plaisir et un honneur de vous rendre l'ascenseur, d'où l'idée de créer ce label, Jubilé d'or ».

Les maîtres de judo honorés sont Mukuna, Luzolo, « Tempête », Day Lukembeso, Lionge, Matis, Mefa, Ali Tsham, Pamelolo, Mamisa, Boza, Malaba, Elonga, Pinto, Hilaire Nzay, Paulo. Prenant la parole, le doyen de maîtres de judo, Me Mukuna a indiqué que le judo est un sport de qualité et de possibilité pour l'éducation de l'homme, pour le travail de l'homme intérieur. « Envoyez les enfants à venir apprendre le judo qui est le top de l'éducation sportive. Le kata, par exemple, permet d'être calme et responsable de son propre corps », a-t-il exhorté.

A propos du Jubilé d'or, il existe depuis avril 2017. Ses objectifs sont d'accompagner des athlètes et des acteurs culturels dans leurs différentes compétitions et des athlètes finissant leur carrière de compétiteurs, soutenir des athlètes dans la réalisation de leurs œuvres en organisant, à titre volontaire, des stages, séminaires et colloques. Depuis sa création, le label Jubilé d'or compte quelques réalisations, entre autres, le jubilé d'or de Me Lengola « *Matshuda* », au stade des Martyrs en juillet 2017; l'accompagnement de l'équipe nationale de judo aux jeux de la Francophonie à Abidjan en juillet 2017; l'appui au Me Eale Lebeau qui représentait la RDC aux Mondiaux de judo à Budapest (Hongrie) en 2017; la réhabilitation du dojo major Bokomba-Tozo avec le concours de Me Freddy Elonga et du colonel Shako dans l'enceinte du camp Kokolo en juillet 2018.



Ike Tshitenge a débuté le judo à Kinshasa, avant d'aller évoluer en Europe, précisément en France où il a été compétiteur à Paris et à Lille dans le club Rochelle. Devenu entrepreneur, il reste dans l'univers du judo avec cette structure d'encadrement des judokas. La cérémonie s'est achevée avec des katas des combats d'exhibition des jeunes judokas du club des Forces armées de la RDC.

Martin Enyimo

IV. Articles sur les lauréats des Jeux de la Francophonie

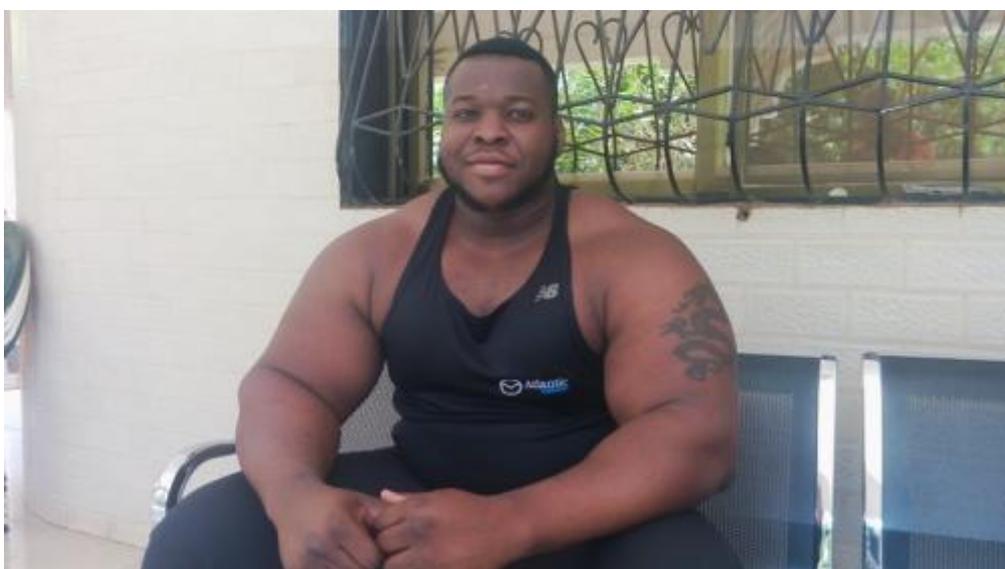
Les 10 personnalités sportives de l'année au Burkina

(<http://burkina24.com>)

- <http://burkina24.com/2019/01/04/les-10-personnalites-sportives-de-lannee-au-burkina/>
- Le 4 janvier 2019



Plusieurs personnalités ont animé la vie sportive du Burkina pendant l'année 2018. Dans ce classement, le champion de logt life se dégage comme la première personnalité sportive pour avoir inscrit le nom du Burkinapour la première fois dans le livre Guinness des records.



Iron Biby a marqué l'année 2018 par ses performances

1^{er} : Iron Biby

L'haltérophile burkinabè, Cheick Ahmed Al-Hassan Sanou dit Iron Biby a inscrit pour la première fois le nom du Burkina dans le livre Guinness des records en septembre 2018, en battant le record de la

pompe en continu en soulevant une personne et réalisant des pompes pendant une minute. Le Burkinabè a battu ce record qui était de 45 répétitions en faisant 69.

Iron Biby est également co-champion du monde de power logt life en avril 2018. Ces performances et les sorties médiatiques du natif de Bobo-Dioulasso ont contribué à décomplexer les personnes de fortes corpulences qui trouvent à travers lui un guide et un exemple.



Fabrice Zango est l'un des athlètes burkinabè qui progressent le plus

2^e Fabrice Zango

Médaillé d'or au triple saut aux jeux de la francophonie en 2017, Fabrice Zango a remporté le titre de champion d'Afrique au triple avec 17,11m, en effaçant ses mauvais souvenirs des mondiaux ratés à Angleterre pour des raisons de visas.

En plus de cela, cette même année, le Burkinabè a aussi battu le record du championnat du monde de triple saut en salle (17,11m) et a occupé la deuxième place (17,02m) à la Coupe continentale à Ostrava en représentant l'Afrique à cet évènement. Fabrice Zango allie bien sport et étude puisqu'il est le major de sa classe pour ses études en ingénierie.



3^e Bertrand Traoré

Il est le seul Burkinabè qui évolue régulièrement dans l'un des cinq grands championnats européens. Le médaillé de bronze de la CAN 2017 alterne le bon et le moins bon. Mais ses apparitions ou son absence font l'objet de commentaires dans la presse comme sur les réseaux sociaux. Il est celui, actuellement, qui fait parler le plus du Burkina dans les championnats européens.



Mathias Sorgho a remporté le maillot jaune du Tour du Faso 2018

4^e Mathias Sorgho

Vainqueur du Tour du Faso 2018, l'étudiant cycliste a permis au Burkina Faso de reconquérir le

maillot jaune. Il aurait pu occuper un meilleur classement mais cette année, le Tour du Faso a été diminué par l'absence de grands ténors comme le Maroc, l'Érythrée ou le Rwanda qui auraient pu relever encore plus le niveau de la compétition.

Mathias Sorgho bénéficie également d'une fédération burkinabè de cyclisme bien structurée qui a su développer des stratégies de sponsoring pour organiser régulièrement des compétitions sur l'avenue Charles de Gaulles.



5° La Fédération burkinabè de handball

Cette fédération est l'une des mieux organisées depuis une dizaine d'années maintenant. Elle est la seule qui réussit chaque année à organiser les championnats des petites et grandes catégories. Malgré des moyens modestes et pas forcément au-delà des autres fédérations, elle avait réussi même la saison précédente à qualifier une équipe junior au championnat du monde de cette catégorie.



Avec son centre Salitas, Yacouba Ouédraogo est en train de réussir là où les « grands » ont échoué

6^e Yacouba Ouédraogo (Salitas) :

Grâce à son club Salitas qu'il vient de créer, l'ancien ministre des sports et des loisirs du Burkina Yacouba Ouédraogo a remporté la Coupe du Faso 2018 et joué les premiers rôles dans le championnat.

Le club aurait pu réaliser le doublé s'il n'avait pas fait aussi de la vente des joueurs une politique.

Toutefois, le club du colonel Yacouba Ouédraogo a suscité de l'admiration de la part des observateurs en donnant l'exemple de l'organisation que doit avoir un club, mais surtout en créant un élan de patriotisme extraordinaire suite aux qualifications de son club au dernier tour de la Coupe de la Confédération en éliminant le Wakrya de la Guinée et en réussissant l'exploit de battre Al Masry du Caire, demi-finaliste de la compétition l'année écoulée au tour éliminatoire.

Si le club réussit à franchir cette étape, le vainqueur de la Super Coupe AJSB 2018 deviendra le premier à accéder aux phases de poules depuis cette nouvelle formule et à ramener peut-être les supporters
au
Stade.

7^e Omar Yugo

Bien que toujours contesté, l'actuel président de la Fédération burkinabè de karaté do a réussi à relancer la discipline minée par des problèmes de longues dates. Même si ces problèmes n'ont pu être résolus, Omar Yugo a tenté d'asseoir une bonne relation avec la presse à travers deux séries de formations, a organisé le championnat national et le TIKAZONE retransmis en direct à la télévision nationale du Burkina.

8^e AS Douanes

Ce club omnisport (handball, volley-ball, basketball, football) est en train de contribuer grandement au développement du football burkinabè. C'est ainsi que depuis quelques années, il joue les premiers

rôles dans les sports de main et a permis à son équipe de football de monter en première division.



Pendant toute l'année, Lassina Sawadogo n'a de cesse d'interpeller les autorités sur la qualité des infrastructures sportives

9^e Lassina Sawadogo

Journaliste sportif à la télévision nationale du Burkina, il est l'un des observateurs les plus critiques de la scène sportive burkinabè. Son sens de l'observation fait de lui, l'un des journalistes qui influence le contenu des décisions sportives au Burkina. Aimé par les uns, détesté par les autres, les nombreuses observations de Lass pour ses intimes sur la qualité et la quantité des infrastructures du Burkina ont amené les autorités sportives à être plus regardantes sur le sujet et en faire l'un de leurs objectifs principaux.

10^e Pamoussa Zongo

Le président de la Fédération burkinabè de badminton a réussi petit à petit à implanter cette discipline au Burkina Faso. Cette année particulièrement, il a organisé séparément les championnats des petites catégories et des séniors qui ont connu de francs succès. Pamoussa Zongo également a obtenu un stage international qui a permis d'évaluer les performances des jeunes badistes burkinabè mais aussi de former des encadreurs pour les différents établissements. Bien que travaillant dans la digression, cet ancien enseignant d'Education physique et sportive a réussi une bonne reconversion et donné l'opportunité aux jeunes de s'occuper autrement.

Boukari OUEDRAOGO

Hugues Fabrice ZANGO (Burkina Faso), médaille d'or, Athlétisme masculine, 200 m, VIIIes Jeux de la Francophonie Côte d'Ivoire /Abidjan 2017

Athlétisme: Djénèbou Danté se prépare en Espagne (<http://malijet.co>)

- <http://malijet.co/sports/athletisme-djenebou-dante-se-prepare-en-espagne>
- Le 13 janvier 2019

L'athlète malienne, Djénèbou Danté se trouve actuellement en Espagne, pour se préparer en vue des échéances futures.

Par la Rédaction



« Oui 2019. Je suis en stage en ESPAGNE #Tenerife. Le sport de haut niveau, c'est l'école de la vie. Une école où les maîtres mots sont le travail, la persévérance, la confiance, la détermination et la foi. #223teamAthle. #Maliforever », a posté l'athlète malienne sur sa page Facebook, le vendredi 11 janvier 2019.



A travers ces genres de stages, la médaillée d'or des 400 mètres Dames aux VIIIème Jeux de la francophonie d'Abidjan 2017 pourrait atteindre ses objectifs qui est de décrocher un médaille olympique.

Dante Djenebou (Mali), médaille d'or, Athlétisme féminin, 400 m, VIIIes Jeux de la Francophonie Côte d'Ivoire / Abidjan 2017

NORDINE OUBAALI TIENT SON TITRE ! (<http://espritbleu.franceolympique.com>)

- <http://espritbleu.franceolympique.com/espritbleu/actus/7749-nordine-oubaali-tient-son-titre-.html>
- Le 21 janvier 2019



Nordine Oubaali tient enfin sa reconnaissance internationale. Certes, Nordine avait décroché une médaille de bronze aux championnats du monde amateurs 2007 et l'or des Jeux de la Francophonie en 2009, mais il aurait mérité, depuis longtemps de figurer au rang des grands champions français. En particulier, Nordine avait tout pour monter sur un podium olympique...

Battu sur décision par le futur champion olympique des mi-mouches, le Chinois Zou Shiming, lors des Jeux Olympiques de Pékin, Nordine aurait déjà pu légitimement prétendre à une médaille olympique. En 2012, à Londres, c'est face à l'Irlandais Michaël Conlan à l'issue d'un combat à la décision finale contestée à l'époque que Nordine s'était incliné, au stade des quarts de finale. Sa dernière victoire olympique, Nordine l'avait obtenue au stade précédent du tournoi, face à un Américain : Rau'shee Warren.

Comme un symbole, c'est en s'imposant de nouveau face à l'Américain, samedi soir à Las Vegas, que Nordine s'est emparé du titre vacant WBC des poids coq. Sous les yeux de Tony Yoka, Estelle Mossely ou encore Souleymane Cissokho, Nordine Oubaali peut enfin exulter; après tant d'années de frustration, il a enfin conquis le monde.



nordineoubaali
MGM Grand Garden Arena

View Profile



View More on Instagram



4,042 likes

nordineoubaali



Il n'y a pas de combat facile sinon celui qu'on ne mène pas.
La victoire aime l'effort. Et ces dix dernières années en ont été ponctuées. Ne lâchez jamais rien, suivez vos rêves. Croyez-y jusqu'au bout. Ce soir, ma victoire est aussi la vôtre. Après tant de sacrifices, de doutes, de travail. Je suis fier de ce qu'on a accompli ensemble avec mon frère et coach @alioubaali. Une pensée pour mon père, paix à son âme, et pour toute ma famille, mes amis, mes partenaires qui me supportent. La ceinture rentre en France ! Et elle va y rester !"
#TeamOubaaliForEver #NINOONEPOWER #LavictoireAimeLeffort

Oubaali Nordine (France), médaille d'or, Boxe, Ves Jeux de la Francophonie Niger 2005

FESPACO 2018 : LE FILM MALIEN "BARKOMO" EN LICE POUR L'ETALON DE YENNEGA (<http://bamada.net>)

- <http://bamada.net/fespaco-2018-le-film-malien-barkomo-en-lice-pour-letalon-de-yennega>
- Le 22 janvier 2019

‘Barkomo’ ou la grotte, c’est le nom du film de deux jeunes cinéastes maliens, retenu par le jury du Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (Fespaco) 2018, dans la catégorie long métrage.



Ils y a 20 films retenus dans la prestigieuse catégorie long métrage pour cette édition du Fespaco, dont le film malien ‘Barkomo’. La nouvelle est tombée en début de semaine dernière lors de la conférence de presse de la commission d’organisation, à Paris.

La présence de ce film à ce niveau très fermé du cinéma africain relève d’un miracle, car rien ne le prédestinait à ce succès, compte tenu des conditions et les moyens de ses producteurs.

En effet, ‘Barkomo’ est un film d’une heure 15 minutes, réalisé dans un petit village dont il porte le nom, dans le cercle de Bandiagara, région de Mopti. Il est réalisé par Aboubacar Draba et Bocari Ombotimbé, deux jeunes qui croient en leurs génies. Le scénario est coécrit par Bocari Ombotimbé et Erica Pomerance. Il est produit par DARK FACE FILMS. L’originalité de ce film réside dans ses

conditions de réalisation. Ses auteurs racontent qu'il a été tourné avec presque zéro franc, car les comédiens et acteurs étaient volontaristes. Ils sont de Bamako et du village de Barkomo. Aboubacar Draba raconte que tous croyaient en l'aventure et ont donc travaillé sur la base de la confiance. Il rassure qu'aucun financement n'accompagne la production à part une contribution matérielle de Koriem Médias Prod. Tourné sur 14 jours, le réalisateur estime le budget à un million et demi de francs CFA.

L'histoire du film

Barkomo ou la grotte est une fiction tirée d'une histoire réelle. Il retrace la création d'un village du nom de Barkomo. Elle met en scène Salimata Tapily dans le rôle d'actrice principale, avec le surnom de "Yamiyo". Cette femme n'avait toujours pas d'enfant après dix ans de mariage. Alors, elle proposa à son mari de prendre une seconde épouse pour assurer sa postérité. Le mari épousa une seconde femme qui donna naissance à un garçon. C'est alors que tout le malheur de la première a commencé. Yamiyo subit régulièrement des insultes et des humiliations de la part de son mari et de sa coépouse parce qu'elle n'avait pas d'enfant. Un jour qu'elle se disputa avec sa coépouse, son mari l'a battue. Lasse de supporter cette situation, elle décida de mettre fin à sa vie en se jetant du haut d'une falaise. Elle survit par miracle. Elle se dirigea vers un autre village qui ne connaît que des malheurs. Ici, il ne pleut plus depuis longtemps, la famine et la pauvreté sont le quotidien des habitants. C'est alors que Yamiyo fut accueillie et hébergée. Elle se rendit compte qu'elle était enceinte d'un garçon. A sa naissance, l'enfant rapporta le bonheur et la joie de vivre dans le village qui a décidé de le baptiser " Anabalé" (gaucher). Ce garçon était choyé de tous. Grandi, il tomba amoureux de la fiancée du prince. Anabalé n'avait d'autres choix que de fuir avec sa dulcinée pour fonder le village de Barkomo.

Les thématiques

Ce film, d'une originalité, met l'accent sur plusieurs thématiques dont l'actualité brûlante du centre du Mali, avec les affrontements intercommunautaires ; l'émancipation de la femme ; la pratique des rituelles ancestrales, entre autres.

L'incroyable destin de deux jeunes réalisateurs

C'est lors des derniers jeux de la Francophonie qu'Aboubacar Draba et Bocari Ombotimbé, tous mordus de cinéma, ont décidé de se mettre ensemble pour la réalisation de ce film. Alors, ils

commencèrent le tournage le 3 janvier 2018 pour terminer deux semaines plus tard. Ils terminent le montage en juin et envoient leur produit au Fespaco en octobre. Avec des moyens rudimentaires, soient deux caméras dans un coin perdu du centre du pays. Sans électricité pour recharger les batteries des caméras, il leur faut marcher chaque jour plus de 7 km pour se rendre sur le lieu de tournage. Si les deux jeunes réalisateurs n'en reviennent pas encore que leur film ait été retenu parmi les 20 présélectionnés par le jury pour la catégorie long métrage, ils reconnaissent avoir toujours rêvé d'une participation au Fespaco. « *Notre objectif principal, c'est de remporter l'Étalon de Yennega, mais à ce stade, il est atteint à moitié* », affirme Aboubacar Draba.

A noter que la participation de ce film à la prochaine édition du Fespaco est une fierté nationale, car à ce jour c'est le seul film retenu pour cette catégorie alors même que les inquiétudes commençaient à gagner les Maliens qui n'en croyaient presque plus. En prélude au festival, les réalisateurs annoncent la projection de l'avant-première courant le mois de février, au Cinéma Babemba.

Hamadoun MAIGA

Aboubacar Bablé DRABA (Mali), médaille d'argent, Création numérique, Villes Jeux de la Francophonie Côte d'Ivoire /Abidjan 2017

FESTIVAL AFRICAIN D'IMAGES VIRTUELLES ARTISTIQUES : La 8^{ème} édition explore le thème « Traces » (<http://malijet.co>)

- <http://malijet.co/societe/culture/festival-africain-dimages-virtuelles-artistiques-la-8eme-edition-explore-le-theme-traces>
- Le 22 janvier 2019

Placée sous le thème « Traces », la 8^{ème} édition du Festival africain d'images virtuelles artistiques (FAIVA) a démarré ses activités le 10 janvier 2019 au Stade Chaba de Lafiabougou. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Andogoly Guindo, secrétaire général du ministère de la Culture.



Du 10 au 13 janvier 2018, la commune IV du district de Bamako a vibré au rythme de la 8^{ème} édition du FAIVA. Le 10 janvier 2018, la cérémonie d'ouverture a enregistré la participation de plusieurs personnalités, dont l'ancien ministre de la Culture, Cheick Oumar Sissoko, actuel secrétaire général de la Fédération panafricaine des cinéastes (FEPACI).

En plus du vernissage de l'exposition, les festivaliers ont pu apprécier des prestations d'artistes musiciens. Awa Maïga a rivalisé d'ardeur avec Petit Goro, pour annoncer les couleurs de la 8^{ème} édition du Festival africain d'images virtuelles artistiques. Parallèlement à leurs prestations, le public qui a fait le déplacement a aussi apprécié et salué la prestation des marionnettes de la Troupe « Nama », lauréate de la médaille de bronze aux jeux de la Francophonie de 2017, à Abidjan.

Le représentant du Maire a salué l'organisation de cette manifestation dans sa commune. Selon lui, d'année en année, les organisateurs du FAIVA redoublent d'ingéniosité et d'initiatives pour proposer une rencontre culturelle, qui prend toujours l'allure d'un dialogue entre les différentes cultures et les différentes populations du pays.

En sa qualité de Directeur du Centre soleil d'Afrique, initiateur de cette manifestation, Hama Goro a fait l'historique du FAIVA. « C'est dans son engagement à promouvoir les arts plastiques au Mali que le Centre Soleil d'Afrique, après plusieurs réflexions sur les stratégies de promotion et de valorisation des arts visuels comme moyen d'expression artistique, a initié le Festival africain d'Images Virtuelles Artistiques (FAIVA) », a-t-il déclaré.

Selon lui, pour sa 8^{ème} édition, le Centre soleil d'Afrique a invité les artistes à réfléchir à une citation d'Amadou Hampaté Bâ. « Pour cette 8^{ème} édition du Festival Africain d'Images Virtuelles Artistiques (FAIVA) intitulé TRACES, nous avons invité les artistes à réfléchir sur cette citation de l'écrivain malien Amadou Hampaté Bâ : "Quand il arrive dans un endroit, le caméléon prend la couleur du lieu. Ce

n'est pas de l'hypocrisie ; c'est d'abord la tolérance, et puis le savoir-vivre. Se heurter les uns les autres n'arrange rien. Jamais on n'a rien construit dans la bagarre. La bagarre détruit. Donc, la mutuelle compréhension est un grand devoir. Il faudrait toujours chercher à comprendre notre prochain. Si nous existons, il faut admettre que, lui aussi, il existe", a déclaré Hama Goro.

Conformément à son esprit d'espace de dialogue et d'échanges entre artistes maliens et leurs confrères du monde entier, Hama Goro dira que dans le cadre de l'édition de cette année, le Centre soleil d'Afrique a organisé deux ateliers : un atelier de création numérique sur « la réalité augmentée » et un autre atelier dans 4 écoles de la Commune 4 du district de Bamako, dans une démarche pédagogique, auprès des enfants qui sont les citoyens de demain. « Nous avons voulu sensibiliser nos enfants à la chose artistique en les amenant à comprendre que l'art est un moyen de communication », a-t-il conclu.

En sa qualité de représentant du ministre de la Culture, le secrétaire général Andogoly Guindo a rappelé que le FAIVA s'inscrit en droite ligne de la politique culturelle du Mali, laquelle vise la promotion et la protection de nos identités culturelles. Et, pour cela, il a assuré les organisateurs de tout le soutien du ministère de la Culture. Avant de souhaiter plein succès à l'édition de cette année.

Assane Koné

Compagnie NAMA (Mali), médaille de bronze, Marionnettes géantes, Villes Jeux de la Francophonie Côte d'Ivoire /Abidjan 2017

Françoise Mbango : « Je pense que quand on regarde très bien, le sportif le plus titré au Cameroun est une femme et c'est moi... »

(www.lebledparle.com)

- <https://www.lebledparle.com/sport/1106338-francois-mbango-je-pense-que-quand-on-regarde-tres-bien-le-sportif-le-plus-titre-au-cameroun-est-une-femme-et-c-est-moi>
- Le 23 janvier 2019

La double championne olympique du triple saut s'est exprimée hier 22 janvier 2019 sur les antennes de la télévision nationale CRTV dans le cadre de l'émission « Sports parade ».



La médaillée d'or en triple saut aux Jeux olympiques (d'Athènes en 2004 et Pékin en 2008) se revendique comme la meilleure athlète tous sexes confondus du Cameroun « *Le sportif camerounais le plus titré est une femme. C'est moi* ». A-t-elle déclaré de façon gratuite. L'argument que brandit l'athlète n'est nul autre son palmarès. « *Je vais un tout petit peu décliner mon CV. C'est trois fois championne du monde, deux fois championne olympique, détentrice de records olympiques aujourd'hui vieux de dix ans. J'ai la deuxième performance mondiale de tous les temps. Ceci est mon niveau africain. J'ai plusieurs records africains. J'ai aussi gagné la Coupe du Monde d'athlétisme en 2002 à Edmonton. Je pense que quand on regarde très bien, le sportif le plus titré au Cameroun est une femme* », a-t-elle défendu.

Dans cette optique, la championne olympique souhaite faire valoir son expérience aux jeunes camerounais. Elle indique à cet effet qu'elle a eu à proposer en vain, plusieurs projets notamment pendant la CAN féminine de 2016. Elle ne va pas sans relever ses différentes décorations décernées par le président de la République du Cameroun.

Elle revendique de ce fait une place importante en milieux sportifs camerounais : « *Je me vois beaucoup plus conseiller aux affaires sportives auprès du président de la République. Parce que le sport de haut niveau ce ne sont pas toujours les connaissances qu'on a dans les manuels scolaires, dans les formations. Ce sont les connaissances qu'on a sur le terrain. Ici je parle d'expérience et je pense que le président de la République est le premier à savoir ce que cela veut dire. Je pense que j'ai l'expérience du haut niveau pour accompagner que ce soit les équipes de sports collectif ou individuel lors des compétitions internationales* ». a-t-elle fait savoir

Selon elle le poste de *conseiller aux affaires sportives auprès du président de la République* serait une position méritée, car, argue-t-elle d'autres icônes de l'athlétisme africain sont réclamées dans leurs

pays. « Au Sénégal, Amy Mbacké Thiam qui a été championne du monde au 400 mètres a été nommée conseillère à la Présidence de la République en matière de sport. Vous avez Rosa Rakotozoafi qui a été finaliste aux Jeux olympiques qui ont été nommés à la direction des sports de haut niveau de son pays. Vous avez au Tchad Nadjima Kaltouma qui faisait le 400 mètres qui a gagné aux Jeux de la Francophonie et qui a aussi été nommé conseiller à la présidence de son pays en matière de sport » a souligné Mbango.

Paru aussi dans: www.cameroon-info.net

- <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-francoise-mbango-le-sportif-camerounais-le-plus-titre-est-une-femme-cest-moi-333174.html>

Nadjina KALTOUMA (Tchad), médaille d'or, Athlétisme féminin, 200 m & 400 m, Vies Jeux de la Francophonie, Liban 2009

**En Afrique, personne ne saute plus loin que Fabrice Zango (salle)
(burkina24.com)**

- <https://burkina24.com/2019/01/28/en-afrique-personne-ne-saute-plus-loin-que-fabrice-zango-salle/>
- Le 28 janvier 2019



Le triple-sauteur burkinabè Hugues Fabrice Zango, 25 ans, est désormais le recordman d'Afrique dans cette discipline. Désormais coaché par l'ancien Champion Teddy Tamgho, le Burkinabè a

réalisé une performance extraordinaire en réalisant un bond de 17m58 au meeting de Paris (France) le dimanche 27 janvier 2019.

L'athlète burkinabè brise ainsi le record d'Afrique du triple saut grâce à cette performance qu'il détenait lui-même. Et l'on pourrait dire tel coach, tel athlète ou faire référence à la tendance #10yearschallenge dans la mesure où il y a dix ans, en 2009, Teddy Tamgho l'entraîneur de Hugues Fabrice Zango, réalisait la même performance (17m,58). dans la même salle.

Et pour les deux, l'histoire ne fait que commencer comme l'a affirmé le coach de l'athlète burkinabè. Avec Fabrice Zango, les Burkinabè pourraient vivre une saison sportive sensationnelle. Pourquoi pas, atteindre le niveau de son coach qui détient le record du monde de la discipline en salle (17m92).

Déjà l'année dernière, l'ancien étudiant des 2IE remportait le championnat d'Afrique d'athlétisme d'Abuja avec une performance de 16,81 m. Cependant, le champion d'Afrique avait réalisé une meilleure performance aux Universiades à Taipei avec 16,97 m, battant ainsi le record national. En 2017, Fabrice Zango avait également remporté la médaille d'Or aux Jeux de la Francophonie (16,92 m). Objectif désormais, les championnats du monde en salle.

Boukari OUEDRAOGO

Hugues Fabrice ZANGO (Burkina Faso), médaille d'or, Athlétisme masculine, 200 m, VIIIes Jeux de la Francophonie Côte d'Ivoire /Abidjan 2017

MEETING DE BERCY 2019: ARTHUR CISSE ET SEAN SAFO AUSSI BRILLEMENT (www.africatopsports.com)

- <https://www.africatopsports.com/2019/01/29/meeting-de-bercy-2019-arthur-cisse-et-sean-safo-aussi-brillant/>
- Le 29 janvier 2019



Pendant que le Burkinabé Hugues Fabrice Zango explosait le record d'Afrique du triple saut, les sprinteurs africains se sont également illustrés ce week-end au Meeting indoor de Paris Bercy.

C'est le cas notamment d'Arthur Gue Cisse et Sean Safo. L'Ivoirien et le Ghanéen ont dominé le 60 m en arrivant tous les deux en tête en 6s 60. Le Slovaque Jan Volko est arrivé en troisième position en 6 »64.

Cisse fait partie de la crème de l'athlétisme africain et ivoirien en particulier. Aux Jeux de la francophonie 2017, il a terminé à deux reprises second du 100 et 200 m.

Arthur Cissé, (Côte d'Ivoire), médaille d'or, Athlétisme masculin, Relais 4 x 100 m, & médailles d'argent, Athlétisme masculin 100 m & 200 m, Villes Jeux de la Francophonie Côte d'Ivoire /Abidjan 2017

Gabriel Robichaud : gagner et perdre en même temps (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/l-heure-de-pointe-acadie/segments/reportage/104129/prix-champlain-litterature-jeux-francophonie-gabriel-robichaud-nouveau-brunswick-acadie>
- Le 30 janvier 2019



16 h 45 Prix littéraire Champlain 2019 : Gabriel Robichaud est le récipiendaire

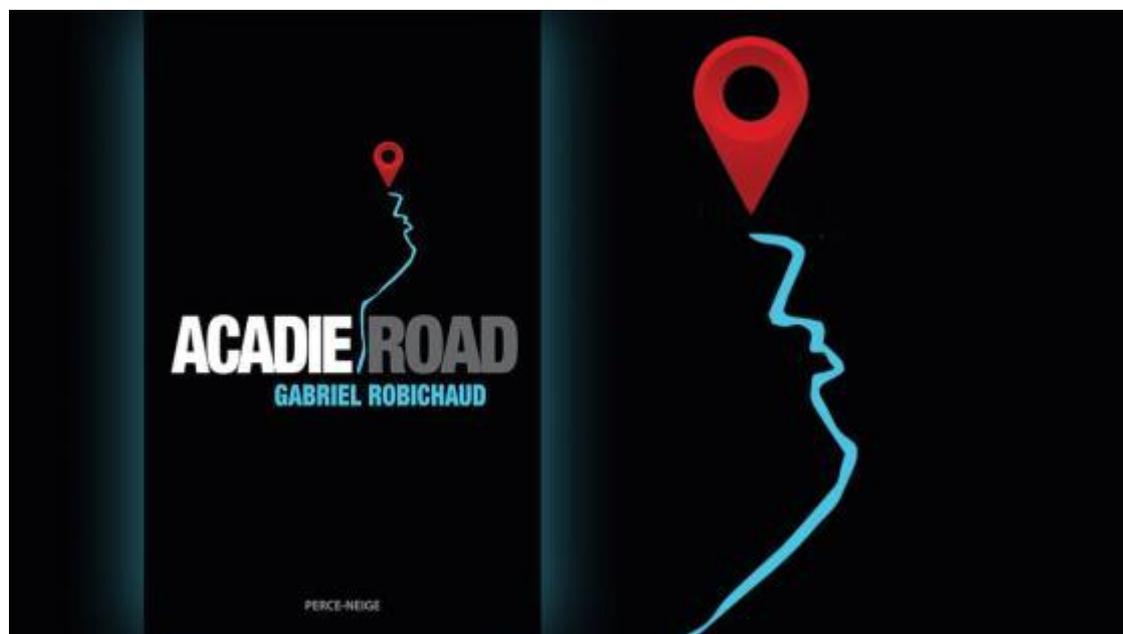
13 min 32 s



Hommage est fait à Gabriel Robichaud, dont le recueil de poésie Acadie Road a séduit toute l'équipe de l'émission. Photo : Radio-Canada / Christian Côté

Le comédien et auteur acadien Gabriel Robichaud est le récipiendaire 2019 du Prix littéraire Champlain pour son recueil de poésie *Acadie Road*.

La joie et la fierté de recevoir ce prix se mêlent à la déception, alors qu'aujourd'hui on apprend l'annulation officielle des Jeux de la Francophonie, qui devaient se tenir au Nouveau-Brunswick en 2021.



La couverture du livre « Acadie Road » de Gabriel Robichaud **Photo : Perce-neige**

Gabriel Robichaud s'était porté à la défense de la tenue des Jeux. L'artiste est médaillé d'argent des Jeux de la Francophonie qui se sont tenus à Abidjan en Côte d'Ivoire en 2017. Il avait même été

porte-drapeau du Nouveau-Brunswick.

Aujourd'hui, on jette à la poubelle des décennies d'efforts diplomatiques pour faire du Nouveau-Brunswick un joueur important sur l'échiquier international.

L'auteur acadien dit avoir constaté un grand impact sur sa carrière à la suite des Jeux de la Francophonie, notamment des invitations dans de grands événements internationaux.

Je suis revenue au Nouveau-Brunswick parce que j'étais fier de cette capacité qu'on a comme peuple à se voir grand malgré tous ceux qui peuvent nous voir petits et je crois qu'on retourne en arrière aujourd'hui avec des gens qui nous font croire qu'on ne peut qu'être petits.

Gabriel Robichaud, comédien et auteur

Le Prix littéraire Champlain souligne l'excellence et la vitalité littéraires franco-canadiennes. Le jury qui a choisi Gabriel Robichaud en tant que récipiendaire 2019, affirme qu'il s'agit d'une œuvre contemporaine de qualité à lire absolument où que l'on vive au Canada, et particulièrement si l'on est Acadien et si l'on vit (ou l'on a vécu) dans les provinces de l'Atlantique.

Gabriel Robichaud se dit honoré de recevoir ce prix qui s'accompagne d'une bourse de 3000 \$ et d'une résidence d'écriture. Il recevra officiellement son prix le 1er mars prochain, à Moncton, lors d'une cérémonie officielle. Ironiquement il recevra son prix des mains du ministre néo-brunswickois responsable de la Francophonie, Robert Gauvin, aussi très impliqué dans le dossier des Jeux de la Francophonie. La ministre québécoise responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, Sonia LeBel sera également présente lors de la cérémonie officielle.

Gabriel Robichaud (Canada Nouveau-Brunswick), médaille d'argent, Littérature (nouvelle), Villes Jeux de la Francophonie Côte d'Ivoire / Abidjan 2017

Réjouissons-nous, février est enfin là ! (www.lenouvelliste.com)

- <https://www.lenouvelliste.com/article/197694/rejouissons-nous-fevrier-est-enfin-la>
- Le 30 janvier 2019

Ce week-end est doublement festif. Double fin?! Celle du trop long mois de janvier sévèrement enduré par plus d'un ; et celle de la fin de semaine. Si le carnaval est le rendez-vous par excellence de dimanche, les activités ne sont pas en reste les autres jours.



Mercredi 30 janvier 2019

Happy Night. Best Western et El Rancho vous attendent. À Fubar, c'est happy hour all day, de 4 h à 11 h pm. Les fans de Sweet Micky ont rendez-vous à Jojo Restaurant pour une soirée akoustik avec leur groupe.

À Delmas, c'est Sware Plim Poul qui vous attend. Elle accueille le groupe Ekilib et les artistes Kenia Nemorin, Jonas Charité et Ricky Fou Conscient. L'entrée est gratuite.

Pour ceux qui préfèrent une bonne ambiance karaoké, le rendez-vous est à Toto's.

Jeudi 31 janvier 2019

Les hebdomadaires : Stuba au Live Groove du Yanvalou ; Ram à Oloffson ;

Maestro et K-niway à Fubar.

Plus tôt dans la journée, il vous sera possible de visiter l'exposition "Know Thyself" au Café 36. Sinon allez pratiquer les danses latines à BackYard. Et pour manger, dirigez-vous vers l'hôtel El Rancho ou le Montana qui sert son fameux buffet antillais.

Vendredi 1er février

Dadju sera en Haïti à cette date. Très attendu, l'auteur du méga hit "Jaloux" se produira à Tara's en compagnie évidemment d'une pléiade de DJ locaux dont Tonymix, Ted Bounce & Chiwawa ou encore Bullet.

Jean Jean Roosevelt est l'artiste invité de la traditionnelle soirée du vendredi de Vivano. Le gagnant

des jeux de la Francophonie en 2014 vous reçoit en toute intimité à l'ancien Coin des Artistes. 500 gourdes à l'entrée.

Vous ne voulez que prendre un verre?? Parfait?! Café du Commerce vous attend à son happy hour.

Samedi 2 février 2019

Bonne nouvelle pour les amoureux des crêpes : l'hôtel Montana tient un bar à crêpes ce samedi.

Sinon le Yanvalou vous propose une soirée d'humour avec l'école de théâtre ACTE de Gaëlle Bien-Aimé. L'admission : un livre de théâtre ou bien un roman.

Dimanche 3 février 2019

Champ de Mars, quatrième journée des exercices pré-carnavalesques.

Jean Jean Roosevelt (Haïti), médaille d'or au concours de Chanson des Villes Jeux de la Francophonie, France 2013

V. Vidéos

Le ministre des sports remet les clés de la "cité de la Francophonie" aux étudiants de l'INJS (www.rti.ci)

- <https://www.rti.ci/info/societe/23909/le-ministre-des-sports-remet-les-cles-de-la-cite-de-la-francophonie-aux-etudiants-de-leinjs>
- Janvier 2019



Rénové en juillet 2017 à la faveur des jeux de la francophonie, le campus de l'institut national de la jeunesse et des sports (INJS) qui comprend désormais une "cité de la francophonie" a été livré aux étudiants par le ministre des sports, Paulin Claude Danho.